Radio-Télévision

# Ronde

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14736

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUIN 1992

# Les Khmers rouges contre l'ONU

Ade la deuxième phese du n de paix de l'ONU, qui prévoit désermement de 70 % des

is, du « Parti du Kampuché démocratique », comme se dénomment les Khmers rouges, répétées du cessez-le-feu depuis janvier ; tirs contre des représentants de l'Autorité provi-

I E bénéfice du doute était pourtant encore accordé le et là, Certes, la signature donnée et là. Certes, la signature donnée par les anciens bourreux de leur propre pays était s'uspecte. Mais on faisait crédit à leur pragmatisme : ne devralent-lis pes tenir compte du caractère décormais aléatoire des alliances — en particulier celle des Chinois — qui avaient contribué à leurs succès contre les Américains puis contre les Vietnamière?

100

\$ 25.20

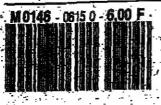
Aujourd'hui, les amis de M. Pol Pot défient ouvertement le com-muneuté internationale, garante des accords de paix. Lors de la dernière réunion, le 10 juin, du Conseil national suprême, M. Knieu Samphen avait refusé le déploisment de l'APRONUC dans déploisment de l'APRONUC dans les zones des Khmers rouges. Le 12 juin, le même dirigeant à annoncé qu'il n'assisterait pes, le 22 juin, à la réunion de Tokyo où trente-deux pays doivent élaborer un plan d'aide à la reconstruction

le motif? L'ONU ne serait pes impartiale. Elle s'appuyerait par trop sur le gouvernement de l'hnom-Penh. et, partant, sur la faction neguère communiste provietnamienne. Et, surtout, elle n'aurait pas vérifié le départ effectif de tous les soldats vietnamiens, dont le dernier a officiellement, évacué le pays en 1989. Jamals, pourtant, les Khmers rouges n'ont apporté aux Nations unies des preuves conveincantes de leurs assertions. La motif? L'ONU ne serait per

tions.

DOUR l'ONU, c'est en quelque sorte, désormais, quitte
ou double. La première réaction
du Consell de sécurité a été
modérée. Se tectique samble être
de démontrer l'impartialité, de
l'APRONUC en commençant bien
à la date prévue, le 13 juin, le
cantonnement des shanoukistes,
des « libéraux démocrates boudilhéques » (ex-FNLPK) et des gouvernementaux ex-commentesses.

Un délai de quelques jours, jusqu'à la conférence de Tokyo, pourait être accordé aux amis de M. Pol. Pot pour accepter le même regroupement contrôlé de même regroupement contrôlé de leurs hommes, tandis que l'on mettrait sur pled un programme mettrait sur pled un programme de sanctions — qui, par parenthèse, impliquerait une Thailande dont les généraux ont été jusque-là bien complaisants envers les Khmers rouges. Mais ceux-ci ne sont pas gens devant qui on puisse demourer désarmé. Suffiret-III, dès lors, à l'APRONUC, forte aujourd'hui de 11 000 hommes, de «monter en puissance» jusqu'à son effectif prévu de 16 000 hommes pour amener les Khmers rouges à résipiscence?



Au Sommet de la Terre de Rio

# sur la lutte contre l'effet de serre

Fernando Collor, le Sommet de la Terre a vu défiler à la tribune une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Le président Bush a demandé la réunion, d'ici au 1= janvier 1993, des pays qui s'engagent à lutter contre l'effet de serre.

Le premier ministre britannique, M. John Mejor, a proposé, pour sa part, de réunir un nouveau forum des Organisations non gouvernamentales en juin 1993, afin de dresser un premier bilan du l'Agenda 21. M. François Mitterrand devait prendre la parole, samedi 13 juin, jour de clôture du Sommet offi-

> Lire page 8 l'article de DENIS HAUTIN-GUIRAUT et PALAIN ROLLAT



Arriérés du forfait d'externat et statut des personnels

# M. Bush propose une nouvelle conférence L'Etat et l'enseignement catholique signent un accord apurant leur contentieux

Toussaint, n'avait pas

attendu sa prise de fonc-

lancer un ultimatum au

gouvernement et donner-

au ministre e quatre

semaines pour prendre des

décisions »... De quoi irri-ter passablement le secré-

taire général de l'enseigne-

ment catholique, le Père

Max Cloupet, qui avait

auparavant participé aux

M. Jack Lang, ministre de l'éduca- «historique» par les signataires, enté-Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, ont signé, samedi 13 juin, un protocole d'accord destiné à apurer « durablement » le contentieux entre l'Etat et l'enseignement privé placé sous contrat d'association. L'accord, jugé

par Jean-Michel Dumay

samedi 13 juin avec le secrétaire général de l'enministre de l'éducation nationale désamorce une

Depuis huit mois, le ton n'avait cessé de monter chez les responsables de l'enseignement privé. Les ressemblements régionaux s'étaient multipliés, tout comme les déclarations d'évêques, d'enseignants, de députés ou de parents

tion nationale et de la culture, et le rine le remboursement – sur six ans – aux établissements privés de 1,8 milliard de francs d'arriérés. Il fixe aussi de nouvelles modalités de participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du secteur sous contrat et établit la parité avec le public pour les

> le 29 avril, par M. Jack 14 mai). Elu en mai, le nouveau président de Lang, soucieux, lui, de l'Union nationale des assotrouver des solutions «dans les deux mois». ciations de parents d'élèves de l'enseignement libre En prenant rapidement (UNAPEL), M. Philippe

position sur l'ensemble des revendications de l'enseignement catholique, M. Lang espère donc créer aun cho permette de dénouer durablement une situation historiquement conflictuelle» entre l'Etat et l'enseignement privé, où se mêlent conflits idéologiques et, depuis trente ans, contentieux financiers.

Lire la suite page 8

# La Serbie étouffée par l'embargo

Les difficultés matérielles et l'isolement aiguisent les oppositions au régime de M. Milosevic

BELGRADE

de notre correspondante

En quelques jours, les grandes artères de la capitale de l'ex-Yougoslavie se sont vidées, Les Belgradois out abandouné leurs voitures su profit des autobus, bondes, ou bien ils marchent... Les premiers tickets de rationnement permettant l'achat de 20 litres d'essence par mois-ont été distribués, mais les prix ont triplé depuis le début du mois et rares sont ceux qui peuvent encore se permettre ce luxe.

L'Europe du sang

La Fédération française des

donneurs de sang bénévoles, a annoncé, vandredi 12 juin à Toulouse, lors du congrès de la Société nationale de

de la societe nezionale de transfusion sanguine, le lancement d'une pétition nationale réclamant la modification d'une directive européenne de 1989 qui assimile les produits dérivés de médicaments.

60 et 400 francs par mois, ser-vent avant tout à faire des provisions en prévision du pire. Privilégiée par rapport à celle des autres villes de Serbie, la population de Belgrade ne souffre pas encore de véritables pénuries. A condition bien sûr de faire des kilomètres et de se lever à l'anbe pour trouver les quelques kilos de farine, de sucre ou de poudre

Les salaires, qui oscillent entre Les restaurants se sont vidés. Cette semaine, plusieurs soupes populaires se sont ouvertes. Pour le moment, 500 personnes seulement, pour la plupart des réfugiés et des retraités, ont obtenu des tickets pour se nourrir. Des milliers de gens déambulent à toute heure de la journée dans la rue piétonne du centre : vacances obligatoires, décrétées par les entreprises forcées de fermer leurs portes.

FLORENCE HARTMANN

# Silence radio au RPR

M. Chirac invite les membres de son parti à s'abstenir de toute déclaration sur le référendum

par Thomas Ferenczi

Que le chef d'un des principeux partis politiques français, candidat déclaré à l'élection présidentielle, annonce qu'il a décidé de se taire sur la grande affaire du moment et d'inviter ses amis à en faire autant est pour le moins insolite. La déclaration de M. Chirac confirme, de ce point de vue, s'il en était besoin, l'extrême embarres dans lequel se trouve l'ancien premier ministre à l'égard du futur référendum sur le traité de Masstricht, la difficulté qu'il éprouve à définir sa position, avouant tout

uniment qu'il a besoin «d'y voir plus clair», et surtout son incapa-cité à «tenir» son parti, déchiré entre les partisans du «oui» et les partisans du «non».

Son appel à une « attitude de réserve » est, bien sûr, pour M. Chirac une manière d'apaiser provisoirement les querelles dans son propre camp et de tenter de sortir du piège dans lequel il s'est laissé enfermer, pour avoir sous-es-timé l'importance du débat. Mais la décision du président du RPR apparaît aussi comme une triple réponse à ses opposents.

### LOIN DES CAPITALES

Liège, chantier médiatique Lire page 4 l'article de JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

HEURES LOCALES

### Euro Disney deux mois après

Le parc d'attraction de Marne-la-Vallée semble faire le plein de visiteurs au cours des week-ends, mais pas en semaine. La société américaine reste optimiste sur l'avenir de cet équipement de loisirs, même si ses responsables constatent que les Européens se laissent peu tenter par l'achat de souvenirs. m Amiens réconcilie ses polices m Le troisième Salon de l'implantation d'entreprises m Menton ou le réveil de la « belle endormie » m L'avenir de la région fle-de-France

CHRONIQUE DES MARCHÉS

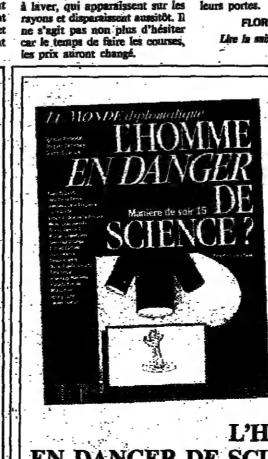
■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligeraire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux. page 19

M == Elisabeth Guigou

# invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »

Mme Elisabeth Guigau, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, invitée de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-ie Monde », dimanche 14 mai à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20



MANIÈRE **DE VOIR** Nº 15

du sang à des médicaments et autorise leur commerciali-sation dans l'ensemble des pays de la CEE. Euro 92: la discrétion des favoris

Difficiles vainqueurs, van-dredi 12 juin, d'une équipe écossaise très limités (1-0), les Pays-Bas, tenants du titre, ont pris la tête du groupe 2. Autre favor de la compétition. L'Allemagne. compétition, l'Allemagne, championne du monde, a été tenue en échec par la CEI (1-1), ne réussissant l'égali-sation qu'à l'ultime minute.

100 pages 42 francs

L'HOMME EN DANGER DE SCIENCE?

A L'ETRANGER : Alabita 4.50 DA ; Marce, 8 DH; Turisia, 790 en ; Alexagra, 2,50 DM; Austriae, 25 SCH; Balairra, 40 FB; Carada, 2.25 \$ CAN; Aprilles/Résiden, 450 F CFA; Danemark, 14 KRD; Spragna, 190 PTA; G.B., 25 DH; Carada, 2.25 \$ CAN; Aprilles/Résiden, 4,50 DA; Albita, 2,200 L; Luximbourg, 42 EL; Norvège, 14 KRN; Phys.Bas., 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Subse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S ; USA (athers), 2,50 \$

The state of the s

# Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RVE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-85-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principant associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme

PUBLICITE

emission paritaire des journau et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

TÉLÉMATIQUE Composez 38-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Benve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUSSE BELGIQUE LUXEMA PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mais	460 F	572 7	790 F
6 mais	B07	1 123 7	150 F
la	1626 F	2 006 F	290 F

ÉTRANGER: par voie sérieune arif sur demanda pour yous abonnes envoyez ce builetin

à l'adresse ci-dessus on per MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

provincires : nos abounés sont invités à formuler leur demande deux

#### BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE

Code postal:

Localité : \_

Le Monde

Edité par la SARL La Monda Comité de direction : seques Lecotine : gifant frecteur de la publication Bruso Frappat directeur de la nédection Jecques Guiu

Il y a trente-cinq ans

# Khrouchtchev face au «groupe antiparti»

E fut un drôle de 18 juin, celui de l'année 1937 à Moscou. A l'exception des quelques l'exception des quelques acteurs du drame, personne n'imaginait dans la ville et dans le monde qu'à ce moment sept membres de la direction suprême - le bureau politique, alors appelé présidium - commençaient à écrire le brouillon manqué des révolutions de palsis. Même le numéro un de la partie, Krouchtchev, semblait pris an dépourvu. Les conspirateurs avaient mis au point le dispositif pendant que le premier secrétaire faisait un voyage en Finlande, en compagnie de celui qui passait alors pour son compère mais qui s'était rallié à ses adversaires, Boulganine, chef du gouvernement.

Revenu d'Helsinki le 15 juin, Krouchtchev n'avait pas de raisons particulières d'être inquiet, comme il l'avait été l'autonne et l'hiver précédents. En 1956, son rapport secret sur les crimes de Staline avait en dans le camp socialiste les consequences que les conservateurs annonçaient et redoutaient. Après les drames de Pologne et de Hongrie, le premier secrétaire soviétique n'en menait pas large. Il ne se déplaçait pas sans être accompagné – et surveillé – par un de ses collègues plus «orthodores». Lui-même vantait à l'occasion les mérites du dictateur qu'il accablait un semestre plus tôt. La rumeur moscovite disait qu'il allait être obligé de troquer la direction du parti pour un poste de ministre de l'agriculture : ne passait-il pas déjà une part de son temps à enseigner aux paysans la manière de planter les choux?

manière de planter les choux?

On ne dounait pas cher de ses chances lorsque le chef du gouver-nement chinois vint voir, à la fin de 1956, ce qui se passait dans cette Europe communiste en proie aux turbulences. Au départ de Zbou, il était tout requinqué. Comme si le visiteur avait conseillé à ses camarades de ne pas changer d'attelage. Alors Khroutchtehev retrouve sa superbe. Il se remit à tenir le crachoir dans les réceptions sans se soucier apparennment du qu'en-dirachoir dans les réceptions sans se soucier apparenment du qu'en-dira-Molotov. Mieux: du 14 au 17 février, il fit approuver par le comité central un projet de refonte complète de la direction de l'économie: les ministères chargés de gérer l'industrie allaient être remplacés par des administrations régionales (les sovnarkhozes). Tombait aux oubliettes la grande commission économique présidée par Pervoukhine, crété deux mois paus tôt lorsque le premier secrétaire était en position crète dans mois pais tot lorsque le premier secrétaire était en position de grande faiblesse. Un «détail» illustre le retour en force du patron : le projet de réforme fut présenté dans la presse sous le titre de «Thèses Khrouchtchev». Le triomphe paraissait complet en mai, lorsque le Soviet suprême ratifia la réforme.

#### Couroqué par téléphone

Ce fut précisément ce triomphe, avec ses conséquences prévisibles. qui faillit provoquer sa perte. Vings ans après l'événement Veljko Micunovic, l'ancien ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, qui fut en cette période des confidents de M. «K.», periode des confidents de M. « N.», a publié son journal (1). Dans une lettre adressée à Tito le 5 juillet 1957, le diplomate rend compte d'un long entretien qu'il a eu ce même jour avec Khrouchtchev. Le premier secrétaire avait remarqué pendant le voyage en Finlande que l'attitude de Boulganine n'était pas secretaire presidént pas secretaire presidént pas secretaires presidénts. normale, mais il n'y avait pas ai normale, mais il n'y avait pas atta-ché d'importance particulière. L'am-bassadeur ajoute : « C'est après leur retour à Mascou que ses impressions se sont précisées. Un jour, après midi, Boulgapine lui annonça par téléphone que le présidium du comité central devait se réunir de toute urgence. Khrouchtchev se trouvait chez lui, et Boulganine était au Kremlin (il y a une salle à manger réservée aux membres du comité con-Kremlin (il y a une salle à manger réservée aux membres du comité central. Ils y déjeunent entre treize et quatorze beures le jour où ils ont du travail aussitôt après la pause). Khrouchtchev a répondu que la date de la réunion avait été déjà arrêtée par ses soins et qu'il ne voyait absolument pas pourquoi on convoquenit le présidium le 18 juin. « Nous demandons...», a répliqué Boulganine, Khrouchtchev hui a demandé qui était ce « Nous». La réponse fut: « Un groupe d'entre nous qui est en ques du prestaum, un existat ou comité central de «groupe de déjeuner» et que, pour la réunion, on devait donc s'en tenir à la date prévue. Mais Boulganine insistait tellement que Khrouchtchev a décidé de se rendre au Kremlin.»

Dès son arrivée, Karouchtchev comprend qu'il a été pris an piège. Il sait depuis longtemps que trois membres du présidium ne le portent pas dans leur cœur : Molotov et Kaganovitch, les conservateurs les plus marqués, puis Malcalcov, l'an-







Kaganovitch, Molotov, Malenkov: l'échec d'une conjuntion.

cren cher du gouvernement retro-gradé et privé peu à peu de sa clien-tèle par les manœuvres du premier secrétaire. Vieux dirigeants du régime et associés à la politique sta-linienne, ils n'ont guère apprécié, c'est le moins qu'on puisse dire, la condamnation des crimes de la période du « culte de la personna-lité». Le maréchal Vorochilov, chef

lités. Le maréchal Vorochilov, chef de l'Etat, est dans la même situation. Le premier secrétaire, ce jour-là, découvre aussi parmi ses adversaires Boulganine et Pervout-khine (assez représentatif des technicieus). Il a encore l'espoir de railier à sa cause le dernier représentant des technicieus, Sabourov, absent de Moscou au début de cette oraceuse. Moscou au début de cette orageuse session. Illusion : entré en séance, Sabourov prend le parti de Boulga-nne et de Pervoutkinne. Une majorité piutôt disparate s'était constituée : son «programme commun», c'était l'hostilité à la dernière réforme économique et à la décon-centration industrielle.

De l'autre côté, les khrouchtchéviens n'étaient plus que quatre. Encore n'étaient-ils pas tous d'une solidité à toute épreuve. A part lainôme, le premier secrétaire n'était vraiment sûr que de Kiritchenko. Souslov redoutait les aventures, et Mikoyan penchait pour le statu quo. Leur résolution aurait-elle résisté

Maigre consolation pour l'accusé : les membres suppléants du prési-dium étaient à ses côtés. Ils assisdium étaient à ses côtés. Ils assis-taient aux débets, pouvaient même intervenir, mais n'avaient pas droit de vote. Un seul fit défection, Che-pilov. Ancien rédacteur en chef de la Pravia, ancien ministre des affaires étrangères, il était en 1957 secrétaire du comité central chargé des affaires culturelles et idéologiques. Il devait au premier secrétaire sa brillante et rapide carrière, mais il se mit à par-ler comme les conjurés lorsqu'il vit où était la majorité, puis changea, paraît-il, son fusil d'épaule. Cet abandon ne lui sera pas pardonné. Il ne sera plus désigné dans la presse que par cette formule : « Chepilov primitanouvichi» (celui qui s'est joint à...).

# à la rescousse

Khrouciachev alkait être remplacé à la tête du parti par Molotov et il pourrait se consoler de sa disgrâce en s'occupant d'agriculture. Boulgaen s'occupant d'agriculture. Boulgan i n e conserverait
- provisoirement? - la présidence
du conseil des ministres. Il est vraisemblable que ce remaniement serait
entré dans les faits si les adversaires
de M. «K.» avaient su ou pu annoncer leurs décisions le jour même.
Mais la victime gardait des ressources insoupconnées. « Vous violez
nos statuts, dit-il à ceux qui voulaient le renverser. Vous vous emparez franduleusement des pouvoirs du
comité central. C'est cet organisme
qui m'a nommé. C'est lui seul qui
peut éventuellement mettre fin à
mes fooctions. »

La discussion ainsi enguée, il-fal-

La discussion ainsi engagée, il fal-iait tenir le plus longiempt possible. Les suppléants krouchichéviens par-Les suppléants krouchtchéviens pur-laient. Pendant ce temps, le maré-chal Joukov, autre suppléant, faisait venir à Moscou dans des avions militaires les membres du comité central. Serov, chef du KGB, faisait le même travail. Une première délé-gation arrivée dans la capitale fit en vain le siège de la majorité. Quand le flot grossit, il devint impossible de s'y opposer. Normalement, le comité central est convoqué par le prési-dium. Mais il peut l'être aussi selon une procédure plus exceptionnelle quand un nombre important de ses membres le demandent. Ce fut le

cas le 22 juin : 83 membres du Conseil des ministres et dans ses

Le vent avait complétement tourné. Jusqu'à la giasnost, le récit de l'ambassadeur Micunovic établi d'agrès les confidences de Khrou-chtchev était le témoignage le plus complet de cette semaine décisive. complet de cette semaine décisive. Krouchtchev lui-même dans ses Mémoires ne fait pas de nouvelles révélations. Maintenant, d'autres acteurs brisent le secret, et livrent leurs souvenirs. Voici par exemple ce qu'en dit Moukhitdinov, qui était alors premier secrétaire du PC d'Oubékistan et membre-suppléant du présidium du comité central (2): « La crise se produisil à un moment où je me trourais dans la montagne, chez les bergers du Ferguna. L'ordre parvint soudain de ventr immédiatement à Moscou. Je me rendis directement de l'aéroport au Krembn, où avait lieu une session du présidium du CC du PCUS. Cette session dura presque trois jours. Grâce im soutien de ses partisans, Khrouchtchev en sortit vainqueur.

s On peut dire que les discussions tournalent autour de quatre ques-tions. Les membres du groupe Molo-tor exigeaient avant tout de limiter l'application des décisions du 20 congrès, car leurs noms, en tant que compables des répressions, com-mençaient déjà à apparaître dans la presse et à la radio. On commençait à voir des documents concernant des

signature.

» Deuxième exigence, il fallait réduire le rôle du parti et de son comité central. Cette instance, disaiens-ils, doit s'occuper des affaires intérieures du parti, de l'idéologie et de la culture, mais la direction de tous les secieurs de la vie et de l'activité du pays demait être confiée au gouvernement. Ce n'est pas par hasard qu'aucun fonctionnaire du parti n'était membre de ce groupe; tous ses membres travaillaient au

organismes.

» La troisième question découlait, en partie de la deuxième. On critiquait Khrouchichev pour avoir soi-disant tout abandonné aux républiques, limitant par là même les pouvoirs du contre.

on l'accusait enfin de ne pas tou-jours se comporter comme il convient à un chef du parti et du pays, d'avoir-um penchant pour les baissons alco-lisées et de se permettre des expres-sions non châtiées v

#### Le brouillou sera repris en 1964

Ces sessions d'une éurée et d'une intensité exceptionnelles se terminent le 29 juin. Les opposants sont sanctionnés pour avoir constitué un «groupe antipartis (ce qui d'ailleurs ne les empéchers pas de rester long-temps encore membres du parti). Toes, sant Molotov, ont reconnu leurs fautes li Faut attendré & Juillet pour que Patolitchev, vice-manistre des affaires étrangères, convoque les ambassadeurs des pays du bloc et leur dise ce qui s'est passé... Puis un les ambassadeurs des pays du bloc et leur dise ce qui s'est passé... Puis un communiqué annonce au pays et au monde éberinés la défaite – et par la même l'existence – d'un groupe antiparti. Quatre dirigeants destitués sont cités : Molotov, Malenkov, Kaganovitch et «celui qui s'est joint», Chepilov. Sans explications, Sabourov disparaît du présidium et Pervoutihine est rétrogradé parmi les suppléants. Sans donte pour ne nas trop attirer l'attention sur la pas trop attirer l'attention sur la pas trop atturer l'attention sur la force que représentaient les comunes, Boulgamine et Vorochilov ne sont pas mentionnés. C'est seulement l'année suivante que le premier par-dra la présidence du Conseil puis sa place au présidence, et en 1960 que Vorochilov sera mis à la retraite.

La révolution de palais a échoné. Le brouillon sera repris, corrigé, en 1964. Le limogeage manqué sera réussi sept ans plus tard... par les krouchtchéviens de 1957. Cette fois

les nouveaux conjurés avaient mis de leur côté le comité central. Mais c'est dejà une autre histoire. BERNARD FÉRON

(1) Vejbo Micanovic, Journées à Marcos, 1936-1938. Ed. Robert Laffant. Les Lettes nouvelles Maurice Nadesu, Paris 1978.

(2) Sous le sûre Au Premiir comme si rous y éties, avec Michel Tatu, nous avens publié les documents et sévétations, dus à la glasnost. (Le Monde Edutions), Le témorgange de Moukhitdinov est un de ces documents.

## Conjuration bretonne

Plusieurs lecteurs nous signalent que ce n'est pas le marquis de La Rouelle, chef de la conjuration bretonne de 1782 de Monde daté 24-25 mai) qui a inspiré le cinéaste Bertrand Tavernier dans Que la fête commence, mais l'authentique merquis de Pontkeliek, chef d'une conjuration visant à éliminer le régent, Philippe d'Orlénas.

M. Francis Consolin, de Seyssins, précise : « Arrêté dans le presbytère de l'église de Lignol (près de Guéméné-sur-Scorff, Morbihan) et condamné à mort, le marquis de Pontkallek fut décapité sur la place du Bouffay, à Nantes, ie 26 mars 1720. Dens le film de Bertrend Tavemier, tandis que la voix hors champ annonçait le verdict et l'exécution, Gilles Servet chantait en breton la complainte Mary Pontkal-

"GRAND JURY" RTL-Le Monde de serves de la company de la

2.37

CS No. 27 the highlight and the MI STATE . . W. 1. 5. 5 ... and mark . . . ביתו בנבב

ladde 2.6 theory ? White

R COLD OF FRANCE PARTY **新教育** 1750 1750 1 I may be fishering a gray to an ar-Maria (A & Alleria) The second second a spin December 19 500

of many and the min de liebert 43. 2.4 S E HOLE! THE RESERVE OF THE PARTY. M. Mark State of A COMPANY TO THE PARTY OF THE P

groupe antiparti



### de presse à Belgrade qu'il apportait son « soutien aux efforts visant à la réouverture de l'aéroport de Saraonze morts. En deux mois, la La Serbie étouffée par l'embargo

Un cessez-le-feu unilatéral

annoncé, vendredi, par M. Rado-

van Karadzic, dirigeant du Parti démocratique serbe (PDS, nationa-

liste) de Bosnie-Herzégovine,

devait entrer en vigueur lundi

15 ruin à 6 heures dans l'ensemble

de cette République, selon l'agence

Tanjug. Le dirigeant serbe a

déclaré au cours d'une conférence

Mais les répercussions des sauctions prises par le Conseil de sécu-rité de l'ONU, le 30 mai, contre la Serbie et le Monténégro sont aussi plus profondes. Le blocus touche pour la première lois une économie dante de l'étranger, une société ouverte sur l'Occident, qui se sent brusquement « exclue du monde moderne»: « Nous sommes devenus des parias au centre de l'Europe», explique lyan Vejvoda, jeune membre de l'Institut d'études euro-

Le blocus engendre un malaise particulier chez les intellectuels, comme les chercheurs de l'Institut de physique de Belgrade dont les début juin aux banques de données indispensables à leurs travaux, ou comme cet historien archéologue qui ne pourra pas aller présenter au CNRS les résultats de deux ans de recherche sur les Celtes.

> Trois on quatre mois de surrie

4

Privés désormais de films, de journaux, de livres étrangers, tou-chés pour la promière lois directe-ment par les effets de la guerre en Bosnie et en Croatie, les intellec-tuels belgradois, qui n'avaient pas encore éleve la voix coatre la poli-tique expansionniste de M. Milosevic, à l'exception d'une minorité gravitant autour des mouvements pacifistes, prennent conscience de l'urgence d'un changement de régime en Sorbie.

ont annoncé un cessez-le-feu unilatéral anitaire à la ville v.

Sept mille morts en deux mois

Les Serbes de Bosnie-Herzégovine

M. Karadzic a proposé à la Force de protection des Nations unies d'occuper des positions tenues par les milices serbes et a souligné que « la partie serbe est sincère dans ses efforts visani à mettre fin au conflit ethnique en Bosnie-Herzegovine». Des combats se poursuivaient néanmoins, vendredi, A Sarajevo, faisant au moins

l'immobilisme cette nouvelle aggra-vation de la crise économique, l'élite intellectuelle prend les

miciens, chercheurs, comédiens,

compositeurs, sconomistes, condamnent à l'unisson celui qui, à leurs yeux, a isolé et humilé la Serbie. Ils ont avec eux l'Eglise, les

étudiants, les chefs d'entreprise.

Membre du Parti socialiste (ex-

communiste) au pouvoir en Serbie, Vojskv Djordjevic, PDG de Soko-Stark, la plus grosse buiscuiterie de Serbie, ne cache pas son désaccord avec aune politique qui a mené à la guerres. Comme la plupart des

responsables du patronat public et

sivement en termes économiques :

la Serbje ne survivra pas plus de trois ou quatre mois à l'embargo, il-fant done arrêter immédiatement

la guerre et répondre aux exigences

de la communauté internationale

pour obtenir la levée des sanctions.

Si M. Djordjevic a été pré-voyant, en important suffisamment

oblige, Soko-Stark ne se résigne pas à vendre ses produits dans des sacs

petits employes endurent dans

Selon Dimitrije Bacrov, de l'heb-domadaire Vreme, l' « économie serbe aurail été ruinée en six mois sans embargo, avec les sanctions elle le sera en six semaines ». La production nationale, qui avait chuté de plus de 40 % par rapport à l'année précédente, devrait accuser dans moins d'un mois une nou-velle balsse de 30 % du fait de la fermeture imminente de nombreuses entreprises, dans le textile et de nombreuses branches de l'industrie, notamment celles dépendant de l'importation des produits chimiques. Matroz, la très-impor-tante usine de papier de Serbie, a annoncé cette semaine l'arrêt de sa production. La presse risque aussi d'en patir. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire Vreme, inquiet pour les journaux d'opposition, s'est adressé à l'ONU afin que soit

de cartes..."

de matières premières pour assurer la production pendant plusieurs mois, son entreprise risque d'être contrainte à lermer ses portes par, manque de pétrole et de gaz, de pectine et d'emballages. Prestige L'absence de produits chimiques a accentué les pénuries de médica-ments qui sévissaient déjà. Avant le blocus, le gouvernement, qui a en plastique. « Nous sommes en Europe et nous n'acceptons pas de sacrifier nos normes de fabrica-

moins 7 000 morts et plus de 22 000 blessés, selon le Comité de crise pour la santé cité par Radio-

On apprend d'autre part que trois journalistes ent été blessés au cours des derniers jours. Alfonso Rojo, l'envoyé spécial du quotidien espagnol El Mundo, a été blessé, mercredi, lorsque sa voiture s'est renversée après avoir été prise sous le feu de francs-tireurs. Il était

de l'économie d'autarcie. Pour beaucoup cette dernière est synonyme de renforcement du pouvoir politique sur l'économie, et implique un régime autoritaire. Dans ce sens l'embargo aura des effets per-vers. Certains soulignant d'autre part que le blocus peur servir d'alibr au gouvernement pour décliner toute responsabilité quant à la situation catastrophique du

autorisée l'importation de papier « pour préserver la santé mentale du peuple serbe ».

Comme un châtean 🐃

dû prendre en charge depuis près d'un an des milliers de bleasés de guerre soignés dans les hôpitaux de Scrbie, prévoit un plan de rationnement de la consommation de

l'AFP, Georges Gobet, qui a égale-ment été blessé. Par ailleurs, une journaliste britannique, Desa Tre-visan, en reportage pour le *Times*, a été couchée à la main, à Belgrade, par une balle provenant, sans doute, d'un fusil à air comprimé. Elle a ensuite reçu un appei d'une mystérieuse « Ligue des

anciens combattants » revendi-

quant cette agression . - (Reuter,

taire. Comme un château de cartes l'économie yougoslave s'écroule petit à petit. « Nous en arriverons très vite à une économie de trocs, souligne M. Popovic, le directeur de l'Institut des sciences économiques. L'inflation atteignait déjà en: mai un rythme annuel de 122 000 %. La flambée va être telle dans les mois à venir qu'elle pourrait en quelque sorte « disparaître » avec le passage à une économie non monétaire. Les pénuries de liquidités se ressentent déjà dans les banques, qui distribuent au compte-gouttes de gros billets de 5000 dinars équivalant à peine à

Exportatrice de viande et de céréales, la Serbie ne devrait pas connaître la famine. Toutefois les économistes s'accordent à penser que les paysans vont bientôt hésiter à vendre leurs produits pour de l'argent qui ne vant rien et que des péquries devraient en résulter. l'instant provoquées par la population urbaine, qui fait des stocks. La psychose d'une éventuelle guerre civile en Serbie on d'une intervention militaire étrangère, les images de la Bosnie où des centaines de milliers de personnes sont au bord de la famine, ont poussé les gens à faire des provisions de farine, d'huile, de sucre, de pâtes alimen-taires et de toutes sortes de

D'ici au I- juillet, les experts estiment que plus d'un tiers de la population active sera wen consé obligatoire ». La Serbie risque d'exiger alors davantage que lesvagues promesses d'un gouverne-ment mis au ban de la commu-

FLORENCE HARTMANN

tion», explique M. Djordjevic, qui, comme la majorité des chefs d'enmédicaments et du matériel sani-

ALLEMAGNE: test électoral pour la CDU dans l'ex-RDA

# Le vote sur la Constitution du Brandebourg cristallise le besoin d'identité des Allemands de l'Est

Les électeurs du Brandebourg, Land de 2,6 millions d'habitants et cœur de l'ancienne Prusse, sont appelés à voter, dimanche 14 juin, pour leur nouvelle Constitution régionale, dont l'élaboration a été fortement influencée par les aspirations libérales des anciens opposants au régime communiste. Ce vote est considéré comme une affirmation de l'identité est-allemande et un plébiscité en faveur du ministre-président du Land, M. Manfred Stoipe, mis en cause pour ses rapports avec la Stasi lorsqu'il était l'un des dizineants de l'Eglise protestante de l'ex-RDA.

BERLIN

de notre correspondant

Suivi de peu par celui de Saxe, le Parlement du Brandebourg avait été le premier à approuver, en avril dernier, son nouvezu projet de Constitution, dont l'élaboration a nécessité près de deux ans d'intenses discussions. Le préambule de la Constitution souligne qu'elle se base sur « la tradition de justice, de tolérance et de solidarité du Land de Brandebourgs, qu'elle s'inspire de l'esprit « des changements pacifiques de l'automne

Selon la nouvelle Constitution, l'Etat doit œuvrer de façon à ce que chaque citoyen puisse avoir un emploi, un logement, une sécurité sociale et un environnement protégé. Dans le contexte actuel de

importants, ces objectifs peuvent couples mariés et non mariés. Son point le plus controversé est l'instiparaître des vœux pieux. D'inspiratution d'une possibilité de contrôle tion nettement libérale, la Constitution s'efforce de conserver des du gouvernement régional par voix acquis dans lesquels se reconnaît la de référendum ou d'initiative société est-allemande et qui apparaissent progressistes par rapport à La défense certaines régions de l'Ouest de l'Al-

des « Ossis » Elle défend ainsi le droit des femmes à disposer de leur libre

Cette possibilité, qui s'inspire du modèle suisse, existe déjà dans la Constitution du Bade-Wurtemberg. L'initiative des Brandebourgeois, qui a été suivie par les Saxons, a et met sur un pied d'égalité les

ESPAGNE: pour raison de santé

# Le ministre des affaires étrangères a présenté sa démission

MADRID.

arbitre en matière d'avortement,

leurs droits à disposer de places pour leurs enfants dans les crèches,

de notre correspondant

Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, décidera la semaine prochaine, après son retour d'un voyage en Amérique latine, du remplacement de son-ministre des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez. Ce dernier a demandé a être relevé de ses fonctions qu'il ne peut « exercer plelnement » pour cause de maladie. M. Ordonez avait dû réduire ses activités et rester à son domicile depuis le le juin après un voyage au Chili et en Argentine, à la suite duquel il était rentré « extrêmement fatigué ».

Le porte-parole du gouverne-ment, M™ Ross Condé, a indiqué, vendredi 12 juin, que M. Ordonez avait exprimé le désir d'être relevé l'ancienne RDA, où le chômage est de ses fonctions mais que la déci-particulièrement fort et où les pro-blèmes de logement sont très entretien avec M. Gonzalez. Agé-

de soixante-deux ans, cet ami personnel du président du gouverne-ment avait déjà du interrompre ses activités pendant plus d'un mois à la fin de l'année dernière en raison, officiellement, de calculs rénaux.

M. Ordonez, qui a passé septiannées à la tête de la diplomatie espagnole, avait préalablement indiqué que « son substitut idéal » pourrait être M. Carlos Westenders dorp, actuel secrétaire d'Etat à la Communauté européenne. D'autres noms circulent, notamment celui de M. Francisco Villar, secrétaire général de politique extérieure, ou encore celui de M. Enrique Baron, ancien président du Parlement

M. Carlos Solchaga, ministre de l'économie et des finances, qui a manifesté le désir de changer de portefemille, n'a pas caché que le poste lui plairait.

MICHEL BOLE-RICHARD

cependant eu pour effet de relancer le débat en Allemagne sur la possibilité de prévoir un recours au référendum dans la nouvelle Constitution fédérale qui doit, elle aussi, voir le jour pour adapter l'ancienne loi fondamentale de la RFA aux impératifs de la réunifi-

Le débat parlementaire sur ce projet a cristallisé au sein du Parti chrétien-démocrate du Brandebourg une crise appelée à avoir d'importantes répercussions sur l'avenir de la CDU dans l'est de. l'Allemagne. La décision du nouveau président de la CDU régionale, M. Ulrich Fink (un Allemand de l'Ouest) d'appeler à voter contre la Constitution a illustré le conflit qui l'opposait au chef de son groupe parlementaire, M. Peter-Mi-chael Diestel, ancien ministre de l'intérieur dans le dernier gouvernement de l'ex-Allemagne de l'Est; ce dernier avait pris la défense du ministre-président social-démocrate du Land, M. Manfred Stolpe, dans la campagne menée contre lui par les médias de l'Ouest pour ses anciens contacts avec la Stasi.

M. Diestel a démissionné avec fraças de ses fonctions au sein du groupe parlementaire et menace de fonder son propre parti avec tous ceux qui veulent défendre le droit des «Ossis» à affirmer leur propre identité dans le processus de réuni fication. Il mise délibérément sur une victoire écrasante du «oui» au référendum de dimanche sur la Constitution pour obliger les dirigeants de la CDU, en perte de vitesse générale à l'Est, à composer

HENRI de BRESSON

### TCHÉCOSLOVAQUIE: l'avenir de la Fédération

# Le dirigeant slovaque Vladimir Meciar affirme qu'il ne veut pas «briser l'Etat commun»

M. Vladimir Meciar, yainqueur des élections en Slovaquie, s'est prononcé, vendredi 12 juin à Bratislava, en faveur d'une cohabitation entre Tchèques et Slovaques au sein d'une Confédération, et s'est fait l'avocat d'un référendum sur l'avenir de la Tchécoslovaquie.

PRAGUE

(correspondance)

Rompant le silence qu'il observait depuis le début des négocia-tions avec le Parti civique démo-cratique (ODS) de M. Vaclav Klaus, M. Vladimir Meciar, le président du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), a siovaquie octoberatique (1725), a déclate que « nous ne sommes pas venus négocier à Brno et à Prague pour briser l'Etat commun, nous sommes simplement pour une forme de cohabitation favorable aux intérêts communs des Tchèques et des Slovieures et

Au cours d'une conférence de presse à Bratislava, à laquelle n'avaient pas été invités des journanx tchèques profédéralistes, que M. Meciar « soupçonne de malice et de vouloir désinformer le public », le dirigeant slovaque a précisé que le projet du HZDS avait pour phietrif une confédération tchéroobjectif une confédération tchécoslovaque avec « un marché et une monnaie unistés ainsi que des organes communs chargés de la défense et du respect des droits de l'homme » dans les deux Républi-ques. M. Meciar s'est défendu de vouloir réduire la coopération souhaitée par son mouvement à une défense et l'économie », affirmant qu'il s'agissait là d'une «interpréta-tion de l'ODS».

Le chef de file du HZDS se vouait rassurant. « Ni l'ODS ni le HZDS n'ont reçu de mandat pour une rupture de la Fédération. » Il se

M. Vaclav Klaus s'était montré e constructif », que les deux hommes avaient pu s'entendre au sujet de la réforme économique. U précisait par là même que la première vague de privatisations, par coupons, lancée par M. Klaus continuerait et se terminerait acomme prévu », ajoutant néan-moins que «l'actuelle politique éco-nomique pourrait, si elle continuait à être appliquée à la Slovaquie, conduire à sa destruction ».

constituerait « une décision à long terme » pour la Tchécoslovaquie et qui devrait intervenir avant la fin de l'année ou au cours du premier trimestre de l'année prochaine, M. Meciar a souligné que « sur le principe, l'ODS et le HZDS sont d'accord quant à la structure du gouvernement et du Parlement fedèraux s. La partie slovaque propose de réduire de 50 % le nombre des ministères (ramenés de seize à huit) et de deux tiers les structures administratives de l'Etat. MM. Klaus et Meciar devaient se rencontrer, dimanche, pour de

**CATHERINE MONROY** 

□ Le cardinal Tomasek ho Le cardinal Frantisck Tomasek ancien archevêque de Prague, a été hospitalisé, jeudi 11 juin, ont annoncé, vendredi, les autorités ecclésiastiques. L'état de santé du prolat, âgé de quatre-vingt-douze ans, est jugé « satisfaisant », a rapporté l'agence CTK. Ardent défenautorités communistes, le cardinal, en retraite depuis l'an dernier, avait ouvertement apporté son soutien an dissident Vaclav Havel en novembre 1989, juste avant la révolution de velours. - {Reuter,

" La fin de la visite de la reine d'Angleterre en France-

# A Bordeaux, la noblesse du « claret » a rendu hommage à Elizabeth II

La reine Elizabeth a quitté Bordeaux, où s'achevait sa visite officielle en France vendredi 12 juin. La veille, elle avait offert à bord du yacht royal *Britannia*, un dîner en l'honneur de M. François Mitterrand, auguel étaient notamment conviés MM. Jacques Chaban-Deimas, Jack Lang, Roland Dumas, Jean François-Poncet.

BORDEAUX

de notre correspondante

« Vive la reine»: les Bordelais n'ont pas ménagé leurs bravos, vendredi, sur le passage de la souveraine, en voiture décapotable, dans le centre de la ville interdit à toute autre circulation. Cet élan de royalisme populaire avait été brimé, la veille, les spectateurs n'ayant pu accéder aux quais auxqueis était amarré le *Britannia*. Ils avalent dû se contenter d'admirer de loin un feu d'artifice tiré dans la rade de

C'était la première visite de la reine d'Angleterre dans la plus anglaise des villes de France. Depuis plus de huit siècles, Bordeaux exporte son € claret », son vin, sur les bords de la

Tamise, et des familles britanniques ont fait souche dans le quartier des Chartrons, berceau du négoca des vins. Le mariage d'Aliénor avec Hanri II Plantagenêt, en 1154, plaça le duché d'Aquitaine sous domination anglaise pendant trois siè-

Toutes cas bonnes raisons conduisent un Britannique à rse *sentir chez soi ici»*, ainsi que l'a fait remarquer la souveraine. « Aujourd'hui encore, a noté de son côté M. Jacques Chaban-Delmes, nous Bordelais, conservons quelque chose d'un comportement faisant que, gens du Sud-Ouest, nous ne sommes pas gens du Midi et que nous protégeons avec une dilection particulière des sports initiés sur les preiries et les gazons

La reine s'est ensuite rendue à pied de la cathédrale à l'hôtel de ville où l'attendaient les deux municipale. Un majestueux parterre de jurats des confréries vineuses de Bordeaux, vêtus d'hermine, de pourpre et d'or. occupaient la chœur. En somme, toute la noblesse du «claret» s'était réunie pour rendre hommage à Sa Majesté la reine d'Angleterre.

GINETTE DE MATHA

Dix ans après la fin de la guerre

## M<sup>me</sup> Thatcher en pèlerinage aux Malouines

Dans l'hypothèse où le gouvernement de M. John Major serait tenté de négocier, par voie diplo-matique, la souveraineré britannique sur les îles Malouines, comme le gouvernement argentin l'y invite, l'ancien premier ministre, M= Margaret Thatcher, est venue à Port-Stanley, vendredi 13 juin, regonfier le moral des troupes (deux mille soldats, soit autant que d'habitants dans cet archipel) .

M= Thatcher, out avait pris la décision d'envoyer un corps expéditionnaire pour reprendre les Malouines envahies en avril 1982

المراب للمراب والرابي والإستان والمستقد والمتابية والمراب والمناز والمسرور والمراب والمرابع والمواجع والمرابع

déclarée a très émue » par cette visite de cinq jours sur les lieux des combats, à l'occasion du dixième anniversaire de la fin de la querre.

L'érnotion était tout autre à Buenos-Aires, dont le conseil municipal a déclaré Mª Thatcher personna non grata et a estimé que ce voyage aux e Malvinas » constituai wun acte imprudent et inamical». Tandis que l'opposition radicale criait à «l'affront», le ministre des affaires étrangères, M. Guido Di Tella, s'est contenté de qualifier M= Thatcher de «figure du par les soldats argentins, s'est passé ». - (AFP. Reuter.)



# EUROPE

CEI: le conflit du Dniestr

# «La Russie ignore les réalités et l'Histoire»

nous déclare le ministre moldave des affaires étrangères

le Parlement, siégeant dans la capitale moldave retrait de la 14 armée russe de Transnistrie, le cont provoqué l'indignation des Moldaves.

Chisinau, a prévu de débattre « prochainement » rétablissement des « forces légales » sur le rive du Statut de la Transnistrie, dans le cadre gauche du Dniestr, le retour des réfugiés.

In autosie le taloitée daté 7-6 juilly ont provoqué l'indignation des Moldaves.

Leur ministre des affeires étrangères, du Statut de la Transnistrie, dans le cadre gauche du Dniestr, le retour des réfugiés.

M. Nicolae Tiu, dans un entretien téléphonique d'une loi de réforme administrative. Les dépu-

de notre correspondant «M. Kozyrev a proposé, pour la

\*\*\*... nucyrev a propose, pour la Transnistrie, un statut « politique et juridique à part, pour l'instant au sein de la Moldavie », estimant que « par la suite, il peut y avoir diverses solutions ». Qu'en pen-sez-vous?

- Les positions de M. Kozyrev ne

constituent pas pour moi une sur-prise. C'est la confirmation d'une

prise. C'est la confirmation d'une politique conséquente de cercles poli-tiques de Moscou – et maintenant du gouvernement de la Fédération de Russie – d'intervention brutale dans les affaires intérieures de la Molda-vie, un État souverain et indépen-

Dniestr qui oppose Moldaves et russophones, pour le désengagement des forces militaires, le l'avenir, à la Russie (le Monde daté 7-8 juin)

tés, russopiones et moldaves, ont voté, jaudi des affaires étrangères, M. Andret Kozyrev ments russes.

Dans un effort visant à apaiser le conflit du 11 juin, la création d'une commission mixte «n'excluant pas» que la Transnistrie revienne, à

M. Nicolae Tlu, dans un entretien téléphonique Les récentes déclarations du ministre russe au Monde, vendredi 12 juin, a réfuté les argu-

démographie, ignorant que les Mol-daves, avec 40 % de la population de la rive gauche du Dniestr, y consti-tuent le groupe ethnique le plus non-breux, malgré la politique de dénatio-nalisation forcée et de génocide conduite par l'empirer russe puis soviétique. Et que les Russes repré-sentent 23 %, occupant le troisième rang, après les Ukrainiens, avec 28 %! dant. Ignorant les réalités, M. Kozyrev nous donne des leçons d'histoire et de politique et se permet, de plus, d'établir une «solution», quelques jours avant la séance du Parlement moldave qui devait débattre de ce problème (...) Il donne des instructions claires aux dirigeants de Tiras-pol [NDLR : «capitale» de la Répu-blique autoproclamée russophone de

- Il n'existe pas de nationalité

- Pour quelles raisons êtesvous opposé à ce qu'un jour la
Transnistrie puisse devenir russe?
- M. Kozyrev parle d'histoire mais
il oublie de dire que les troupes
russes tsaristes ne sont arrivées sur la
rive gauche du Dniestr [NDLR:
Transnistrie] qu'en 1792. Il parle de Le Parlement n'e pas pu trouver, jeudi, une solution eu statut de la Transnistrie. Pourquoi? - Avant de discuter du statut, il

être débattue au Parlement, dans quelques jours, dans le cadre de la réforme territoriale et administra-

forces. Je voudrais souligner que le problème de l'autonomie de la Transnistrie n'est pas une question

de droit international mais de droit intérieur. Et puis, à qui donne-t-on l'autonomie, aux 40 % de Moldaves

- Et quel statut envisagez-vous pour la zone sud, peuplée de

Propos recueilis per JEAN-BAPTISTE NAUDET

# M. Eltsine reconnaît que des soldats américains étaient détenus en URSS durant la guerre froide

reconnu, dans une lettre remise, vendredi 12 juin, à des sénateurs américains, que neuf avions améri-cains avaient été abattus au-dessus de l'URSS dans les années 50 et que douze pilotes ont été détenus ians des prisons et hôpitaux psychiatriques. Le seul cas reconnu par les deux parties était jusqu'à présent celui de Gary Powers, abattu en 1960 aux commandes d'un avion espion U-2.

La lettre précise que, selon les archives soviétiques, des déserteurs de la guerre du Vietnam ont été « transférés clandestinement du Japon en URSS » mais ne seraient restés en URSS que « peu de temps,

· Le président Boris Eltsine a avant d'aller dans dissèrents pays

Le sort de militaires américains faits prisonniers durant la deuxième guerre mondiale fait toujours l'objet d'une enquête. Durant la guerre de Corée, 59 pilotes américains ont en outre été interrogés par les Soviétiques en Corée du Nord et en Chine.

Des noms et des photos d'Américains prisonniers en URSS avaient récemment été publiés par les médias russes. La confirmationofficielle intervient à la veille de la visite à Washington du président Eltsine. - (AFP, Reuter.)

# Nouvelles révélations sur les activités du PCUS

public pourra consulter des docu-ments du PCUS, dont la liste avec titres et dates - a été présentée, jeudi, aux journalistes à Moscou par le président de la commission des «archives présiden-tielles» de Russie, le ministre de l'information, M. Mikhall Poltora-

Ce dernier avait alerté la presse une semaine auparavant sur les «bombes» que renfermeraient ces documents, quant au caractère «criminel» de certaines activités du PCUS, y compris durant la période où M. Gorbatchev le diri-geait. Un premier lot de textes, exposés derrière des vitrines, n'abordait que des thèmes connus.

éloquentes sur les dimensions ten-taculaires de ce parti-Etat-organisa-tion aux ramifications internationales, et sur son souci du « secret » concernant des questions telles que les vacances des dirigeants et les sommes (dans un cas, i 000 rou-bles) qu'ils étaient autorisés à

Les documents exposés portaient pour l'essentiel sur l'ère Khrou-chtchev et les plus récents sur le financement de la campagne électorale du Parti communiste polonais en 1989, les crises du Caucase et des pays baltes ou « les activités industrielles et économiques des organes du partis - un rapport en date du 11 juin 1991. - (AFP.)

### LOIN DES CAPITALES

# Liège chantier médiatique

de notre envoyé spécial

I, le jeune Simenon, alors débutant à le Gazette de Liège, aimeit prendre un verre avec les limiers du commissariet voisin. Sur la place du Marché, on se dispute les pieces aux terrasses des caféa-restaurants en ce printemps ensolailé où les Belges, ces méridionaux du septentrion, vivent dans une chaleur et une luminosité accordées à leur vraie nature.

Un jeune erchitecte l'égeois reconte à son commensal étranger ses débuts à Hongkong. Chui eût dit que le trépident territoire inspirer durable nostalgie à cet enfant de l'indolente Walionie? «Fascinant, ce monde asiatique. Tout y va si vite. Tout y est si simple, Association d'idées, comparaison. On n'était

pas vraiment sorti du sujet : ca chantier de la place Saint-Lambert voisine qui bée hideuse-ment devant le palais des Princes-Evêques moyens et de l'impéritie administrative. Deux journalistes locaux ont reconnu l'architecte et ont soustrait un moment à la curiosité de son invité. L'homme de l'art revient après son aparté avec les porteurs de calepins. « Excusezaparte avec es porteurs de carepris, «cacasaz-moi. Chaque fois que je mets les pieds ici, voa collègues m'accrochent et me demandent où en sont les projets de monsieur Strebelle, C'est le chantier le plus médiatique de Belgique.»

Des Flandres à la province du Luxembourg. une partie du royaume se passionne pour le long combat du patron de notre interlocuteur : de Strebelle, enfant d'une famille bruxelloise riche en anistas, diplômé des Beaux-Arts qui a laissé des traces de son passage jusqu'à Lubumbashi, l'ancienne Elizabethville. Parce que, rentré au pays, il avait fait pour la moder-nisation de l'Université de Liège un travail fort apprécié, il a été choisi pour défendre une cause longterres considérée comme désespérée et incame maintenant tous les espoirs des commerçants, riversins et édiles municipaux réunis dans la « Comité d'accompagnement

Dans son atalier, sur les hauteurs boisées de la cité ardente, Claude Strebelle illustre par des dispositives une histoire qui mêle de façon exemplaire la bêtise, la cupidité et l'émergence d'une nouvelle sensibilité chez des citadins brusquement décidés à arrêter le saccage de leur environnement. Tout commence peut-être à Meastricht, la ville - néerlandaise et voisine du fameux traité, dont l'évêque Lambert, à une époque où il n'était pas question d'abolition des frontières puisqu'elles n'existaient pas, reproche un jour ses amours adultères à un uissant. Cela se paya, en l'an 706, per son issassinat sur le alte de la cathédrale liégeoise qui porte son nom.

#### « La ci-devant cathédrale »

Afflux de palerins, en des siècles où la foi était le fondement de l'Europe, essor accru de la ville, Mais, en 1789, le Révolution française s'étendit jusqu'au bord de la Meuse, où la population avait des comptes à régler avac les princes-évêques. L'édifice religieux souffrit fort de ces turbulences. En 1795, une affiche de l'administration révolutionnaire invite les per-sonnes compétentes à achever la besogne et à offrir leurs services pour démolir « la grande tour de la ci-devant cathédrale ».

Commencent alors le pillage du site, et la récupération des pierres pour de vulgaires travaux de terressement jusqu'au mitieu du ving-tième siècle. Au début des années 50, L'ège a la grosse tête. Elle se hausse du col pour devenir le sièce de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Elle croit en la civilisation automobile et se dote d'autoroutes urbaines qui coupent littéralement les quantiers



Qu'importe | Le site naturel est trop petit jeunes générations quittent les apparteme pour s'installer dans des pavillons à la périphérie. Cinquante mille personnes prennent tous les jours des autobus qui les débarquent à l'endroit le plus commode, celui qu'occupait la

Transformée en gigantesque gare routière, la place Saint-Lambert est encore plus dévastés par un projet d'extension du palais de Justice. Soumis à des procédures d'expropriation, les



détrait, on crouse, on coule du béton sur que-tre niveaux souterrains destinés à abriter des parkinos et un centre de tri d'autobus. Puis, sn 1982, les écologistes entrent au trois grandes formations traditionnelles - socialistes socieux-chrétiens libéraux - prement

conscience de l'exaspération de leurs élecviolentés dans leur attachement au patrimoine culturel de la ville. Claude Strebelle doit présenter trois projets successifs de réaménagement de la place Saint-Lambert, mais on l'écoute.

Le plus dur n'est pas la conception du projet architectural mais la coordination des démarches administratives pour le financement. A l'heurs où l'Europe des Douze rabache l'antienne de la décentralisation et du pouvoir régional, on se dit, devant le gâchis liégeois, que l'Etat jacobin a du bon. Pour que la mons-trueux chancre soit résorbé d'ici à 1995, il faut discuter pied à pied avec le ministère national de la justice (pour l'aménagement de l'anzexe du pelais de justice), avec le société régionale de transports en commun (pour les autobus), avec les différents eministères » de la région wallonne (pour l'équipement et les infrastructures). Sans parler de la ville, qui a des idées sur la question mais qui est endettée jusqu'eu cou. Tout le monde veut que les doigts de fée de l'architecte Strebelle « recousent le tissu urbain». Il y a même une surenchère intégrisse dans le culte des vielles pierres. Cette opéra-tion de « dégagement» n'était pas agréable à commender, mais elle fut tout de même plus aisée que celle de 1985, quand gendannes et pompiers durent encadrer une manifestation spontanée de la population décidée à en fini de cages d'ascenseurs à un bâtiment jamais achevé, qui dominèrent le site de leur pesente inutilité pendant dix ans.

Le feu fut mis à des gravets par les plus résolus et on vint à bout des deux monstres avec le concours des autorités. Mais il n'est parkings construits pendant les années de folia et qui sont restés vides et déserts depuis. On les aménagera et on les utilisers dans le partie. souterraine du projet Strebelle. En attendant, les tiges de fer soment du béton armé et poussent vars le ciel comme une meuvaise harbe entre les pieds des archéologues, qui se seraient bien passés de cette strate-là.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

# PROCHE-ORIENT

SYRIE: après la levée des dernières restrictions

# Les juifs s'interrogent sur le choix de l'émigration

de notre envoyée spéciale Un mois et demi après la levée Un mois et demi après la levée des dernières restrictions qui pesaient sur eux, ce qui leur permet d'aller à l'étrauger en famille et leur donne implicitement le droit d'émigrer, les quelque quatre mille juifs syriens sont en proie an doute et s'interrogent sur la décision à prendre. Si plus de deux mille d'entre eux ont, selon un responsable de la communauté, déjà fait des demandes pour « wojeger», beaucoup hésitent encore à faire le choix d'un départ définitif qui signifie souvent un sant dans l'inconnu.

e se ne donne aucun conseil dans un sens ou dans un autre, affurme le grand rabbin lbrahim Hamra. Quand les gens viennent me demander mon avis, je me contente de leur dire que je prieral pour que Dieu leur fasse prendre la bonne décision. » e Dans la même famille, les avis divergent », confie, pour sa part, une mère qui a décidé de partir, sans retour, pour facilitér l'avenir de ses enfants. « Vous savez, ajoute-t-elle, depuis un mois tout le monde est perturbé, on ne dort plus la nuit, on ne sait plus que faire ». « Je vais sans doute envoyer mes garçons, mais moi je «Je ne donne aucun conseil dans que jaire ». « Je vais sans doute envoyer mes garçons, mais moi le resterai », avoue un ingénieur d'une cinquantaine d'années. « Tous mes biens sont lel, je connais tout le monde et tout le monde me connaît. Qu'est-ce que je pourrais faire aux Etats-Unis maintenant? »

Pour ceux qui ont de la famille à l'étranger, notamment à Brookiyn où se trouve l'immense majorité de la communauté juive syrienne émi-grée, le problème est peut-être moins difficile, mais pour les autres, c'est l'aventure. Dans une des ruelles du vieux quartier juif de Damas où les boucheries cachère voisinent avec les échoppes des artisans du cuivre et de l'argent, une des spécialités des juifs syriens, Nassim déclare: « Vous wous imaginez tous ces vieux perdus dans les rues de New-York, que vont-lis devenir?» A tous se pose, en outre, la question des biens, dans la mesure où la loi syrienne interdit à chaque cittoyen d'exporter plus de 2 000 dollars. Problème important pour une grande partie autres, c'est l'aventure. Dans une important pour une grande partie de la communauté qui appartient à une classe aisée. Jusqu'à mainte-

Face à ces interrogations, les juifs syriens ont, toutefois, peur de laisser passer « l'occasion » et les assurances que leur donnent leurs représentants sur la pérennité d'une mesure prise par le président Hafez Al Assad lui-même ne les natez Al Assag IIII-meme ne lea convainc pas encore tout à fait. « C'est affaire de confiance, dit l'un d'eux, et là, il faut du temps. Cela fait quarante-cinq ans que nous attendons cette autorisation, alors le choix est difficille » «... Et, sussure-t-il, on est blen obliges d'imaginer l'après-Assad. Que deviendrons nous alors? » Les communautés juives à l'étranger encouragent les départs, avec l'appui de l'administration américaine – même s'il ne s'agit pas d'une politique officielle –, en

agissant, par exemple, pour une délivrance rapide des visas. Denx cent cinquante ont déjà été accor-dés et certains officiels syriens ne se privent pas de faire remarquer qu'il est rare d'obtenir un visa de tourisme pour les Etats-Unis en deux ou trois semaines.

notre pays »

Depuis l'annonce officielle de la décision (le Monde du 27 avril), consécutive à une entrevue "historique", souligne le rabbin Hamra, avec le président Assad, 170 membres de la communauté, dont une vingtaine de familles, ont quitté la Syrie, tous vers les Estas-Unis. Chef de l'émigration et des passeports, le général Mohanamad Mahfouz Kayyaif affirme avoir satisfait, jusqu'au début de la semaine, les 244 demandes de passeport qu'il a reçues et délivré 183, visas de sortie. Reste, toutefois, qu'avant d'arriver à cette-étape, comme environ quatorze catégories de citoyens, les juits syriens doiveat obtenir l'autorisation auprès du responsable des services de sécurité chargés de leur communauté.

Or si les deux premières semaines, 160 visas de sortie ont été délivrés très rapidement, il y a eu ensuite une interruption d'environ deux semaines. « Mais, souron deux semaines. « Mais, sou-ligne un membre de la commu-nauté, dans les 45 visas environ délivres depuis, il n'y a pas beau-coup de familles. » Ces deux acrocs ont bien évidenment accru la méliance et, affirme ce responsa-ble, « si au depart, seuis les pauvres et les gens des classes moyennes avaient fait des demandes, aujour-d'hui, même les riches réfléchli-sent ».

Toutefois, affirme le docteur Hasbani, membre du conseil com-munautaire, « je suis optimiste et je munutaire, e je suis optimiste et je fais toute conflunce au gouverne-ment et surtout au président Assad. Je pense qu'avec un peu de temps, tout va s'arranger et se dérouler normalement », « La décision du président est définitive et il n'y a pas lieu de s'inquièter », ronchérit, course ment le grand enbhin au passident est de grand enbhin est de grand enbhin enbhin est de grand enbhin enbhin enbhin enbhin enbhin enbhin enbhin enbhin enbhin est de grand enbhin e pour se part, le grand rabbin, qui ajoute : « Nous jouissons maintenant de tous les droits des citoyens et, en cas de problème, nous savons que nous pourrons aller frapper aux portes des responsables. »

Riche homme d'affaires, Abraham, lui, n'envisage pas de partir et sourit de ces propositions qu'on vient lui faire pour racheter ses magasins, à plus ou moins bas prix « Pour l'instant, tout le monde s'interroge, dit-it, mais il suffiralt qu'une famille revienne pour freiner le départ des autres. Si nous pouvons vraiment partir et revenir faci-lement, pourquoi quitter la Syrie, c'est notre pays. » « Reste, souligne-t-il quand même, que si tout le monde s'en va, s'il n'y a plus d'école par manque d'élèves, plus de vie communaulaire, il deviendra impossible de rester. Dans un an on verra, mais à ce stade, je refuse d'envisager l'exil.»

FRANÇOISE CHIPAUX

### ISRAEL : les déclarations d'un rabbin d'origine lituanienne

### Les sépharades ne seraient-ils pas aptes au pouvoir? progressent mais ont encore

Avant les élections législatives du 23 juin, les partis religieux ultra-orthodoxes sont déchirés par une vive quarelle antre juifs originaires d'Europe de l'Est et juifs orientaux, entre

Le rabbin d'origine lituanienne Eliezer Schach, considéré comme la plus haute autorité spirituelle par beaucoup d'ultraorthodoxes de toutes obédiences, a affirmé, jeudi 11 juin, que les « sépharades na sont pas encore parvenus à un niveau suffisant pour leur permettra de prendre la direction de l'Etat et de la religion ». « lis besucoup à apprendre », a-t-il aiouté. Le rabbin Schach reproche au

parti Shass d'avoir pris trop d'autonomie par rapport à son autorité en créant son propre réseau de yeshivot (écoles talmudiques). Les dirigeants de cette formation sepharade se sont réunis, vendredi, mais aucun communiqué n'a été publié. Un militant a, cependant, déclaré « atra choqué par les propos d'un rabbin aussi important qui ne peuvent que diviser le peuple juif et déboucher sur

n LIBAN : accrochage entre le Hezbolish et l'armée israélienne. -Deux combattants du Hezbollah libagais pro-iranien ont été tués et deux militaires israéliens légèrement blessés, vendredi 12 juin, au Sud-Liban, a annoncé un porte-paroie en Israël, L'accrochage entre les «fedayins» du Hezbollah et une natronille israélienne a eu lieu près du village de Beit-Lif, dans le secteur occidental de la «zone de sécurité» créée par l'Etat hébren an Liban, le long de la frontière



chaque mercredi

(édifions detées jeudi)



3 10 Text

Part 1810# W ...

BERTH RESERVE

Encue artists a konspila Carrie State of the second TOTAL CO.

SEE STREET, ST Control of the second of the s Service of the servic

To state 1 SEMITE TO SE ME CO 16 TO 15 1 **电**图 (图)

B. M. Sept. k Reserve

1 52 : Taken

ALLEK, F

ÉTATS-UNIS: une campagne présidentielle atypique

# « Politique spectacle » contre vrai débat public

daire texan Ross Perot, toujours officieusement candidat indépendant à la Maison Blanche, avait déjà contribué à rendre « atypique » la campagne présidentielle 1992. L'accent est mis plus que jamais sur la « politique spectacie». La stratégie médiatique des candidats vise clairement à privilégier la « paraître » fors de shows populaires pour éviter les débats de fond devant des journalistes politiques.

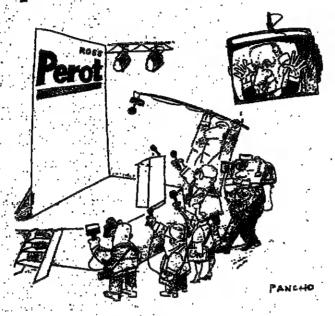
WASHINGTON

de notre correspondent

L'arène politique se transforme. La « show-biz » concurrence les théâtres traditionnels du débat public médiatique. L'animateur remplace le journaliste ; l'émission de variétés chasse le journal (télé-visé) ou l'Interview, Bref, l'examen de passage obligé que la presse faisait passer à tout candidat à l'élection présidentielle est en

Cette année, où tout est, déci-dément, assez inhabituel, les candidata adoptent une estratégie media» très simple : fuir les jour-nalistes politiques. Il s'agit de délaisser les tribunes habituelles que sont le journai télévisé ou les isions politiques, pour échapper aux questions gênantes, et de se précipiter dens ces grands cahows » populaires de l'après-mid, habituellement consacrés à eux faits divers les plus graveleux, mais qui accueillent volontiers les vedettas» de la politique que

On a vu l'indépendant Ross Perot perader devant les publics complaisants et sélectionnés de



Clinton, lunettes noires et veston croise cintre, jouer (plutôt bien) du saxophone chez «Arsenio», un des plus populaires «talk-shows» de variétés. Cette image-la a été plus diffusée et commentée que bien des étapes de la campagne de M. Clinton. Elle a vraisemblablement plus compté pour faire connaître dans le grand public un candidat encore assez méconnu.

Hero sur l'élite

Les grandes émissions politiques du dimanche matin, où certains des meilleurs journalistes mettent les candidats sur le e griii », sont détrônées. L'aristocratie des commentateurs, peut-

MALAWI

Démission

de l'armée

du chef d'état-major

Le quotidien gouvernemental

Daily Times a annoncé, vendredi 12 juin, la démission, « pour des

raisons de santé», du chef d'état-

major de l'armée, le général Melvin Khanga. Ce départ devrait renfor-

cer la position du ministre d'Etat

au bureau de la présidence, M. John Tembo, considéré comme

le probable successeur du prési-

dent à vie Kamuzu Banda, en cas

'de disparition de ce dernier. De

sources diplomatiques, on Indique que le général démissionnaire

s'était opposé à une tentative du chef de l'Etat de nommer

L'absence du général Khanga de

toutes les cérémonies officielles, depuis le début du mois de mai,

avait suscité des rumeurs, selon

lesquelles le régime l'avait « réduit

au silence » pour non-allégeance à

M. Tembo vice-président.

être un tantinet arrogante mals presque toujours pertinente, est remplacés par les batelaurs des variétés, évidemment sourients mais la plupart du temps obsé-

Demièrement, et toujours pour échapper à l'espèce maudite du journaliste politique, les cendidats se sont prêtés à de nouvelles émissions où les téléspectateurs peuvent les interroger en direct ». Après M. Clinton, M. Perot s'y est essayé cette semaine sur NBC, avec un résultat pour le moins médiocre. Les téléde suite», celui d'insister pour obtenir des réponses plus précises, daux longues heures d'émission n'ont guère permis d'en apprendre plus sur les intentions et la programme du miliar-

daire texan. Exemple : le déficit budgétaire? Il faudra tailler dans les « dépenses inutiles » (on ne saura pas lesquelles). La politique étrangère? Pas de question. Les aspects les plus controversés du caractère et des affaires de M. Perot? Pas de question non plus : «Le public n'ose pas. Contrairsment aux reporters, les gens sont polis», écrit le New York Times.

Newsweek parle d'une perte d'influence des médias traditionnels, en l'espèce des commentateurs politiques de la presse et de la télévision : « Cette année sera peut-être celle où l'habituelle presse politique aura perdu le contrôle» du débat public. L'hebdomadaire cite Ross Perot qui dit haut at fort tout le mai qu'il pense de la presse : «Ce que le New York Times publie à la «une» n'a aucune importances. Cartains voient le reflet de l'humeur d'une opinion mel disposée à l'égard de toutes les élites du pays – la presse de la côte Est étant l'une de ces éstes.

Ultraconservateur et bien décidé à ancrer cet électorat-là chez les républicains, à l'heure où il pourrait être tenté par M. Perot, vice-président, M. Dan Quayle, multiplie les discours contre ce qu'il appelle « l'élite médiatique » ou «l'élite culturelle», qu'il accuse d'avoir perventi les «valeurs» de la femille. C'est toujours un peu la même idée : jouer l'opinion contre la presse. L'e éine médiatique » réplique que les diatribes anti-presse de M. Quayle rappellent fort celles que lançait Spiro de Richard Nixon. Sous le coup d'un scandale financier au début des années 70, Spiro Agnew fut forcé à une horitsuse démission.

**ALAIN FRACHON** 

### HAÏTI

# La répression frappe durement les journalistes

Le nouveau premier ministre hartien, M. Marc Bazin, qui a commencé à former son gouvernement en choisissant des adversaires au président renversé Jean-Bertrand Aristide, a annoncé, vendredi 12 juin, la mise en place d'un plan économique d'urgence. Il a fait part de son intention de reprendre les négociations interrompues avec l'Organisation des États américains pour trouver une solution à la crise politique qui soit cacceptables pour toutes les parties. Le premier ministre conservateur a par ailleurs promis d'agir pour la réouverture des médias fermés dans le cadre de la très rude répression qui n'a cessé de frapper la presse, depuis le coup d'Etat du 30 septembre.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

« On essaye de survivre en pre-nant des précautions. Ici, c'est la force qui prime. Le plomb a rem-placé le dialogue. » M. Guy Jean, le directeur de Tropic FM, s'interrompt pour scruter la rue, en contrebas de son bureau. Un véhi-cule vient de freiner brutalement et - routine quotidienne - la station a encore reçu deux appeis télépho-niques de menaces dans la matiniques de mediaces dans la litati-née. Depuis le coup d'Etat mili-taire qui a renversé le président Aristide en septembre, Tropic FM, très écoutée, est la scule station osant parier des cadavres abandon-nés la nuit dans les rues de Port-

« Toutes les demi-heures, nous dissus un bulletin de nouvelles brèves. Pas d'éditorial, pas de com-mentaires, l'information brute», explique M. Jean, rentré de New-York il y a un peu plus d'un an pour lancer cette station. Le talent de « Master J.», son disc-jockey, ne parvient à faire oublier le chaos et la violence qui règnent dans le pays. A plusieurs reprises, les menaces, trop précises, ont fait taire l'information sur les ondes de

A la mi-avril, un jeune reporter de la station, M. Sony Esteus, a été arrêté devant la cathédrale de Port-au-Prince. Les soldats l'ont roué de coups, iui cassant les deux bras et plusieurs phalanges. Discrètement alerté par un militaire, le rédacteur en chef de Tropic FM, M. Henri Alphonse, a pu se réfugier in extre-mis en République dominicaine. « J'étais condamné à subir le sort de Felix Lamy, le directeur de Radio Galaxie, disparu depuis le inois de décembre et dont on pense qu'il a été torturé puis éliminé s, explique M. Alphonse. Il a dû fran-

chir la frontière à dos de mulet, poursuivi par des soldats.

Depuis le coup d'Etat, trois jour-Depuis le coup d'Etat, trois jour-nalistes au moins ont été tués par des militaires ou des civils armés. Des dizaines d'autres ont été frap-pés ou menacés. M. Paul Jean-Ma-rio, vingt-cinq ans, était le corres-pondant de Radio-Antilles, une 50 kilomètres au sud de la capitale. Arrêté dix jours après le putsch, il a passé près de six mois en prison, où il a été sévèrement battu, avant d'être libéré grâce à une campagne internationale. «Après ma sortie de prison, des militaires et des « attaprison, des mutaires et des katid-chés», hommes de main des autori-tés, ont menaré les membres de ma famille, qui ont dû, comme moi, prendre le maquis», raconte le jeune journaliste, qui sursaute alors qu'une rafale claque non loin de sa

Signe des temps : la biographie du dictateur François Duvalier en bandes dessinées est vendue à la criée dans les rues de Port-au-Prince. Mais les petits vendeurs brandissent aussi les hebdomadaires d'opposition édités aux Etats-Unis. Halli-Progrès, propriété de M. Ben Dupuy, l'un des proches conseillers du Père Aristide, est diffusé librement en dépit de ses critiques au vitriol contre les auto-rités de fait. « La presse écrite n'inquiète pas le régime dans ce pays, où pius de 80 % de la population est anaiphabète. Ce sont les radios qui sont dans le collimateur». explique un journaliste.

#### La presse étrangère n'est pas épargnée

«Le pays a perdu sa voix. En réduisant au silence les correspon-dants locaux des radios, les autorites ont coupe du monde les paysans, qui ne pervent plus protester contre les persecutions tiont ils sont victimes p, affirme M. Jean-Claude Bajeux, directeur du Centre œcuménique des droits de l'homme.

Les organes de presse étrangers ne sont pas à l'abri. Le correspon-dant de l'Agence France-Presse, Dominique Levanti, a été soums a de fortes pressions de la part des autorités, qui l'ont menacé d'expulsion s'il n'adoptait pas une ligne plus compréhensive à l'égard du a processus de rectification démocratique». C'est ainsi que la radio nationale qualifie le coup d'Etat.

Il y a quinze jours, Guy Delva, le jeune correspondant de La Voix de l'Amérique, a été frappé à coups de crosse alors qu'il couvrait une manifestation de lycéennes. D'au-tres journalistes tentent de fuir. Ce n'est pas facile quand les Etats-Unis, la France ou le Canada ne délivrent plus de visa aux Haïtiens. Certains n'hésitent pas à s'embarquer à bord de voillers de fortune en direction de la Floride.

JEAN-MICHEL CAROIT

# A TRAVERS LE MONDE

#### Same Same of Section INDONÉSIE

Le parti gouvernemental a remporté plus des deux tiers des suffrages aux élections législatives

Salon les derniers résultats connus des élections législatives indonésiennes du 9 juin, le parti su pouvoir Golker (Groupes fonctionnels) a obtenu 68 % des suffrages, contre 73 % en 1987. Le parti musulman PPP arrive en deuxième position avec 17,5 % (contre 16 %), at le Parti démocratique (PDI, nationaliste chrétien) obtient 15 % des suffrages (contre 11 %). Plus de 90 % des quelque 107 millions d'électeurs de cet archipel de 180 millions d'habitants ont participé à ce scrutin, destiné à élire 400 des 500 mambres de la Chambre des représentents. Les 100 autres sont nommés par le président Suharto pour représenter les militaires.

D RUSSIE : état d'ergence en Ossétie du Nord. – Le Parlement

de Russie a confirmé, vendredi

12 juin, l'instauration de l'état d'urgence en Ossètie du Nord,

après l'attaque contre un dépôt

d'armes à Vladikavkaz, menée par

les partisens d'un soutien armé aux

Ossètes du Sud encerclés par des

milices géorgiennes. Le premier ministre d'Ossèrie du Sud, M. Oleg

Tezciev, a été arrêté à Vladikavkaz

et a été accusé d'avoir participé à

cette attaque qui aurait fait quatre morts parmi les assaillants.

Le métropolite Philarète desti-

tué. - Un concile à huis clos de

l'Eglise orthodoxe russe a confirmé,

phale - (AFP, AP.)

EN BREF

quarante-deux ans, originaire de Silésie, avait pris la tête de Solidarité en 1991, après l'élection à la présidence de M. Lech Walesa. -

a RWANDA : le président Habynrimana promet des élections avant avril 1993. - Le président Juvenal Habyarimana a estimé souhaitable, vendredi 12 juin, la tenue d'élections pluralistes, d'ici à avril 1993. Les maquisards du Front patriotique rwandais (FPR) a reulent le pouvoir, mais ils ne l'obtiendront pas par les armes. Ce sont les gens qui décideront, dans l'Isoloir, de ce qu'il veulent », a précisé le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 1973. - (Reuler.)

vendredi 12 juin, la destitution du métropolite de Kiev Philarète. Il avait été dénoncé pour sa collabon SRI-LANKA : l'armée s'est emparée d'une zone côtière stratégique. - Les forces armées du Sriration très étroite avec le KGB et Lanka se sont emparées vendredi une vie « non canonique», avant de 12 juin du petit port de Seuthankuse ranger aux côtés des indépendantistes ukrainiens et de l'Eglise iam, dans l'extrême nord de l'île. Face aux séparatistes des Tigres orthodoxe ukrainienne autocélibérateurs de l'Eclam tamoul (LTTE), qui administrent de facto D POLOGNE : réélection du pré-sident de Solidarité. – M. Marian la quasi-totalité de la péninsule septentrionale de Jaffna, les gou-Krzaklewski a été élu président de vernementaux contrôlent à présent Solidarité, vendredi 12 juin, pour une bande côtière d'environ un second mandar par les délégués du syndicat réunis en congrès à 10 kilomètres, dans ce bastion tra-Gdansk. Cet ancien ingénieur de .. ditionnel des séparatistes. - (AFP.) | nouvelle fois déterminé à poursui-

M. Tembo. Le président Bands avait finalement ennoncé, début juin, que le général Khangs était malade et suivait un traitement médical en Afrique du Sud. -

Nouvelle vague d'arrestations parmi les opposants

Un groupe de militants de l'op position, dont le président de l'Association nationale des étudiants nigérians (NANS, interdite depuis plus de cinq ans), M. Mayegun Olusegun, a été arrâté, jeudi 11 juin, sur le campus de l'université de Lagos, a-t-on appris auprès du Comité nigérian des droits de l'homme (CDHR). Depuis la mi-mai, plusieurs opposants ont été emprisonnés, parmi lesquels le prési-dent du CDHR, le Dr Beko Ransome-Kuti, et deux avocats, M. Gani Fawehinmi et M. Femi

On ne connaît pas les motifs officiels de cette nouvelle vague d'arrestations. Tout porte à croire qu'elle est liée, comme la précédente, aux émeutes qui avaient éciaté dans la capitale, les 13 et 14 mai, faisant sept morts, selon le bilan de la police. M. Mayegun et ses compagnons pourraient être accusés de « complot » - accusation lancée, mercredi, per le ministre de la justice, contre les personnalités de l'opposition déjà arrêtées. Les syndicats étudiants de Lagos et lle-life ont menacé, vendredi, le gouvernement d'une sépreuve de force sans précédent », si leurs dirigeants n'étalent pas libérés d'ici une semaine.

### VENEZUELA

Le président Perez a remanié son gouvernement

Au lendemain de la démission de deux ministres du Parti démo-crate-chrétien (le Monde du 13 juin), la président Carlos Andres Perez, de plus en plus isolé, n'a laissé aucun espoir, dans un discours à la nation prononce vendredi 13 juin, à ceux qui réclement son départ ou, à tout le moins, la réduction de la durée de son mandat. Il s'est montré une

vre sa politique néolibérale, tout en promettant de ranforcer la lutte

Pour combler les postes vacants, M. Perez a confié au général Fernando Ochoa, ministra de la défense, le portefeuille des affaires étrangères, qui n'avait jamais été occupé par un militaire depuis la fin de la dictature, en 1958. Le général Ochoa sara rem-placé à la défense par le général Yvan Jimenez Sanchez, actuel chef de l'état-major des forces armées. Cette présence de deux généraux (au lieu d'un) au sein du gouvernement devrait renforcer l'appui des militaires au chef de l'Etat. - (AFP, Reuter, AP.)

Franchement, Antoine de Caunes, c'est d'abord une voix, non?

ÉCOUTEZ "RAPIDO" D'ANTOINE DE CAUNES DU LUNDI AU YENDREDI À 18H30 **SUR EUROPE 2** 



TOUTES LES FRÉQUENCES SUR 36.15 EUROPE 2, À PARIS SUR 103.5

# Le débat sur la construction de l'Union européenne

# M. Chirac demande à son parti d'adopter une «attitude de réserve» sur Maastricht

iqué suivant :

a Le débat sur le traité de Maastricht a été mal engagé; il est enta-ché, du fait du gouvernement, de considérations de politique inté-

» Pour moi, ce qui doit nous déterminer dans cette affaire, c'est l'intérêt de notre pays. J'ai déjà dit, à plusieurs reprises, pourquoi j'étais attacké à la poursuite nécessaire de la construction européenne et ce que

» Je constate cependant que les incertitudes vont croissant : quelles consequences y-a-t-ll lieu de tirer du vote du Danemark? Quelle est la validité du Traité signé à douze et applicable à onze? Comment va voter l'Irlande? Quel compte le gou-vernement a-t-il l'intention de tenir des propositions du Sénat sur la quelles conclusions va aboutir le prochain sommet de Lisbonne où les Douze doivent décider s'il y a lieu de complèter le Traité de Maastricht, c'est-à-dire, sovons

Silence radio

Cette réponse de M. Chirac à

ceux qui, dans son parti, ont mené au Parlement le combat

contre la révision constitution-

nelle. M. Philippe Séguin étant, à l'évidence, irrécupérable, c'est

M. Charles Pasqua qui est ici le

premier visé. Le président du groupe RPR du Sénat était en

effet l'invité de «l'Heure de vérité», dimanche 14 juin, sur

Antenne 2, et on ne pouvait exclure qu'il annonçât, à cette occasion, sa résolution de faire

M. Pasqua a jusqu'à présent

affiché son opposition au projet de réforme de la Constitution,

mais au cours de la discussion ouverte au palais du Luxembourg

fication du traité. Le « non »

danois ayant, selon lui, rendu celui-ci « caduc » et le gouverne-

ment français n'envisageant pas

de le renégocier, le sénateur des Hauts-de-Seine a durci le ton.

M. Chirac avait donc toute rai-

son de craindre qu'il ne franchisse

le pas en profitant de la tribune

que lui offrait la télévision. Sa

mise en garde a pour but de parer

à cette éventualité ou, si celle-ci

ne peut être évitée, à faire porter sur M. Pasqua la responsabilité

Le deuxième destinataire du message est évidemment l'UDF.

Au lendemain de la mise en demeure adressée par le RPR à

ses partenaires de l'opposition

participer, aux côtés de dirigeants

du Mouvement européen, les divers porte-parole de l'UDF avaient demandé à M. Chirac de

elarifier capidement la position de

tes, aux réunions publiques

d'une rupture.

campagne pour le « non ».

au RPR

M. Jacques Chirac, président du clairs, de le modifier? Quel sort RPR, a publié, vendredi 12 juin, le sera réservé aux propositions du préciser les compétences des organes còmmunautaires, afin d'éviter des empiétements injustifiés sur les prérogatives nationales? Comment le gouvernement alle-mand envisage-t-il de répondre aux exigences des dirigeants des Lander? Comment le gouvernement anglais compte-t-il faire face aux réticences accrues du Parlement britannique? Quelle sera, en ce qui concerne la France, l'issue de la

> ei le calendrier des opérations réfé-rendaires annoncées par le prési-dent de la République? » Chacun peut comprendre qu'il est prématuré, pour le mouvement que je préside, de prendre une déci-sion définitive alors que les choses évolueront sans doute dans les jours ou dans les semaines qui viennent.

réforme constitutionnelle en cours

» Aussi al-ie décide, pour ce qui me concerne, de demeurer silencieux sur cette affaire, le temps d'y voir plus clair. Je souhaite que la

présentée à sa propre demande.

L'union de l'opposition ne sortira pas renforcée de cette nouvelle

Enfin, M. Chirac répond, par

son attitude dilatoire, à celle qu'il

prête à M. Mitterrand, qui a su faire de ses silences une tactique efficace. Le président de la Répu-

blique a longtemps attendu avant de faire savoir que la ratification du traité serait soumise à un réfé-rendum, et il a donné peu d'indi-

cations sur la question qui sera posée et sur la date à laquelle aura

nées du tefus danois ne permet-tent pas de répondre à toutes les

interrogations, mais si celles-ci

justifient le comportement du chef de l'Etat, M. Chirac est fondé à

sien. Le président du RPR tente

donc de reprendre l'avantage en

accusant le gouvernement de

conduire « une entreprise de diver-

sion » et en mettant l'accent, à

neuf mois des élections législa-

tives, sur les enjeux économiques et sociaux : chômage, insécurité,

échec scolaire, immigration, etc.

Pour M. Chirac, une diversion en

Alternative entre le « oui »

et l'abstention

Cette nouvelle péripétie ne per-met pas encore de prévoir le choix définitif du RPR sur la ratifica-

tion de Maastricht, Si un non semble improbable après les décla-

selon lesquelles le traité constitue.

comme il l'a dit le 28 avril devant

le conseil national de son parti,

« un petit pas dans une direction souhaitable », l'alternative est

Plusieurs dirigeants du monve-

ment semblent tentés par cette

dernière solution, qu'avait adop-

entre le «oui» et l'abstention.

vant bien une autre.

lieu la consultation.

semblement pour la République, car rien ne me paraîtraît plus domunageable que d'accroître le trouble dans l'esprit des Français qui nous font conflance.

» Enfin, tout ce débat doit être remis à sa véritable place. Ce n'est pas du seul traité de Maastricht que dépend l'avenir de la France. Le gouvernement mène, à cette occasion, de toute évidence, une entreprise de diversion. Alors que le débat européen monopolise la scène, les Français orit le sentiment que rien n'est fait pour résoudre leurs problèmes quotidiens : le chômage, l'insécurité, l'échec scolaire, les déficits publics, l'immigration incontrôlée, la crise du monde

» Nous devons remettre le débàs sur Maastricht à sa véritable place, et entreprendre sans tarder de rappeler aux Français quels sont les enjeux de leur avenir politique, éco-nomique et social, et quelles sont les réponses que l'opposition entend

tée M. Mitterrand en 1972, même si, à l'époque, les gaullistes avaient stigmatisé le recours à un tel procédé. Le RPR peut en particulier faire valoir que s'il a bien « exigé » un référendum, c'était sur la révision constitutionnelle, non sur la ratification.

ministre semble attendre, avant de trancher, de pouvoir prendre la mesure de ce que l'Humanité du 13 juin appelle, dans son titre de «une», «la dynamique du non» – au risque de donner raison à au risque de donner raison à M. François Léotard qui, s'expli-quant dans le Figaro du même jour sur sa participation, samedi, à une réunion publique sur Maas-tricht avec M. Pierre Bérégovoy, dénonce l'a effrayante propension à la médiocrité ou à l'aveuglement que moniferte sénéralement dans que manifeste, généralement dans les grandes occasions, la classe politique française».

THOMAS FERENCZI

# A Caen, M<sup>me</sup> Veil et M. Fabius ont plaidé pour une Europe plus proche des citoyens

M= Simone Veil et M. Laurent Fabius ont participé, vendredi 12 juin à Caen (Calvados), à la derocème réunion publique organisée par le Mouvement européen dans le cadre de sa campagne d'information sur le traité de Maastricht. Dans une atmosphère moins crispée que lors de la réunion de Sélestat (Bas-Rhin), mardi 9 juin, ils ont tous deux plaidé pour une Europe moins bureaucratique et plus proche des citoyens.

CAEN

de notre envoyé spécial

Le calendrier aurait pu être plus heureux. La fête de la science, pré-parée de longue date, infligeait à Maastricht une rude concurrence. Mais l'Enrope mobilise plus qu'on ne le croit souvent. Lieu symbolique choisi par le Mouvement euro-péen, le Mémorial de Caen, érigé en hommage à la paix et aux droits de l'homme, a affiché complet, vendredi soir. Environ mille deux cent personnes s'y sont pressées pour tenter de percer, en compa-gnie de M= Veil et M. Fabius, les mystères du traité de Masstricht. La salle étant trop erigue, les retar-dataires ont été conviés à suivre les débats sur écran vidéo.

De Sélestat à Caen, la fièvre avait eu le temps de retomber. L'ancienne président du Parlement européen et le premier secrétaire du PS n'ont rien trouvé de compromettant à se server la main sous les flashes. « Nous sommes conscients du mini-cyclone que nos réunions provoquent mais ceux qui y voient je ne sais quelle opération de politique intérieure en seront pour leurs frais», a d'emblée averti M. Jean François-Poncet, président de la branche française du Mouvement européen, en prenant bien soin de préciser que la réunion revêtait un caractère « contradictoire». Mais tant de précautions n'avaient visiblement pas levé les préventions de la droite départementale, dominée par le Parti

républicain, qui a préféré bouder l'événement, à l'exception notable de M. Jean-Marie Girault, sénateur, maire PR de Caen. Européen convaincu, celui-ci n'était aucunement embarrasse de se trouver en compagnie de MM. Louis Mexan-deau et Olivier Stirn, pour la simple raison que, selon lui, «la recomposition du paysage politique, c'est une fable».

L'air du temps étant donc au r débat contradictoire», Mª Veil et M. Fabius out longuement insisté sur le fait que le traité de Maas-tricht n'était qu'e un cadre ». « On définit un modèle institutionnel sachant que nous nous baltrons ensuite sur les dossiers, a souligné M. Veil. C'est un peu comme la Constitution de la 1º République.» renier: ses convictions », a ajouté M. Fabius pour qui Manstricht en'est ni de droite, ni de gauche». chersit même d'être « loin du compte » en matière sociale, fiscale et industrielle. Mais il est vrai, s-t-il précisé, que le gouvernement conservateur britannique a trouvé « la partie sociale du traité trop

#### Jugement critique de certaines réglementations

devait être retiré de la soirée, c'est bien cette volonté commune des dans une europhilie beste et consensuelle qui pourrait faire apparaître l'Europe comme le dernier grand dessein d'élites coupées des réalités. M= Veil attribue ainsi le rejet du traité de Maastricht par les Danois au fait que wies gens se sont sentis exclus du processus, comme si quelque chose se tramait contre eux » alors que l'Europe. selon elle, «s'adresse aux pius vulnérables et non aux alus forts ». Conscient de cette « distance », l'a on donne le sentiment que ce qui

cées européennes », « Si les Français ont le sentiment que plus d'Europe signifie moins de France, 2-1-il poursuivi, alors nous aurons peulêtre de mauvaises surprises.

D'où le jusement critique qu'ils peuvent émettre sur certains dysfonctionnements des institutions parfois e irritéen par l'inflation de textes et a estimé qu'e il ne faut pas chercher à harmbniser trop systématiquement ce qui relève de la vie quotidienne», « Je crains que Bruxelles adopte sur certains dosziers une réglementation trop tatil-lonne», a acquiescé M. Fabius, qui trouve parfois « abominable » de délibérer sur « la largeur des

Ce tour d'horizon, où les professions de foi pro-européennes ont alterné avec une appréciation critique du bilan de la CEE, a comblé d'aise le public qui 'a souvent applaudi, notamment lorsque M. Fabius a exhumé une citation de Thomas Mann sur les rapports entre l'Allemagne et l'Europe : « Il faut que l'Allemagne soit européenne pour que l'Europe ne soil pas allemande. » Il est vrai que l'assistance semblait acquise à l'idée européenne. Les sifflets qui out convergé vers un spectatour hostile au droit de vote des ressortissants communautaires en ont

Telles sont bien ies limites de l'exercice. Cette réunion n'a guère revêtu le caractère « contradictoire » que souhaitaient-ses organisateurs pour tenter de s'ajuster au « minicyclones évoqué par M. Poncet. Il s'agissait d'un meeting de facture ments an anditoire qui ne demande qu'à être convaincu. Mais

FRÉDÉRIC BOBIN

12.8122

200

BEST TO SEE

**建筑等** 

Trans.

1777

11. 1

A LOUGH ! THE

STAG

EST REN

OF THE I

Man .

Segments.

ANDRÉ LAURENS

### LIVRES POLITIQUES

ORSQU'IL arrive, l'attendu ne surprend pas moins que l'inattendu. Si inscrit qu'il était dans les faits, les mœurs l'histoire, parfois depuis longtemps, Il n'en dérange pas moins l'ordre établi, les manières de penser, les repères habituels, quand, sous sa pression, la réalité environnante change brutalement, ou s'apprête à le faire. On le mesure bien, en ce moment, en France.

L'équilibre du monde s'est modifié avec l'effondrement de l'empire soviétique, la carte de l'Europe se redessine, l'Allemagne orend une nouvelle dimension, la fin d'un système de domination fermé sur lui-même danne libre cours, à nos portes, à de grandes espérances et à de cruels déchirements. Comme d'eutres pays concernés, la France est secouée. comme d'autres, elle cherche sa voie dans la nouvelle donne, qu'elle ne disceme pas clairement

Du coup, ella renoue avec da vieux réflexes que l'on croyait dépassés, alors qu'ella paraissait se détacher de références encore prégnantes bien qu'usées par l'Histoire. Aujourd'hui, l'opposition entre les tenants de l'entité nationale et les partisans de la fusion européenne semble prendre la pas sur le clivage gauche-droite et laisse augurer une éventuelle recomposition de l'échiquier politique. Ce n'est pas impossible, encore que la prudence s'impose dans ce genre de projection politique. Les bases culturelles et sociologiques de ces divisions symboliques s'estompent ou se réactivent au gré des évolutions historiques et sociales blus qu'elles ne disparaissent ou s'an-

nulent. Toujours est-il qu'il est plus intéressant que jamais, en cette périoda de mutation accentuée. de sonder la réalité environnanta avant de s'engager dans des raisons de la dégradation de ses performances à l'exportation (lesquelles se redressent depuis quelques moisi. Notamment dens le fait que la capacité d'innovation et l'efficacité de la recharche restantinsufficantes.

S'agissant de la place de la

France dans le monde, Alfredo G. A. Valledao observa qu'avec la fin de la guerre froide et de l'affrontement Est-Ouest la diplomatie française a perdu un peu de son originalité et un espece d'autonomie. La levée de la menace venant de l'Est a dévalué l'arme nucléaire et la police des conflits régionaux, comme en trak, a redonné du poids à la panoplie des moyens classiques. Le choix européen n'offre pas une compensation équivalente dans la mesure où l'Allemagne n'a plus de raison de laisser à la France une quelconque primauté politique. L'auteur constate encore la précanté de l'influence française dans le monde arabe at son effacement dans les anciennes colonies où elle se portait garante d'un ordre politique et économique de plus en plus contesté. Puissance moyenne en voie de déclasse ment, la France est, estime-t-il, sommée à son tour, après l'Allemagne et le Royaume-Uni « de tirer anfin les conséquences de la

La même type d'analyse se retrouve dans un autre ouvrage collectif sur l'Etat politique de la France établi sous la direction de Dominique Chagnollaud, Jean-Jacques Roche s'interroge sur « une politique étrangère malmenée par l'Histoire ?». L'auteur revient sur les événements qui ont fait tanguer le monde et note que le pré- 223 pages, 100 F.

seconde guarre mondiele ».

sident Mitterrand a réagi, le plus souvent, en se référant à l'Histoire, celle qui a merque sa culture et sa vie personnelle, au risque de céder à la tentation du conservatisme et de commettre des erreurs d'appréciation (il ne fut pas le seul): «La cerence la plus évidente de la politique française » lui paraît résider dans le déficit démocratique de la diplomatie en cénéral et de la construction européenne en particuliar. Les nécessités de l'action face à l'événement. le souci du réalisme politique, inclinaient, comme c'est souvent le cas en période de crise, à une maîtrise plus personnelle de la conduite des affaires, là où les processus démocratiques pèchem par lenteur et excès contradictoires.

Selon Jean-Jacques Roche, cette pratique na saurait tenir lieu de règle permanente. «La politique étrangère, écrit-il, n'est pas de nature distincte de la politique Intérieure. Elle ne peut prétendre être plus rationnelle ni plus raisonnable et échapper sous ces fausses justifications au contrôle démocratique. » C'est l'omniscience présidentielle - qui ne date oas de M. Mitterrand - qui se trouve ainsi mise en cause. Il est temps que tous les Français et tous les Européens interviennent directament, ou par l'intermédiaire de leurs représentants, comme ils y sont exceptionnellement

conviés, dans la conduite de catte part de la politique internationale. appelée à devenir leur politique intérieure,

L'état de la France 1992, La Découverte-CREDOC, 635 pages, 149 F.

Etat politique de la France, sous la direction de Dominique Chagnollaud. Quai Voltaire,

oppose à ses alliés la même fin de non-recevoir que ceux-ci avaient « appel urgent » à la poursuite du processus de ratification. – Réuni à Potsdam, vendredi 12 juin, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le Mouvement européen ments et aux gouvernements afin que les procédures de ralification du traité de Maastricht se poursuivent sans délai ». Il demande au Conseil européen de a définir claurement les conditions qui permettraient effecti-vement à tous les pays ayant ratifié la traité de Maastricht de mettre en application ses dispositions » et de se prononcer « sur la situation des Etats membres qui refuseraient définitivement les nouvelles étapes -aujourd'hul et demain - de la

construction européenne». n M. Barre : « Une démocratie civilisée». - M. Raymond Barre, député (app. UDC) du Rhône, a elections de 1993». Il s'est déclaré confirmé, vendredi 12 juin, sur utout à fait opposé à une interfe-Europe I, qu'il participerait, le 3 juillet à Lille, à une réunion et la politique intérieure», en affirdéputé (app. UDC) du Rhône, a publique organisée par le Mouve-

pourquoi je refuserais un tel débat. (...) Cessons d'envisager tous les problèmes en termes électoralistes et politiciens.»

sident du groupe UDF de l'Asse blée nationale, a estimé, mercredi 10 inin, sur FR 3, qu'il y a «un certain trouble dans l'opposition et dans l'opinion publique parce que le RPR n'a pas encore fait connaître officiellement sa position » sur Maastricht, M. Millon a ajouté que même si le RPR prenaît une position différente de celle de l'UDF. il ne pensait pas que « cela alt des

Maastricht, aux côtés de MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors, a Nous sommes dans une civilisée, a-t-il dit. Je ne vois par

a M. Millon (UDF): « Un certain trouble». ~ M. Charles Millon, pré-

Bilan de santé

débats qui, souvent, s'en éloi- 1 gnent trop. Le quatrième édition de l'Etat de la France pourvoit à ca besoin d'information solide, à ce besoin de se référer à des données établies et fiables, Comme pour les éditions précédentes, ce bilan prospectif de 1992 est une œuvre collective rassemblant nombre de spécialistes et s'appuyant sur un suivi statistique ainsi que sur l'illustration graphique. Pour ca volume, les Editions de La Découverte ont noué une étroite collaboration avec le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), dans ses domaines da prédilection : aspirations et conditions de vie, consommation,

évaluation de l'action publique. Impossible de rendre compte dans le détail du foisonnement. d'informations, d'observations et de jugaments que contiennent les articles d'un ouvrage aussi dense. Les éditeurs indiquent que «les évolutions conjoncturelles sont systématiquement étayées par l'analyse des tendances de moyen terme, faisant de cet ouvrage un véritable observatoire du pays.». On note la place qu'occupe dans le volume la réalité régionale, avec un tour de France des régions, et celle que continue de prendre le chômage, examiné sous plusieurs angles dans diverses notices.

Pour revenir au point de départ de cette chronique, on s'arrêtera sur deux articles, l'un traitent du rang de la France, l'autre de son poids économique. Dans ce dernier, Pierre Ralle, du Commissariat du Plen, relève que la productivité de la France est comparable à celle des autres pays développés et qu'il faut chercher ailleurs les

# La France «écolo»

V. - Une « maison européenne » peu commune

We Veil et M. Fabius ont plain Cumps plus proche des chosen

fications du mouvement écologique français, la vivacité de son implantation en Alsace, les nombreuses associations qu'il a suscitées et son impact sur les choix économiques (le Monde des 10, 11, 12 et 13 juin), nous achevons notre enquête par un tour d'horizon de l'implantation des Verts dans les pays euro-

par Yves-Michel Riols

Ou'y a t-il de commun entre M. Daniel Cohn-Bendit, adjoint au maire de Francfort, et le sénateur belge, Germain Dufour, moine capucin de Liège? Ou bien encore entre les Verts hongrois qui cher-chent leur salut dans « l'harmonisa-tion de l'une et de l'univers » et une fraction des écologistes rouune fraction des écologistes ronmains qui s'associent à des organi-sations d'inspiration marxiste? Le label écologiste recouvre une multi-

La «maison» européenne des La «maison» europeenne des écologistes n'a de «commune» que son nom. Apparue au début des années 80, la sensibilité «écolo» épouse des formes bien distinctes : rebelle en Allemagne, mais institu-tionnalisée aux Pays-Bas et en Europe du Nord, où, depuis près de vingt ans, les gouvernents, quels qu'ils soient et pas seulement sons la pression des Verts, font de la défense de l'environnement l'une de la manufacture de la défense de l'environnement l'une de la manufacture de la deserge produits de l'addressinates. et viscéralement anti-européens en Suède, en Norvège et au Dane-mark, les Verts en Grèce as lient anx libertaires alors qu'au Portugai certains d'entre eux flirtent avec le

C'est dans les vieilles démocraties européennes que le courant Vert s'est d'abord manifesté, à la faveur d'une lassitude à l'égard du discours politique traditionnel. Mais leur assize y est encore fra-gile. Aux élections européennes de juin 1989, seuls six des douze pays de la CEE ont pu présenter des listes nationales écologistes. Et parmi les vingt-sept membres du

En Europe occidentale, les Verts sont généralement les mieux représentés dans les pays les plus industrialisés. Aux dernières élections européennes, les deux formations écologistes belges ont battu tous les records en recueillant 28,7 % des voix. En revanche, vers la Méditerranée, leur score est généralement faible (moins de 1 % en Grèce). Même au Portugal, où ils sont rassemblés depuis six ans au sein d'un groupement national baptisé Quercos, les écologistes ne revendiquent pas plus de cinq mille adhérents. S'occupant de questions strictement liées à la protection de la nature, le Quercos a peu de contacts avec le PEV (Parti écologiste vert), plus politique, dont les deux députés ont été élus sur des listes patronnées par le PC portugais.

Ce conflit entre les « conservateurs ruraux» et les «politiques» a tents ruraux» et les «pointiques» à également été au centre des que-relles des Verts d'Europe du Nord, apparus plus tôt sur le devant de la scène. Pourtant, même les «Grinnen» allemands, qui ont été à la registe de ca combat sont aujeur. pointe de ce combat, sont aujour-d'hui à la recherche d'un second d'hui à la recherche d'un second souffle. Pris de court par le proces-sus de réunification, qu'ils ont accueilli avec scepticisme, ils ont été balayés du Bundestag après les élections de décembre 1990. Or leur entrée au Parlement fédéral en 1983, en pleine vague pacifiste, avait été précédés de nombreuses années de déchirements entre années de déchirements entre «fondamentalistes», refusant tout compromis avec les autres forma-tions politiques, et « pragmati-ques », tenants d'une ligne plus souple. Eliminés du Bundestag, les Verts disposent néanmoins d'une essise régionale. Ils sont anjour-d'hui présents dans trois coalitions gouvernementales locales : avec les sociaux-démocrates dans la Hesse et en Basse-Saxe, et avec les socianx-démocrates et les libéraux à Brême. En revanche, dans l'ex-RDA, l'alliance «Bündis 90» est toujours embryonnaire et regroupe une poignée de militants, prove-nant surtout des mouvements civi-ques qui avaient déstabilisé le régime communiste.



« ponssée verte » dans les pays d'Europe où les questions telles que la sûreté nucléaire (en Suède notamment), la protection de la notamment), la protection de la nature et des consommateurs sont plus qu'ailleurs prises en compte par les grandes formations politiques. Même si l'« establishment » a tenté de minimiser l'impact de ce « coup de colète», les Verts ont néanmoins bousculé les équilibres traditionnels et remporté des succès inattendus en faisant élire vinet députés suédois en 1988 (mais tard) et en obtenant près de 15 % des voix aux élections européennes de 1989 en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. totalement évinces trois ans plus

> Le « modèle » néerlandais

Contrairement à leur voisin alle-mand, les Néerlandais ne disposent mand, les Néerlandais ne disposent pas de parti Vert au sens strict du terme, car la protection de l'envi-ronnement a été récapérée par l'en-semble de la classe politique. Dès le début des années 70, les Pays-Bas se sont dotés d'un ministère de l'environnement. La coalition de l'environnement. La coalition de centre gauche au pouvoir depuis 1989 s'est donné l'ambition depuis 1989 s'est nonne l'amonton de provoquer, en une génération, un changement radical des modes de production et de consomma-tion. Mais cette politique ambi-tieuse se heurte à des obstacles évi-dente : la ministre de l'économie a dents : le ministre de l'économie a durement affronté son collègue de l'environnement à propos de l'ins-tauration d'une « écotaxe » sur la consommation d'énergie, dange-reuse pour la compétitivité des entreprises, et celui des finances a décidé d'en retarder le prélèvement afin de limiter la pression fiscale. Mais le modèle néerlandais

Mais le modète néerlandais d'une écologie «institutionnalisée» n'a pas fait école au Benelux. En Belgique, rivalités communautaires obligent, il existe deux formations Vertes: Ecolo chez les francophones et AGALEV chez les Flamands. Avec leurs dix-sept députés, elles ont failli constituer une force d'appoint lors des tractations force d'appoint lors des tractations laborieuses pour la formation d'un nouveau gouvernement après les élections de novembre. Toutefois, ces deux partis n'ont pas de ces deux partis n'ont pas de grandes figures nationales ou de chefs incontestés, mais plutôt des personnalités diverses souvent hautes en couleur; à Liège, Ecolo a fait élire au Sénat un moine capucin, Germain Dufour; et AGALEV compte aussi parmi ses sénateurs un prêtre ouvrier socialiste, Jef Ulburghs, ancien député socialiste au Parlement européen. De façon générale, les Verts belges sont plus actifs dans les conseils municipaux et jouissent d'une réputation de probité, notamment chez les jeunes et les enseignants déçus par les socialistes.

Le vote sanction, comme en Allemagne et en Suède, a pour l'instant épargné les pays de l'Europe du Sud. Ecrasés par les partis traditionnels, divisés en groupus-cules, ils n'ont pas réussi à percer dans la vie politique nationale. Même si Athènes est l'une des villes les plus polinées d'Europe, les écologistes grecs sont totalement marginalisés et s'entredéchirent avec les antonomes et les rent avec les antonomes et les libertaires avec lesquels ils ont o. 1araes. 5e. - 6. Re. Fides. Ré. - 8. RV. Ver-Sébacées. Us. GUY BROUTY | Internation avec resques 118 ont formé une Fédération des écologistes-alternatifs qui n'a recueilli que 0,77 % des suffrages aux législatives d'avril 1990.

Les anciens Etats socialistes d'Europe présentent un autre cas de figure. L'échiquier politique de ces pays est trop jeune et fragile pour que les Verts aient pu bénéti-cier d'une quelconque réaction de rejet. Peu représentatifs aujour-d'bui les feclosites alles d'hui, les écologistes n'ont pourtant pas été absents de la scène politi-que à l'Est. Ils ont souvent joué un rôle pionnier dans la contestation en utilisant la défense de l'envirop-nement comme bannière de l'opposition anticommuniste. La pre-mière collecte de signatures contre le barrage hydro-électrique de Nagymaros, en Hongrie, remonte à 1984. Au même moment, le réseau t-allemend Arc-en-Ciel commencait à se mobiliser contre la pollu-tion atmosphérique avec l'aide de l'Eglise luthérienne. En Bulgarie, Ecoglasnost, créé en avril 1989 par des membres de l'association de défense de la ville industrielle de Roussé, a eu un rôle déterminant dans le renversement du régime Jivkov. Avec l'accélération des changements, la piupart de ces mouvements hétérogènes ont éclaté. Leurs dirigeants ont souvent été à l'origine de la création d'au-tres partis, qui jouent aujourd'hui un rôle de premier plan. Et ceux qui sont restés fideles à une vocation purement écologique se sont fondus dans la masse et rament à contre-courant : leurs professions de foi peu « consuméristes » sont

> depuis quarante ans. Pourtant, c'est précisement dans les pays de l'Est que l'héritage éco-logique est le plus désastreux; l'air

généralement en porte-à-faux avec

les aspirations de populations pri-

vées des «lumières de la ville»

de Budapest est irrespirable, les rivières polonaises polluent la Tchécoslovaquie, dont les forêts sont ravagées par les pluies acides et l'Ukraine vit toujours dans l'om-bre de la catastrophe de Tchemo-byl. L'ensemble des anciens pays entellière sont équinés de réacteurs satellites sont équipés de réacteurs nucléaires soviétiques vétustes. Et en Bulgarie la centrale de Kozlodoui terrorise les autorités : danger potentiel permanent, elle produit près de la moitié des besoins énergétiques du pays et, faute de moyens pour la remplacer, le gou-vernement est condamné à « faire

L'échec de la reconversion hongroise et bulgare

Le sort des écologistes hongrois

est peut-être symptomatique de l'évolution des Verts dans les anciens pays socialistes : en quatre ans, ils sont passés d'un mouvement de masse à un obscurantisme groupusculaire. C'est en Hongrie que les écologistes ont remporté que les écologistes ont remporte leur première victoire à l'Est, en contraignant, au printemps 1989, le gouvernement à abandonner la construction d'un barrage hydro-électrique sur le Danube. Même si les Magyars ont aussi été les pre-miers à se constituer en parti en octobre 1989 (une semaine avant celui de la RDA), ils n'ont recueilli octobre 1989 (une semante avant celui de la RDA), ils n'ont recueilli que 0,37 % des suffrages aux légis-latives. Après les élections démo-cratiques, les germes de scission que le parti abritait dès sa nais-que le parti abritait dès sa naissance ont éclaté au grand jour et les associations de protection de la tent moins de trois mille adhérents. Leur président, l'ingénieur Laszlo Brezovits, s'est disingué en décla-rant, de retour de Libye, que certains aspects du résime du colonel Kadhafi sont « très sympathi-

Si la reconversion des Hongrois et des Bulgares s'est soldée par un échec, l'audience des partis écoloecnee, l'audience des partis econ-gistes qui ont émergé après la chute des régimes communistes est encore plus hasardeuse. Des forma-

URSS, mais elles ont peu d'assise. Toutefois, elles se sont récemment fait remarquer en Géorgie, en Lituanie et aussi en Azerbaidjan, en tentant de jouer un rôle tampon entre les forces nationalistes rivales. En Roumanie, terreau a priori fertile en raison des ravages provoqués par une industrie lourde tentaculaire, les deux partis écolo-gistes sont incapables de prendre leurs marques dans un jeu politique polarisé. Seul succès, et encore il était «facile» : le MER a remporté les élections dans la ville de Succava (Bucovine), asphyxiée par un combinat chimique.

A l'évidence, les écologistes de chaque côté de l'ancien rideau de fer ne présentent pas de visage uni. La première rencontre Est-Ouest, organisée par la Coordination européenne des Verts en mars 1990 à Budapest, a révélé ces clivages.

Il faudra sans doute attendre longtemps avant que les problèmes de l'environnement, pourtant omniprésents à l'Est, figurent parmi les préoccupations majeures des habitants. Pour pertinents qu'ils soient, les discours sur la qualité de la vie, chers aux écologistes occidentaux, ne trouvent que peu d'échos dans des pays encore confrontés à des pénuries et où la soif du «quantitatif» est si forte après de nombreuses années de pri-

A l'Ouest, on s'en doute, les priorités ne sont pas les mêmes. Depuis au moins dix ans, le discours écologiste a été récupéré par l'ensemble de la classe politique pour devenir une référence incontournable. Apres avoir re certains succès impressionnants mais souvent éphémères, les écologistes tentent de s'imposer comme une force politique à part entière, afin d'échapper à leur image de roue de secours pour des électeurs en mal de protestation.

(Avec les correspondants du *Monde* en Europe)

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

**POLYTECHNIQUE** 

**36.15 LE MONDE** 

Tapez RES

ANT HOUNGAIN POLIT VICE SAIN HOSE

Franchement, c'est rassurant de savoir le matin ce qu'on peut rater le soir à la télé, non ?

ÉCOUTEZ LE "CLIN D'ŒIL TÉLÉ" DE PHILIPPE AUBERT DU LUNDI AU VENDREDI À 8H30 SUR EUROPE 2



TOUTES LES FRÉQUENCES SUR 36.15 EUROPE 2, À PARIS SUR 103.5

# MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5801

HORIZONTALEMENT

I. Que le Diable l'emporte I il attirait l'ettention en ménageant ses effets.

— II. Se tord facilement. Sont tirées ou pêchées. En France. — III. Se laissent facilement router. Accueillait des pirates, accueille parfois des vauriens. —

C'était une façon très incorrecte de laisser a tomber » les gens. — V. Paniers de pêches. Met à l'abn ce qui a ét é fauché. — VI. Forme d'avoir. Qui n'ont pas transpiré. Est édifié avec ce qui vient du ciel. Participe. — VII. Du mépris sous une forme concise. Symbole. IV. Sort de l'eausous une forme
concise. Symbole.
Revient périodiquement. - Vill. Pièce de
vers. il y a des barbeaux dans sa famille.
- IX. Temps sans
nuages. Est « plein »
comme un œuf. X. Vieillit très vite.

canards. - XV. Effets qui accompagnent la veste. Elément de nombreux rêves.

VERTICALEMENT

1. La multiplication des pains. Pro-jection en relief. Préfixe. – 2. Oxtil. Une solution qui n'est pas très Une solution qui n'est pas très claire. — 3. A reçu du liquide à l'encaissement. Ils aliaient au combet avec des conons». — 4. Font verser bien des larmes. — 5. Passé indéfini. Accueillit des princes. Une prémière succéda à sa créstion. Manière d'alier. — 6. Prolonger un usage. Pronom. — 7. Ancien sigle. On les offrait à la vinaigrette. On les offrait à la vinaigrette. —
8. Opération qui donne un reste. Se tord ou se gondolé. Lettres d'accusation. — 9. Prend son temps en toutes circonstances. Qui ont regul des cravatés neuves. Son manque

comme un œuf. — XV

X. Vieillit très vite.

Rond ou... carrée. — XI. Dens le Vald'oise. Abréviation. Est en d'Oise. Abréviation. Est en entorses. — 10. Est bien triste à l'heure de la retraite. D'un audilaire. Patron. — 11. Circulaient à Rome. Paysans étrangers. Bahut très sences. — XIII. Titre abrégé. Couverture à carreaux. — XIV. Critique, il n'est pas tendre. S'élève lentement dans une forêt. Portions de pleurer celles qui les aiment. — 13. On la fit chanter autrefois. Perche au bord d'une rivière. — 14. Il lui arrive de présenter son futur à une jeune fille (trois mots). – 15. Direction. Rend une attaqua très dangereuse. Vit. Conjonction.

Solution du problème nº 5800 Horizontalement

I. Emeutiers. — II. UA. Selive. — III. Thé. Red. — IV. Houle. Eva. — V. Amène. REC. — VI. Nés. SL. Ré. — VII. At. Vé I — VIII. Sinistres. — IX. Isolerai. — X. Emus. Nu. —

Varticalement

1. Euthanasie. – 2. Mahomé-tisme. – 3. Euss. Nous. – 4. Us. LN. Viles. - 5. Tarées. Se. - 6. lie. Litron. - 7. Eider. Rå. - 8. RV, Verveine. - 9. Sábacées. Us.



# SOCIÉTÉ

# Le Sommet de la Terre à Rio

# M. Bush propose une réunion avant la fin de l'année sur les changements climatiques

Dans son discours, prononcé vendredi 12 juin, le président Bush a confirmé l'attitude ferme des Etats-Unis et assumé son isolement. Malgré sa proposition d'une réunion sur le réchauffement du climat, son intervention a été jugée décevante par de nombreuses délégations. A la veille de l'arrivée de M. Mitterrand, un membre de la délégation française la qualiflait même d'« arrogante».

RIO-DE-JANEIRO

de nos envoyés spéciaux

«Si un homme triche avec la «Si un homme triche avec la terre, la terre trichera avec l'homme...» En plaçant ce proverbe chinois en exergue de son allocution, pour pouvoir l'accommoder ensuite à son profit, M. George Bush a aussitôt exprimé son intention de jouer franc-jeu avec son auditoire, vendredi aprèsmidì 12 juin, au Sommet de la Terre. Placé en position d'accusé depuis le début de la conférence de l'ONU à la suite de son refus de signer la convention sur la biodisigner la convention sur la biodiversité, relative à la protection des espèces animales et végétales, le président des États-Unis n'a nullement assoupli sa position: «Je ne suis pas venu ici pour m'excuser, a-t-il dit d'emblée. Je tiens à être clair. Nos efforts pour protéger la

biodiversité dépasseront ce qu'exige le projet de convention que l'on pro-pose et celui-ci risque au contraire de retarder les choses. De toute façon, il ne marchera pas...»

M. Bush s'est même flatté de son m. Busa s'est meme name oe son isolement: « Il n'est jamais facile d'être seul pour des raisons de principe mais parfois le leadership exige qu'on le soit... » Et il n'a pas usé d'artifices pour faire comprendre au reste de la planète que les Etats-Unis n'acceptent pas les leçons des écologistes de la dernière heure : « Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli, a-t-il souligné après avoir dressé un bilan de la act prise par son page à la postenpart prise par son pays à la protec-tion mondiale de l'environnement et au développement, et nous sommes résolus à étendre notre mouvement. Pour protèger l'envi-ronnement, il faut soutenir la crois-sance. Ce que l'Amérique a fait, personne ne l'a égalé!»

Fidel Castro et la « dette écologique »

Le président des Etats-Unis a tranquillement poussé se contre-offensive jusqu'à proposer aux autres pays une démarche parailèle à celle de l'ONU. Il s'est déclaré prêt à une discussion... sur la base de ses propres suggestions. Il a proposé que les signataires de la convention sur les changements climatiques se retrouvent avant le le janvier 1993 pour débattre de ses modalités

été clair pour tout le monde qu'il ne s'agissait là que de clauses de style et que M. Bush était ferme-ment décidé à assumer son cavalier

La prestation du président des Etats-Unis a évidemment éclipsé toutes les autres par son impact politique. Pourtant, cette première des deux journées consacrées aux discours de la centaine de chefs d'Etat et de gouvernement invités à prendre la parole entre vendredi et samedi a aussi été marquée par et samedi a aussi ete marquee par l'intervention du chef d'Etat cubain. Intervenant aussitôt après un rappel à l'ordre du président brésillen, M. Fernando Collor de Mello, sur la nécessité de respecter un temps de parole limité à sept minutes, M. Fidel Castro, connu pour sa verve, a sans doute com-mis l'un des discours les plus brefs

En moins de cinq minutes, il a dressé un réquisitoire très sévère de la colonisation en estimant qu'aune importante espèce biologique court le risque de disparaître, c'est l'homme. Nous prenons aujourd'hui conscience des dangers aujourd'hui conscience des dangers qu'i nous menacent alors qu'il est presque trop tard, 2-1-11 déclaré. Les sociétés de consommation nées de politiques néocolonialistes sont responsables. Avec seulement 20 % de la population mondiale, ces sociétés consomment. Jes trois quarts de l'énergie mondiale». Le chef de

nationales d'application. Mais il a l'Etat cubain a conclu : « C'est la dette écologique qu'il faut payer, non la dette extérieure. C'est la faim qui doit disparaître et non l'homme. Les égoïsmes, l'hégémo-nisme, l'irrespontabilité, les impé-rialismes, l'insensibilité, le men-songe doivent cesser. »

Cette admoneste. »

Cette admoneste a été reprise par son homologue chinois, M. Li Peng, qui a exhorté la communauté internationale « à veiller à ce que le développement économique ne dépasse pas le seuil de tolérance de l'environnement » et « à déployer des efforts réels en vue d'aider les pays en développement à surmonter leurs difficultés en matière de dette, de commerce et de finances et à faire décoller leurs économies. »

Les premiers orateurs de la Communanté européenne se sont exprimés à l'unisson. Le premier ministre britannique s'est toutefois contenté de souligner «l'extraordinaire effort condult à Rio-de-Janeiro pour définir les priorités à venir». M. John Major a fait preuve d'un optimisme raisonné: « Nous n'obtiendrons pas tous les régulars accomptes à cette conférésultats escomptés à cette confé-rence. En ce qui concerne les forêts, nous devons nous contenter d'une déclaration de principes. Les deux conventions sur les changements cliconventions sur les changements cti-matiques et la biodiversité ne sont pas la fin du chemin, mais elles contiennent obligation de gèrer nos ressources dans un intérêt com-

mun. s Il s'est engagé, pour se part, à clancer une initiative du type de celle de Darwin. c'est-à-dire un inventaire des habitats et des espèces les plus importants et Terre s et à organiser eun grand forum global s d'organisations non gouvernementales en juin prochain à l'ordres.

Comme son homologue britannique, M. Helmut Kohl a regretté que le Sommet ne se soit pas clairement engagé sur la définition d'un cadre juridique international pour la protection des forêts. La déclaration de la conférence à ce sujet n'évoquera en effet qu'en termes vagnes et sibylims la possi-bilité d'une prochaine convention taires. Le chancetter allemand a ajouté que son pays souhaite, comme la France, consacrer « le plus tôt. possible » 0,7 % de son PNB à l'aide publique au développement, bien que, dans son esprit, cette aide doive inclure les pays de

Les 20 milliards de francs de la CEE

C'est le premier ministre portugais, M. Anibal Cavaco Silva, pré-sident en exercice de la Commu-nauté, qui a publiquement confirmé l'effort supplémentaire décidé par la CEE avec la création

francs. Il a précisé que cette initia-tive avait été prise sur proposition initiale de la France, en soutignant initiale de la France, en soulignant toutefois que cette enveloppe mangerait des subventions financières nouvelles à des sommes délà existantes. « Il ne faut pas, de toute manière, considérer cette annonce comme une fin en soi, a affirmé un peu plus tard l'un des hauts fonctionnaires de la Communauté, mais plutôt comme un symbole représentaif de la volonté constructive des Etats de la communauté, suive des Etats de la communauté.

L'arrivée de M. François Mitter-L'arrivée de M. François Minter-rand n'étant prévue que samedi matin, et sa visite se caractérisant déjà par sa brièveté, la France est ainsi apparue quelque peu absente de cette pramière journée du som-met des ches d'Etat. Cette discrétion a d'ailleurs été remarquée à Paris même. Le ministre délégué à la coopération et au développe-ment, M. Marcel Debarge, s'est importante prise par la délégation française dans les travaux prépara-toires et dans les conclusions des nésociations internes à la Commuhandicap de perier au moment où la messe semblait dite. La question était de savoir s'il parviendrait à le

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

### **ÉDUCATION**

# L'accord entre l'Etat et l'enseignement catholique

En ce sens, la large adhésion du Conseil national de l'enseignement catholique qui a approuvé ses pro-positions par trente-quatre voix y a cu un bulletin nul - le vendredi 12 juin, ne pourra que conforter le ministre dans sa volonté « d'enterrer la hache de la

cord vise, d'une part, à apurer le contentieux relatif au forfait d'externat qui fixe la participation de l'Etat aux dépenses de fonctionne-ment des établissements privés et, d'autre part, à prendre en compte la série de revendications portant sur l'amélioration des situations des personnels travaillant dans le privé. Ces mesures « de bon sens », estime-t-on aujourd'hui au minis-tère de l'éducation nationale. découlent directement de l'application du principe de parité avec l'enseignement public inscrit soit dans la lettre, soit dans l'esprit de la loi Debré de 1959, qui définit le cadre des contrats avec l'Etat.

Déià, en décembre 1991, M. Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, avait décidé uni-latéralement d'accorder à l'enseignement catholique 1,8 mil-liard de francs, étalé sur six ans, au titre des arrièrés du forfait d'externat. La réalité de ces arriérés, accumulés entre 1982 et 1989, avait été constatée en octobre 1991 par le Conseil d'Etat. Or, dans sa démarche, M. Jospin, fort d'avoir accordé la plus importante somme jamais mise à disposition par un gouvernement à l'enseignement privé, avait délibérément écarté le r volet social » de ses revendica-

C'était oublier que ce volet avait conditionné, aux yeux des respon-sables de l'enseignement catholique, la réduction de leurs prétentions sur le montant total des arriérés, ceux-ci ayant été évaluées à 4 ou 5 milliards de francs.

Aujourd'hui, M. Lang ne revient liard, ou'il entend faire approuver par voie législative dès la présente session parlementaire (un projet de loi a été déposé en avril), mais il s'engage fermement sur le « volet social» des revendications.

Ainsi, le recrutement et la formation des maîtres du premier degré seront mis à parité avec le public des 1992-1993. Les enseiaux échelles de rémunération du nouveau corps des professeurs des écoles à compter de 1993. Quant au recrutement et à la formation des maîtres du second degré, la

Rue de Grenelle s'engage à ouvrir des discussions en vue de l'organisation des concours de recrutement de 1994, mais place la balle dans le camp opposé : c'est à l'enseignèment catholique d' « opérer une transformation en profondeur des modalités de recrutement des maîtres du privé du second

du privé

En outre, quoi qu'aucune législation ni jurisprudence n'y fasse obligation, les documentalistes du privé verront leurs taches reconnues par l'Etat et leur financement pris en charge progressivement sur trois ans à partir de janvier 1993. De même, toujours sans obligation, le gouvernement a décidé de prendre en charge progressivement sur cinq ans un système de décharges d'heures d'enseignement pour les directeurs des écoles privées, aligné sur celui en vigueur dans le public. Deux dispositions législatives doivent être bientôt proposées en ce sens. Enfin, l'Etat s'engage à payer sa part dans les retraites des enseignements du saint de la constitue gnants du orivé et à constituer un groupe de travail afin d'étudier plus généralement leurs conditions de retraite.

En contrepartie de ces mesures dont le coût, « modeste » selon le ministère, est évalué à moins de 700 millions de francs sur trois ans, M. Lang a obtenu des orgauismes de gestion de l'enseigne-ment catholique (OGEC) qu'ils s'engagent à renoncer à toute action contentiense relative aux arriérés du forfait d'externat et qu'ils entérinent les mesures prises par le gouvernement afin d'assainir à l'avenir les relations financières entre l'Etat et les établissements privés : le versement sur six ans des 1.8 milliard de franca pour «tirer un trait sur le passé», la définition d'un nouveau mode de calcul et l'actualisation triennale du forfait

Du côté de l'enseignement catholique, on ne cache pas la satisfaction de voir aboutir le dossier. « Un dialogue s'est renoué, constate le Père Cloupet. Un dialogue exigeans, qui nous pousse à formu nous aussi, des propositions. Je m'en réjouis. » Subsiste encore, dans l'ombre du protocole, une autre pomme de discorde : la question du financement par les collectivités locales des investissements mmobiliers des établissements privés symbolisée par l'antique loi Falloux, L'UNAPEL entendait bien, vendredi soir, ne pas céder dans les prochains mois sur ce terrain-là. Celui-là même sur lequel, à l'Assemblée nationale, les députés de l'opposition œuvrent inlassablement à chaque session parlemen-

# La fin de la guerre?

par Jean-Michel Dumay

A solennité et le faste républi-cain de la rue de Grenelle, où vient d'être signé l'accord a histori-que » entre l'Etat et l'enseignement catholique, participeront-ils eux aussi de l' « effet de choc » recher-ché par les deux institutions ? Célébrant conjointement « la victoire de la modération et du bon sens », le pacts conclu entre le Père Cloupet et M. Lang ne peut faire oublier, huit ans après la manifestation de 1984, le chemin parcouru.

En dix ans à peine, la gauche aura brandi le spectre du grand « service public unifié et lalque de l'éducation nationale », ravivé brutalement « la guerre des deux France », plongé plus d'un million de personnes dans la rue, puis cédé, avant de reconnaître aujourd'hui «le droit et la reconnaissance de la contribution de l'ensaignement privé au système éducatif». Le credo du pouvoir socialiste a cédé : hier l'entreprise, aujourd'hui

l'enseignement privé. En accordant, sans rechigner, le principe de parité entre public et privé et en l'élargissant même quand la loi ne lui en fait pas obligation, - le gouvernement ne sem-ble donc plus considérer l'enseignement privé comme un pur système de concurrence du public, un adversaire, encore moins un ennensi. Par ce protocole d'accord, le ministre promeut même une réelle politique contractuelle, en complet décalege avec ses prédécesseurs, mais dans le droit-fil de l'esprit de la loi Debré de 1959. De fait, en reconnaissant la contribution de l'enseignement privé au système éducatif, le ministre se veut clairement le défenseur de

delà du seul service public. Dans or contexte, bon joueur, M, Lang ne devrait d'ailleurs objectivement pas manquer d'arguments pour glaner ch et le quel-ques subsides pour le service public. Afin de calmer, per exemple, les foudres prévisibles du camp des laiques purs et durs.

e l'esprit de service public », au-

sentés cette année au concours

général, 204 ont reçu un prix ou un accessit et 106 mentions régionales ont été décarnées. La traditionnelle domination parisienne s'est sensiblement émoussée cette année puisque les lycées de la capitale n'ont obteou que 39 récompenses (8 de moins que l'an dernier). L'académie de Versailles progresse rapidement (33 citations. soit deux fois plus qu'il y a deux ans). Si le lycée Louis-le-Grand (14 récompenses) reste en tête, Henri-IV (7 récompenses) est rejoint par le lycée international de Saint-Germain-en-Laye, le

le tycée Carnot de Dijon. Nous publions la liste des prix au concours général. La liste complète des prix, accessits et mentions régionales sera publiée dans le numéro de juillet-août du Monde de l'éducation.

lycée La Martinière de Lyon et

Classes de première COMPOSITION FRANCAISE

I" prix: Paul Egre (Fermat, Toulouse); 3" prix: Marc Foglia (de Borda, Dax) THEME LATIN In prix: Gwendal Martin (Stanislas, Paris); Ingrid Coupe (Louis-le-Grand, Paris); Ingrid: Prix: François-Xavier Lecluse

(Stanislas, Paris) VERSION GRECOUE I prix: Sébastien Hauvespre (Janson-de-Sailly, Paris); I prix: Thierry Bouix (Saint-Croix-de-Neuilly, Neuilly-sur-Seine); I prix: Vincent Lequeux (lyoée d'Angers, Angers)

VERSION LATTINE In prix: Justin Dufour (Rabelais, Meudon); 2 prix: Jacques
Begot (Edouard-Herriot, Lyon);
3 prix: Vincent Homer (Bouchar-

GÉOGRAPHIE i" prix: Emmanuelle Rosso (Daumie, Marseille); 2º prix: Xavier Emery (C. de Marco, Marco-ea-Barcell); 3º prix: Christophe Psychogios (lycée St-Sigisbert, Nancy)

HISTOIRE . I prix: Paul Bare (Fermat, Toulouse): 2 prix: Olivier Schmitt (Richelieu, Rueil-Malmaison); 2 prix: Christophe Bourgeois (du Parc, Lyon)

Classe de terminale ALLEMAND

I" prix: Nora Vogel (lycée de Gaulle, Boon); 2" prix: Antie Frohler (lycée International, Ferney-Voltaire); 3" prix: Joële Guitard (lycée international, Saint-Germain-en-Laye)

Corbusiter, Police Corbusiter, Police Colson (I SCIENCES (Mérie D))

Prix: Callet, Annecy)

Is prix: Alexis Kibarian (Louis-le-Grand, Paris); 2 prix: Diane Langlume (Ecole active bilingue, Paris); 3: prix: Camille, Coste (Montrealist Economics)

ARABE

| prix | Hichan Agount (Descartes, Rabat); 2 prix | Malika Ech Cherif el Kettani (Descartes, Rabat); 3 prix | Soumiya Lahman Bennani (Descartes, Rabat); 3 prix | Omar Benjelloun (Descartes, Raba CONSTRUCTION

/ prix: Christophe Marty (St-Joseph, Rodez); 2-prix: Benoît DISSERTATION PHILOSO-PHIQUE (série A)

Ir prix: Sandrine Bolmont (Peugeot, Valentigney); 2 prix: Jean-Christophe Holzerny (Massena, Nice); P prix: Laurence Loupisc (Fermat, Toulouse)

DISSERTATION PHILOSO-PHIQUE (séries B. C. D. E)

\*\*prix : Antoine Pousier (Francois 1", Le Havre); \*\*prix : David Bouchoucha (Louis-le-Grand,

ECONOMIE ET DROIT (série G)

le prix: Yanina Hamani (G. Fauré, Foix); ≥ prix: Olivier Desobeaux (L. de Vinci, Melan); → prix: Sophie Temporel (Notre-Dame, Villelianche) ESPAGNOL

Ir prix: Maria Sancho (tycée de Valence); 2 prix: Patricia Aguera (tycée de Barcelone); 3 prix: San-dra Patino (Molière, Rio-de-Ja-

ir prix: Nathalie Steinman ouis-le-Grand, Paris) STALIEN

\*\* In Indiana | Principle | Pr MATHÉMATIQUES (Séries C. E)

2. prix : Olivier Schiffmann (Poetonniers, Strasbourg); 2- prix: Jean-Paul Mohsen (Palissy, Saintes); 3- prix: Marc de Crisenoy (Louis-le-Grand, Paris) PORTUGAIS

le prix: Arménia Reis (Branly, Nogent); 2e prix: Christine Manata (Camille-Sée, Colmar); 3 prix : Alexandre Gonçalves (Lepierre, Lisbonne)

19 prix: Gueorgui Brankov (Molière, Paris); 2 prix: Agnès Stankevitch (Buffon, Paris) SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES (série B)

le prix: Didier Demaison (Le Corbusier, Poissy); 3 prix: Auré-lien Colson (Joffre, Montpellier) SCIENCES NATURELLES

> prix : Claire Benard (Berthol-let, Annecy)

Le palmarès du concours général

(sicies C, D, E)

In prix : Frédéric Camón (Chatelet, Dóual) : 2 prix : Philippe Naudet (Camot, Dijon)

TECHNOLOGIE

180 181 181

Glimie auly symbo sh ti Glimie auly symbo sh ti prix : Xavier - Brenne (J. Leblen, Armentières); 2 prix : Stéphane Campidelli (A. Varo-quaux, Tomblaine); 2 prix : Patrice Pelka (L. Vincent, Metz)

Je prix: Cédric Monnet (lycée aux Lazariates, Lyon); F prix: Pierre China (Le Mache, Lyon); F prix: Michael Léger (E. Branly,

1 prix: Thierry Barnaud (Loritz, Nancy); 2 prix: Fabrice Corre (Lombards, Troyes); 3 prix: Stephane Boneff (Loritz, Nancy)

le prix: Christophe Bordichon (Pascal, Châteauroux); 2 prix: Gilbert Manot (J. Rostand, Ville-

Équipement technique du

le prix : Benoît Cayzac (L. Vicat, Souillac) Génie civil

In prix: Eric Heintz (A. Perret, Illicirch): In prix: Michael Mesure (St-Gatien, Joue-Lee-Tours) Option microtechniques

Is prix: Laurent Thurst (J. Per-rin, St-Ouen-L'Aumône); Is prix: Authony Chevy (C. Poncet, Cluses); Is prix: Eric Lallement (R. Cassin, Noisiel) Physique et Gectricis

i= prix: Philippe Rondeau (ENCPB, Paris)

I prix : Virginie Maître (Belle-vue, La Mulatière) : 2 prix : Christine Rodrigues (Feyder, Epinay-sur-Sciences biologiques, option bio-

Ir prix: Loïc Belbeoc'h (Chap-tal, Quimper), 2 prix: Carole Marini (G. de la Tour, Metz) Sciences biologiques, option bio-

Is prix: Céline Bouquet (Uru-guay France, Avon): 2- prix: Fré-déric Vermorel (La Martinière, Lyon), \* prix : Nathalie Roche (de La Plaine, Amberieu-en-Bugey)

Classes de première et terminale

ARTS PLASTIQUES l= prix: Carine Pinguet (Descartes, Tours); 2 prix: Loic Le Pivert (E. d'Orves, Nice); 3 prix: Jean-Luc Des Mond (G. Compe, Airn-Ardone) Aire-sur-Adour)

EDUCATION MUSICALE I prix: Juliette Boubel (Poincaré, Nancy); 2 prix: Estelle Henderson (François 1e, Fontaineblean); 3 prix: Cédric Téberghien (J. Calvin, Noyon) L'imperturba



TOTAL V. 自由的主义的 2 · 10 (2027) THE REAL PROPERTY.

KE: 4 mm 5 37227 E COM lia se Brain B 2 1 1 1 1

E4 2 972

27

Control of the Contro 

Amiens réconcilie

ses polices

# RES LOCALES

NICOINS VIAL

# L'imperturbable sourire de Mickey

Deux mois après son ouverture, les jours fériés sont fastes pour le parc d'attractions de Marne-la-Vallée. Mais, en semaine, Euro Disney attire peu de visiteurs français

ENT de panique à Fron-tierland : le petit train de la mine est en arrêt au sommet de Big Thunder Mountain. Lorsque, au terme d'in-terminables minutes, les wagons se remettent en route, les voyageurs, immobilisés au sommet du roc orange, poussent un soupir de sou-lagement. Les centaines de familles qui attendent de pouvoir à leur tour gonter aux sensations fortes aussi. Voilà deux heures qu'elles patien-

la fin de l'année

ares du concours gené

Il est déjà vingt-deux heures, mais en ce dimanche de Pentecôte, le parc Euro Disney, à Marne-la-Vallée, ne désemplit pas. Ce jour-lâ, les bruits alarmistes sur la fréquentation de matrime extende de la contraine de la con tation du quatrième royaume de Mickey feraient sourire dans Main Street. La rue centrale est si encom-brée que les voitures à chevaux qui y circulent d'ordinaire sont restées dans leur hangar. Touristes en short et boutiques de gadgets, l'ambiance rappelle moins celle de la Foire du Trône que la coune polygiotte des relais de l'autoroute du Sud, un retour de 15 août. L'odeur du pop-

Surprenante Babel européenne dans une enclave typiquement américaine. Ici l'émerveillement des enfants se manifeste en une dizaine de langues. « Biancaneve», « Snehvit » « Snow White » et autres « Blanche-Neige», crient-ils avec une égale émotion lors de la parade des personages du vieux Walt.

Mais si une bonne pertie de cette. foule débonnaire vient de loin, la rumeur selon laquelle les Français, en particulier les Parisiens, boude-raient Mickey ne tient guère au regard des milliers de véhicules. immatriculés en Ile-de-France,

Du moins l'observation vaut-elle pour ce week-end de Pentecôte. En semaine, les étrangers représente-raient de 60 % à 70 % des «invi-

raient de 50 % à 70 % des « invités» d'un parc d'attractions alors
bien plus calme. C'est ce que l'on
indique de source plus où moins
informée, mais de toute façon
jamais autorisée. La discrétion,
pour ne pas dire l'obsession du
secret, des responsables de la société américaine est désormais connue. Cependant,
M. Robert Fitzpatrick, président-directeur
général du groupe, a publié, le 4 juin, quelques éléments chiffrés. La baisse continuelle
du tire Dieney à la Rourse de Paris, deunis du titre Disney à la Bourse de Paris, depuis l'inauguration, le 11 avril, pourrait expliquer ce brusque souci de transparence.

#### Lin million et demi de visiteurs en sept semainés

Selon le communiqué officiel, an cours des sept premières semaines de fonctionnement, plus d'un million et demi de visiteurs, soit une moyenne de trente mille personne jour, auraient e pris part à la magie d'Euro Disney ». Une affluence suffisante pour que Disney ». Une affluence suffisante pour que M. Fitzpatrick exprime sa satisfaction lors d'une visite à M. Pierre Bérégovoy. Mais sur une période trop courte pour « extrapoler d'une manière significative » sur les résultats à venir. L'objectif affiché demeure onze millions d'entrées par an (le Monde daté 12-13 avril). An rythme actuel, il est encorraccessible. Reste que les responsables d'Euro Disney semblent préoccupés par les fluctuations de la féquentation des hôtels du pare.

Les gérants des chaînes hôtelières implan-tées à Marno-la-Vallée confirment ces varia-tions saisonnières. Passée l'euphorie des vacances de Pâques, les touristes à la recherche d'une chambre meilleur marché que celles proposées dans le pare se sont faits



de la ville nouvelle, qui ne se privent pas de mettre en avant la proximité du territoire de Mickey, tous admettent que les visiteurs constituent, surtout le week-end, un complément à leur traditionnelle clientèle d'affaires. Du côté des professionnels du tourisme,

l'optimisme est de mise. Par exemple, chez Visit France, filiale d'Air Inter qui propose des séjours de trois jours, le commentaire est sans ambiguîté : « Ça marche très bien. » Havas-Voyages, qui a signé un accord avec les promoteurs de Donald, aurait déjà vendu des milliers de forfaits Disney-vacances; en outre, les réservations s'étaleraient jusqu'à l'automne prochain. Les responsables de France-Tourisme assurent que la journée à Enro Disney, en autocar, est l'excursion la plus demandée depuis Paris. Il en est de même pour la visite de la capitale au départ de Marne-la-Vallée.

Un produit attractif donc, mais commercialisé dans des conditions qui sont loin de satisfaire les « partenaires » de la société américaine. Dès le mois de mai, le Syndicat des professionnels français du tourisme en autocar (SNET) faisait part ouvertement de son a mécontentement » face aux contraintes qui sont imposées à ses adhérents, a Disney n'accepte pas les règles en usage sur le Vieux Continent. S'il le faut, nous pourrions consell-ler à nos clients d'autres destinations », envi-

sage M. Patrick Raynaud, secrétaire général du SNET, en précisant que « la grogne est générale en Europe ».

En attendant, les visiteurs se bousculent mais se montrent vigilants face aux tentations que propose un parc qui est aussi un centre commercial. Chaumière des Sept Nains, atelier du Brave Petit Tailleur : la moindre boutique prend ici des aspects oniriques. Intra muros, une trentaine de lieux de vente essaient de séduire enfants et adultes en mal de souvenirs. Et dans la liste des objets de convoitise les plus invraisembla-bles, la couronne plaquée or de la Belle au bois dormant, à 5 200 francs, figure en

#### Les Ilmites du rêve

La «magie Mickey» n'est pas inopérante. Quoique concurrencées par le chapeau de shérif, les célèbres oreilles noires et la casquette demi-tête de Donald se portent davantage que le tarbouche oriental vendu dans l'Adventureland Bazar. Les Européens résistent apparemment assez fermement. La majorité d'adultes présents dans le parc, le dimanche comme le mercredi, explique peut-être cette force de caractère. En ces temps incertains, le poncho en plastique jaune à l'effigie de la souris reste le seul article qui

Manger et boire font partie intégrante de la fête, ce n'est un secret pour personne, surtout pas pour l'équipe Disney. Le pari de la profusion semble cette fois être le bon. Lorsque les «invités» ne grignotent pas, ils sirotent. Les concepteurs du parc se sont cantonnés dans ce qu'ils savent faire : cuisine américaine à tous les coins de rue. Ces saveurs n'ayant plus grand-chose d'exotique, nul ne paraît décon-

Le service et l'organisation des caisses se révèlent en revanche balbutiants. Comment pourrait-if en être autrement? M. Fitzpatrick s'enorgueillit d'avoir recruté 16 000 cast members, à plein temps ou saisonniers, de 86 nationalités et parlant 34 langues. Oubliant de préciser qu'il s'agit d'un personnel jeune, souvent inexpérimenté, aux salaires peu encourageants (de 5 000 F à 6 000 F bruts pour un emploi de serveur par exemple).

Bruno, sier d'être déjà formateur au bout de quelques mois de présence, ne tarit pas d'éloges à l'égard de son employeur. « Disney te donne ta chance, il ne te demande ni cașier judicialre ni tes papiers militaires. Moi, j'ai quitte l'école à quatorze ans. » Bruno est venu du sud de la France pour devenir manager. Il a un moral d'acier. Représentatif?

«En avril, dans l'un des restaurants du parc, il était courant d'enregistrer huit démissions par jour », témoigne une serveuse visiblement déprimée, qui rêve de retourner dans sa région natale. La disponibilité, l'amabilité exigée par Disney s'avèrent au-dessus de ses capacités. A l'entrée, une étudiante des Hautsde-Seine, qui pensait jouer les caissières tout l'été, envisage aussi de jeter l'éponge d'ici fin juin. Quatre heures de transports quotidiens ont

eu raison de sa détermination. Les contraintes vestimentaires si décriées ne sout plus guère évoquées. Ce sont les faibles rémunérations ou les conditions de vie qui marquent aujourd'hui les limites du rêve. Certes, dans les bourgs alentour, Disney a construit six cents appartements pour ses employés (deux cents supplémentaires devraient être livrés sous peu). Mais les troispièces abritent parfois quatre personnes, les studios pour célibataires, deux, et les loyers s'alignent sur ceux du marché d'lle-de-

« La clé de notre succès repose dans les mains de nos cast members» répète à l'envi M. Fitzpatrick. Il ne s'agit pas d'un slogan vain. Quelques manèges et attractions ne suffiront pas à aiguiser longtemps la curiosité des foules. Au pays de Mickey, tout repose sur un décor exceptionnel, un spectacle permanent, un accueil, un service de qualité, un savoir-faire qui ne s'acquiert qu'avec le

Comment le groupe de loisirs parviendrat-il à fidéliser un personnel jeune, plutôt mobile, où les Français seraient déjà minoritaires, compte tenu des conditions qu'il leur offre? Voilà l'équipe Disney face à un défi à

**MARTINE VALO** 

### **Des voisins** attentifs

OUVERTURE d'Euro Dis-ney, à Marne-la-Vallée, le 12 avril, devait entraîner les foule et le pruit allaient submergar les communes alentour. Des prévisions par trop pessimistes. Aucune des nuisances annoncées n'a été au rendez-vous. Certes, la municipalité de Chessy se plaint des détonations du feu d'artifice qui lliumine le château de la Belle au bols dormant. Et, selon la direction du vent, les habitanta entendent siffler le petit train à vapeur.

Avec sa gare RER et son accès autoroutier, le parc d'attractions ast parvenu à canaliser ses visiteurs sans troubler ses voisins. Mais ce ne sont pas les «invités» de Mickey qui suscitent aujourd'hui l'inquiétude des élus des cinq communes du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) des portes de la Bria, Les employés de Disney, an

#### Foyers-dortoirs et « ghettos de luxe »

Magny-le-Hongre est passé de 350 à 1 150 habitents. La majorité des 800 leunes logés là, dans des appartements construits rapidement par le groupe de loisirs, ne parlent pas français. Ils sont acceptés, mais pas vraiment accueillis dans ce village qui manque de commerces de proximité, d'équipements et de dessertes de trensports. Les boures du secteur IV de Marne-la-Vallée ne veulent pas se transformer en foyers-dortoirs pour jeunes travailleurs. Ni même, lorsque les cadres se seront à leur tour inetallés, en «ghettos de luxe», aussi difficiles à gérer, selon le président du SAN, que les grands ensembles déshéri-

Avec ses soixente-cing hectares, le royaume de Mickey ne constitue que la partie visible de l'enclave Disney. La firme doit en effet construire, en trente ans, sur un territoire près de trente fois plus étendu, un centre commercial, des milliers de mètres carrés de bureaux, un deuxième parc sur le thème du cinéma, des logements... Les élus du SAN, eux, ne disposent pas d'autant de temps pour réagir, s'ils ne veu-lent pas se voir baptiser Dis-

Parce qu'ils admettent qu'ils ne pèsent pas lourd » face à la firme américaine, ils sont condamnés à présenter un front uni. Mais les ressources fiscales pourraient constituer une première source de discorde. Entre les communes ant les zones d'activités et celles se contentant des logements, les revenus estimés à l'horizon 1998 s'étageraient, après péréquation, de

# Amiens réconcilie ses polices

Fonctionnaires d'Etat et agents municipaux ont conclu un accord pour travailler ensemble

de notre envoyé spécial

ABITUELLEMENT, dans les grandes villes, la police de l'État et la police du maire coopérent peu. L'accord qui a été conchi dans la capitale de la Somme bouleverse cette donne. Mais il ne doit rien au hasard. Non sculement le protocole d'Amieus était préparé depuis plus d'un an par le préset de région et le maire de la ville, mais la police municipale paraît réunir toutes les conditions pour être érigée au rang de partenaire d'Erat.

e il est trop simple, quand on est maire d'une grande ville, de répondre que la sécurité ne dépend que de l'Etat, explique M. Gilles de Robieu

(UDF-PR), député de la Somme et premier magistrat d'Amiens. Dévelop-per la police municipale est, pour moi, une étape dans la décentralisation de la mission de sécurité. Il serait absurde d'opposer les deux polices, nationale et municipale». Après son élection en 1989, M. de Robien a créé une police municipale qui a pris tant d'embonpoint - 63 fonctionnaires municipaux secondés par 10 auxiliaires, pour une enveloppe budgétaire annuelle de 13 millions de francs (1) – qu'elle peut difficilement être tenue pour quantité négligeable.

**ERICH INCIYAN** Lire la suite page 11 (1) Le budget municipal s'élève à



CRÉDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Foncier finance vos grands projets depuis 140 ans. 140 ans d'expérience et de réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des sinancements adaptés à vos besoins à des conditions particulièrement intéressantes. M. le maire, si vous avez de grands projets pour votre ville, le Crédit Foncier aura de grands projets pour vous.

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

Pendant trois jours, du mardi

16 au jeudi 18 juin, les collectivités locales vont se présenter aux entreprises. A l'occasion de la troisième édition du

salon S'Implanter, qui a lieu au Parc des expositions de la

porte de Versailles à Paris,

villes et régions ont la possibi-

lité de faire connaître les sites

# HEURES LOCALES

Le troisième salon de l'implantation d'entreprises

# Vichy soigne son visage

La ville de l'Allier rénove son centre et restaure son patrimoine pour attirer les industriels

de notre envoyée spéciale

qu'elles aménagent et les poli-NE image s'impose dans ia ville d'eaux aujour-d'hui hérissée de grues, Vichy se refait une santé, ou plutêt une beauté. Près de 1,5 milliard de francs investi dans une commune de 27 000 tiques économiques qu'elles conduisent. Avec un objectif, comme les élus de Vichy dont nous présentons la démarche : convaincre les investisseurs de dans une commune de 27 our habitants ne passe pas inaperçu. Rénovation accélérée du parc hôtelier (la ville compte 5 000 chambres), des installations thermales, transformation du centre-ville en zone piétonne originale restauration du partiripor du partiripor de partiripor de la central de la contra del la contra del la contra de la contra del la contra del la contra de la contra del la contra de la contra del la contra del la contra de la contra del la co nale, restauration du patrimoine immobilier et culturel, construction d'un futur centre de congrès. Sans oublier l'aménagement de pares d'activités économiques.

Objectif: la renaissance de la cité. M. Claude Malhuret (UDF), maire depuis 1989, n'en fait pas mystère, la ville était sur le point de mourir. Avec plus de 14 % de chômeurs, dont près de la moitié de longue durée, Vichy est le bas-sin le plus touché du départe-ment. Sonnette d'alarme suppléde la population a montré que la ville, comme le département, était en train de se vider.

Vichy n'en est pas à sa pre-mière résurrection. L'ancienne capitale d'été de Napoléon III a perdu depuis longtemps ses fastes d'antan. Reconvertie au thermaliame populaire dans les années 60, elle a vu progressivement fondre le nombre de ses curistes. Elle se tourne aujourd'hui vers la « santé globale », destinée à atti-rer une clientèle plus jeune et plus fortunée. Une fois de plus, la ville s'appuie sur sa vocation tra-ditionnelle pour trouver un nou-

#### Devenir la capitale du cosmétique

Tout a commencé, en effet, en 1987, lors de la signature avec l'Etat d'un plan quinquennal de relance des activités liées aux eaux de source. L'exploitant du domaine thermal de Vichy, la Compagnie fermière, récemment encore filiale de la société Perrier, constitue d'ailleurs l'un des principaux investisseurs des grands

porteur, d'une renommée qu'il reste à acquérir. L'ouverture, en 1993, du Centre de santé globale des Célestins, couplé au nouvel hôtel quatre étoiles du groupe allemand Steigenberger, devrait permettre de consolider cette mage. L'Oréal fabrique déjà ici les produits qui ont hérité du nom de la ville. Quelques entreprises de sous-traitance, de la production de tubes en plastique à la fabrication de bouchons, voi-sineut cette usine moderne. Mais pas en nombre suffisant aux yeux de M. Bruno Pinard-Legry, direc-teur de l'agence Vichy-Développement, qui espère voir la ville devenir la capitale du cosmétique. Reste à trouver des candi-

vités locales, la municipalité s'est dotée, en 1989, d'une structure chargée de prospecter et plus encore de soutenir l'activité éco-

Mais cette fois pas question d'encourir les dangers de la monoactivité. Les industries de la beauté et de la forme sont invitées à venir s'installer et à bénéficier ainsi d'un environnement d'un propriée qu'il mais d'un environnement d'entreprises dens le bascréation d'entreprises dans le bas-sin vichyssois s'approche désormais de la moyenne nationale, sans infléchir pour autant la courbe du chômage. Pour un peu, M. Pinard-Legry balaierait ce constat abrupt d'un revers de la main : e il faut du temps pour que les chefs d'entreprise prennent la parole, pour que les élus se mobilisent, que les populations se mobili-lent, bref pour créer une culture locale du projet. Aujourd'hui, nous sommes prêts!»

# des mentalités

Même écho de la part de M. Gilles Forissier, président départemental du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD). Preuve du changement des entalités, de l'avis du directeur administratif et financier du groupe de construction flectrique Peintamelec : le dynamisme des

adhérents du CID. Au moins dix d'entre eux, sur une cinquantaine, seraient sur le point d'agrandir leurs locaux ou de construire de nouvelles unités. « Si la relance économique se contente de frémir, Vichy a au moins franchi un grand pas » estime-t-il.

Les milieux économiques ont de quoi se féliciter. Car, et c'est là une spécificité locale, ce sont eux qui se sont mobilisés les pre-miers. En 1986, ils ont créé Vichy-Entreprendre, un club d'une quarantaine de chefs d'entreprise, pour « secouer Vichy ». Hormis l'expérience malheureuse d'une ligne aérienne d'affaires à destination de Paris, ils ont fait gvancer bon nombre de dossiers. Le schéma directeur de bassie est aujourd'hui terminé, le désenciavement routier progresse, quinze communes ont uni leurs forces dans le domaine économique au sein d'un syndicat intercommunal à vocation unique. Mais ces pion-niers ont surtout atteint leur objectif : obtenir des élus qu'ils prennent l'avenir du bassin en

# «Le département doit prospecter, la commune accueillir, la région planifier »

Spécialiste du développement local, Eric Woerth précise les conditions nécessaires pour attirer des entrepreneurs

« Les infrastructures sont-elles

- Une collectivité doit être désenclavée, grâce, surtout, aux routes, puis aux voies ferrées. Une récente tude, conduite auprès de plusieurs entrepreneurs par l'institut Démocopie, a mis en évidence l'importance des dessertes routières (le Monde daté 5-6 avril). Contraired'élus locaux, la desserte aérienne n'est pas un critère essentiel. La proximité d'un marché est plus

production : les élus qui ont ten-dance à prospecter systématiquement dans l'agro-alimentaire devraient y réfléchir à deux fois. La présence d'une main-d'œuvre qualifiée et la densité du tissu industriel jouent, enfin, un rôle

- Les aides financières sont-

- Les primes à la création d'emqu'elles soient réservées à des entreprises qui existent depuis longtemps. Avant de distribuer ces aides, il faut donc se renseigner sur la santé de la société, s'assurer que de primes. La collectivité ne doit pas se substituer à l'entrepreneur ou au banquier. Tout le monde doit prendre des risques.

- Doit-on accorder des aides

- Il est bon, en effet, qu'un entrepreneur puisse disposer d'un terrain viabilisé, desservi par une route, d'un bâtiment en crédit-bail. d'une main-d'œuvre formée et. de taxe professionnelle. Les aides indirectes sont, d'ailleurs, souvent beaucoup plus importantes que les

alles mieux préparées que d'au-tres au développement local?

- Toutes doivent avoir une poli-tique volontariste en la matière, mais il n'est peut-être pas bon qu'elles interviennent en ordre dis-persé, comme c'est le cas actuelleperse, comme c'est le cas actuelle-ment. Le département est le mieux placé pour la prospection. Il pos-sède en effet une taille critique, tout en étant proche du terrain. Trop grandes, les régions pour-raient avoir à faire de délicats arbi-trages. Elles doivent plutôt veiller à l'homogénéité des infrastructures. Les communes sont trop petites Les communes sont trop petites pour prospecter, même lorsqu'elles se regroupent. Elles doivent faire porter leur effort sur l'urbanisme.

Privilégier un secteur économique

doivent-elle prospecter?

— Il faut qu'elles s'intéressent un secteur économique précis -dans le secteur automobile, l'activitá des équipementiers, par exem-ple – et qu'elles ciblent une zone géographique particulière. Rien ne sert de se disperser tous azimuts — Doivent-elles installer des représentations à l'étranger?

- Comment les collectivités

représentations à l'étranger?

— Certaines grandes collectivités disposent, en effet, de permanences aux États-Unis on au Japon. Ce dispositif est coûteux, et pent s'avérer décevant. De plus, la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) se charge déjà de prospecter à l'extérieur des frontières. Mieux vaut, dans ce cas, s'adresser à des consultants spécia-

s'adresser à des consultants spécia-lisés dans un secteur industriel par-Les sous-préfets dévelop-peurs ont-ils un rôle actif sur le territoire?

- Ces sous-préfets, mis en place par M. Roger Fauroux, lorsqu'il était ministre de l'industrie, sont souvent des gens de grande qualité.

Mais ils n'ont pas beaucoup d'argent à leur disposition — moins de 400 000 francs par an, juste de quoi faire une étude et une plaquette. Surtout, ils ne restent pas

Et les comités d'expansion? Certains comités d'expansion sont plutôt des services administradifférence entre ces administration et les agences de développement.

- De quelles compétences

- Les développeurs doivent posséder la culture du secteur public et celle du privé. Ils sont souvent issus du monde de l'entreprise, mais ils connaissent aussi les partagent les préoccupations des aménageurs. Ils possèdent des com-pétences en matière de relations publiques et de communication, ils ont une certaine culture financière,

la promotion

- Quel budget leur faut-il? - Il est préférable d'avoir de petites équipes de professionnels très compétents. Les salaires vont de 20 000 à 35 000 francs bruts. Le budget de la structure doit permettre de sous-traiter certaines études et de faire de la promotion.

Que pensez-vous des pla-quettes éditées par les collecti-vités locales?

- Lorsque nous avons organisé le premier Salon s'Implanter, nous nous sommes rendus compte que les collectivités locales étaient toutes au carrefour de l'Europe, et qu'elles offraient invariablement une certaine qualité de vie, grâce à leur terrain de golf...

» Pour prospecter, les collectivi-tés doivent disposer d'outils plus professionnels que les traditionnelles quatre pages en quadrichro-mie. Il leur faut de véritables cata-logues, décrivant précisément leurs structures d'accueil : terrains disponibles, nature du sol, contraintes mité, prix des logements vacants, formation de la main-d'œuvre, taux de chômage du bassin d'emploi.

» Quant à la publicité grand public, elle a est utile que si elle est répétée, ce qui coûte très cher. En

ques sont mobilisés, du maire communiste au président chiraquien de la chambre de commerce et d'industrie, en passant par le député socialiste. Dans cette "bité, la volonté municipale d'aider les entreprises en place et d'en attirer de nouvelles existe, de même que l'appui des collectivités locales, l'action concrète et énergique des chambres consulaires, la présence de l'Etat ou l'influence politique du député François Hollande en ce qui concerne l'avenir du GIAT, aidé

depuis pen per René Teulade, nou-veau ministre des affaires sociales. recenser les stratégies envisages nous avons fait le pari d'accoeillir à Tulle une cinquantaine d'investisde la région. Un colloque doit être organisé le 9 octobre dans la ville, il sera coprésidé par René Teulade, maire d'Argentat (dans le sud du département), et Marcel Estager, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie Limousin-Poitou-Charentes et de la CCI de Tulle-Ussel. Des responsables locaux et nationaux doivent intervenir pour présenter les avantages d'un investissement dans le bassin.

Telegran el

The rest of the second

SCHOOL ST.

English - Comme

- C. 1525

State Green

A THE PLANT IS NOT

THE REPORT OF THE

Palmana.

the Public

ASS.

Carlo Bridge Co.

THE SEASON STATES

See .

SHE K.

A PARTY

E. .

TO M TOTAL

Ch Replan

Trace.

Et ils sont nombreux. Chacun s'accorde par exemple à reconnaître l'excellence d'une main-d'œuvre consciencieuse ainsi que la qualité de la vie dans ce «pays veit». Le schéma autoroutier doit prochainement doter Talle d'infrastructures performantes, le plaçant à l'inter-section de l'A 89 (qui reliera Clermont-Ferrand et Bordeaux) et de l'A 20 (aménagement de l'actuelle RN 20). Les soutiens accordés par l'Etat, mais aussi par l'Europe, sont

Nous nous proposons d'inviter à ce colloque tous les acteurs économiques qui, pour une raison ou pour une autre, entretiennent un tie de la Corrèze et sont susceptibles d'œuvrer pour son développement. Nous prospectons d'ores et déjà des fichiers d'originaires du département, mais nous souhaitons élargir le champ de notre investiga-

Nous lançons donc ici un appel à tous ceux qui, par leurs fonctions dans le monde des affaires, peuvent nous aider à faire bonger les choses dans une ville qui veut montrer, une fois pour toutes, qu'elle n'a rien à envier aux autres en termes de dynamisme et de mobilisation pour l'emploi. Une cité qui doit réussir le pari de sortir de la monoindustrie d'armement et d'assurer une reconversion tranquille.

Laurent Olléon et Pascal Tallon sont étudiants à HEC et organisateurs du Colloque de Tulle. Renseignements: (1) 39-67-83-07.

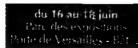
# Changer d'air pour un nouveau souffle. Où en parler ?



Aux trois forums Datar du salon "S'implanter 92".

16 Juin - 17 h 00 : PME/PMI, qu'attendre de l'Europe ? 17 Juin - 15 h 30 : PME/PMI, quels avantages à la délocalisation ? 18 Juin - 15 h 15 : Elus et chefs d'entreprises, quelle stratégie commune ?

Invitation et renseignements: Entreprises et Territoire (1) 45 79 35 78





DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ACTION RÉGIONALE

Aider le pays de Tulle par Laurent Olléon et Pascal Tallon

DÉBAT

IDER un bassin d'emploi en difficulté, sur les ver-sants du Massif central,

deux étudiants de HEC à cette mission. Certes, le programme de notre école nous avait entraînés sur le terrain des politiques locales de promotion de l'emploi. A cette occa-sion, nous avons effectué un tour de France des comités d'expansion. des structures intercommunales à Qu'avons-nous vu? D'abord

l'inégalité des moyens et des poten-tiels. Quoi de commun entre Oricans, Montpellier d'une part, Vervins et Tulle d'antre part? Partout, des responsables politiques, des chambres consulaires, des administrations très impliquées, qui déploient imagination et éner-gie dans cette lutte pour l'emploi. Mais si des régions attirent à elles des géants japonais, en concurrence avec les Länder allemands ou le Grand Londres, d'autres sont dans une situation plus délicate, avec des objectifs moins ambitieux se limitant aux PME et à quelques crés-

## mobilisés

En Corrèze, le bassin de Tulle affronte, comme il peut, une période de reconversion. Bien qu'elle soit la préfecture du dépar-tement, la ville est moins favorisée que ses deux voisines : Brive-la-Gaillarde, ville commerçante et bien desservie, et Ussel, souvent présentée comme le vingt et unième arrondissement de Paris. Tulle, c'est avant tout la «Manu» (la Manufacture de l'armement terres-tre), aujourd'hui rebaptisée GIAT, le plus gros employeur du départe-ment. Le bassin est ainsi marqué par une forte tradition militaire et par une torte tradition militaire et par une compétence dans l'indus-trie mécanique. La main-d'œuvre y détient de solides qualifications, Mais Tulle entame tout juste la diversification de ses activités, ren-due nécessaire par les incertitudes qui règneut dans l'industrie de l'ar-mement.

Et pourtant, cet endroit nous a émus. Ce sens de travail bien fait, cet oubli du modernisme, cet écologisme avant les modes, cette topographie peu banale, ce côté «années 50», tout cela mérite res-pect et solidarité. C'est parce que nous voulions faire partager ce sen-timent que la préfecture de la Cor-rèze nous a confié une opération-pilote de développement local, une mission supervisée par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Limousia et qui intéresse la

Propos recueills per Là, dans le pays de Tutle, tons les RAFAÈLE RIVAIS : élus et les responsables économi-

Menton souhaite entrer dans la modernité grâce à une relance maîtrisée de l'urbanisme tout en restant la mémoire de la Riviera de la Belle Epoque

de notre envoyé spécial

N partie baroque, M (29 000 habitants) a sur-tout été façonnée par le tourisme triomphant de la tourisme triomphant de la Belle Epoque, qui hui a légné villas et palaces aurannés. A la fois excentrée et enclavée entre Monaco et l'Italie, elle est restée longtemps à l'écart de l'expansion urbaine comme du développement économique qui out transformé les autres villes de la Côte d'Azur, Mais la situation s'est retournée. Une nouvelle municipalité a pris les rênes. Les projets foisonnent. La « belle endormie » se réveille. D'où l'idée de l'exposition «Menton, portrait de ville» conçue par la municipalité de Menton et le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) des Alpes-Maritimes. Depuis le 7 mai et jusqu'au 30 juin, elle offre aux Mentonnais, grace à des documents ancieus et à des plans, un double voyage aux origines et dans le futur proche de leur cité (1).

Quelques après arrivée au pouvoir, en novembre 1989, l'équipe municipale décide de sursoir à statuer, pendant deux sur les permis de construire susceptibles d'être déposés dans cinq secteurs de Menton. « Nous nous sous serviceurs de menton. sommes aperçus, explique le maire M. Jean-Claude Guibai (CDS), que de fortes pressions foncieres s'y exer-calent. » Ces ilots, d'une superficie totale d'environ 4 hectares, sont répartis sur l'ensemble de la com-

Tout en laissant jouer les lois du maiché, la municipalité a pu intervenir dans la définition des plans masses et du parti architectural des projets présentés par les promoteurs.

· Comités d'expansion. - Les

comités d'expansion l'Ouest atlantique organisent un colloque et

développement économique : collectivités locales, u d'expansion », lundi juin a Cholet (Maine et Loire)

comités adhèrent au Conse

➤ Renseignements au (16) 42-22-35-29.

organise une « Rencontre

national des économies régionales de la productivité (CNERP), que préside M. Maurice Ligot (UDF).

a Management jardins. - Le

département de la Loire-Atlantique

européenne sur l'architecture et les

indins », du lundi 15 eu samedi

juin, sur le domaine
partemental de Clisson-Gétigné.
Cette manifestation, organisée en

partenariat avec plusieurs organismes de recherche français et italiens, ainsi que le direction régionale des affaires culturelles

de la dictation globale de fonction-

nement, et donne un avis sur les

projets de décrets concernant les

finances locales, vient de renou-

onze représentants de l'Etat siè-

gent en effet 25 élus locaux, deux députés, deux sénateurs dont le mandat est fixé à trois ans.

Les représentants des maires et

des présidents de groupement de communes ont choisi majoritaire-ment la liste présentée par l'As-

sociation des maires de France

[AMF]. Les représentants des pré-sidents de conseil général cont désigné la liste présentée par l'Assemblée des présidents des

veler ses instances. A côté

des Pays de la Loire, doit

AGENDA

Par le biais des procédures de ZAC ou de plan d'aménagement d'ensemble (PAE), elle a, de plus, obtenu de ses partenaires plus de 60 millions de francs de participations financières directes ou indirectes. Ces opérations sont programmées dans les quatre ans à venir. Elles représentent près de 100 000 mètres carrelles que la mémoire est amenicipalité s'attache à réhabiliter—le cas échéant à se réapproprier—pour les ouviers au public. cières directes ou indirectes. Ces opérations sont programmées dans les quatre ans à venir. Elles représentent près de 100 000 mètres carris de planchers sur quatre des cinq secteurs concernés (le dernier est en cours d'étudo). Pour l'essentiel, des logements (plus de 61 000 mètres carrès), auxquels s'ajoutent plusieurs hôtels ou résidences de loisirs, des commerces et services ainsi qu'un centre de thalassothérapie.

Mais le renouveau urbain de Menton passe, aussi, par une série d'équipements publics qui seront réalisés, ou lancés, dans la même période : un collège en centre-ville, une station d'éparation en bord de mer, un IUT des sciences de la vie et de la santé, un centre internatio-nal de design franco-italien et des parkings publics souterrains. Une vértable mue qui intervient dans un contexte démographique favorable.

Menton a cessé d'être, selon ce mot appliqué, naguère, à Nice, une ville « où les habitants naissent à ville « où les habitants naissent à soixante-cinq ans ». Entre les deux recensements de 1982 et 1990, la population a augmenté de plus de quatre mille personnes, avec une nette tendance au rajeunissement illustrée par la progression de 32 % du taux des actifs syant un emploi. Autre élément positif : la décision prise par le conseil général de rééquiliorer le département en créant, à l'est, un nouveau pôle de développement technologique (le plateau Tercier, au nord de La Turbie). Menton mise, enfin, ar une coopération renforcée avec sa voisine italienne Vintimille, qui dispose, elle, de pennoonb bins q, enbace

Les deux villes ont déjà plusieurs projets en commun. Elles réfléchissent même à un système de péréquation de leur taxe professionnelle... a Nos handicaps d'hier sont devenus, aujourd'hul, des atouts», estime M. Guibal. De toutes les villes du département, Menton a été la plus préservée de l'urbanisation. La

BLOC-NOTES

permettre à 70 spécialistes

rseignements at (16)

Finances locales. - L'Institute

for International Research organise

un colloque syant pour thème « La

gestion financière des collectivités locales, consolidation,

budgétaire », à Paris, marcredi 8 et

de la direction générale des collectivités locales, du Crédit local de France, des élus et des

jeudi 9 juillet. Des représentants

conseillacs financiers doivent

41-10-88-22 ou 46-03-14-96.

D Prix du logo. - Le Syndicat

remettra ses troisièmes Prix du

récompenser les efforts des collectivités locales en matière de

➤ Renseignements au (16) 83-37-65-01

national des secrétaires généraux

logo le vendredi 25 septembre, à Arcachon. Ces prix sont destinés à

ral locialistes, rassemblés au sein

de l'Association des départe-

ments de France, ne sont plus

représentés. Bien que leur influence ait diminué depuis les

demières élections carsonales, ils

avaient voulu présenter des candi-

dats distincts de ceux de l'APCG.

Le scrutin mejoritaire

leur n pas permis d'obtenir de

Le comité doit désigner, en son sein, il 18 juin, l'élu qui le prési-

ders. M. Jean-Pierre Fourcade

(UDF), premier la-président chargé la de la région

lie-de-France, qui dirige cette

assemblée depuis sa création.

européens d'intervenir.

transperence, contrôle

► Renseignem 40-41-00-00.

intervenir.

communication.

Renouvellement

du comité des finances locales

Le comité des finances locales, organisme consultatif créé en 1979, qui contrôle la répartition Les présidents de consultation

l'Assemblée des presidents des conseils généraux de France assemblée depuis sa création doit être à nouveau candidat.

pour les ouvrir au public.

« Mais, ajoute M. Guibal, la ville doit, en même temps, évoluer pour vivre. » Urbaniser sans dénaturer n'est toutefois pas évident. Pour M. Guibal, il vant mieux restructurer, de façon cohérente, des quartiers en centre-ville de qualité urbanistique médiocre plutôt que d'assister à une extension de la construction dans des secteurs encore verdoyants. « Ce qui est conforme, souligne-t-il, à l'identité de la ville méditerranéenne au IIIII arbain serré. » Des cinq principales de la ville mediterrancenne au mobain serré. » Des cinq principales villes du département, Menton est la plus petite en superficie (1 405 hectares). En ce qui concerne, enfin, l'architecture, M. Guibal a demandé aux promoteurs de respecter un équilibre « entre le simple pastiche de l'ancien et la création contemporaine agressive». Le centre de thalassothérapie est signé par Jean-Paul Viguier, l'anteur du pavillon de France à l'Exposition universelle de Séville. Mais une prudente orthodoxie a finalement prévalu dans tous les cas. M. Guibal, ainsi, n'a pas osé cautionner un projet du Japonais Kenzo Tange, présenté pour l'ilot Saint-Roch.

Sur le plan des principes, la politi-

Sur le plan des principes, la politique urbaine du maire de Menton et de sa majorité municipale a, généralement, été bien acqueillie. L'opposition de ganche a ainsi voté le «gel» des permis de construire sur les secteurs «sensibles». Mais le consensus sonhaité par M. Guibal n'est guère allé plus loin. Deux des étus socialistes MM. Aimé Bianchi et Jean allé plus loin. Deux des étus socialistes, MM. Aimé Bianchi et Jean Defiassieux - l'ancien PDG du Crédit lyonnais - reprochent, notamment, sa maire de Menton, d'avoir abandonné son projet initial de ZAC amulti-sites». Un seul secteur, en effet, celui du Parc, a fait l'objet de cette procédure dérogatoire au POS. «Par souci, affirment les deux opposants, d'éviter les enquêtes publiques dont les résultuts auraient pu être défavorables et faire capoter les projets (2).»

Le même critique est adressée à

CONTACTS

☐ Le président du CNFPT

que la centre abandonne ses

missions de gestion, pour se consacrer à la formation. Il

élection (le Monde daté

présente ses objectifs. -Quelques semaines après son

17-18 mai), M. Raymond Vaillent

(PS), président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNF?T), a annoncé qu'il souhaitait

demande le déplatonnement de la

cotisation de 1 %, qui alimente le

[Né le 1" avell 1927 à Ramilly-en-Cambrésis (Nord), M. Exymend Vallant a été profes-seur de mathémentiques, puis conseiller en farancion continue au maissaire de l'édaca-tion attionale. Trésorier du Symitent national de l'enseignement technique (FEN) il a parti-cipé à la fondation de la Félération Léo-La-mante mont d'exemple des resonnes des presentants.

cape à la comment qu'in recernitaire.

grangt avant d'y aspuner des responsabilités.

En 1982 II est derem le premier président de l'Agence nationale pour les châques-racquees.

Après deux munists de conseiller municipal (PS) à Seint-Ricc-sons-Fortt (Val-d'Oise), il

(PS) à Seint-Brice-sous-Foret (Vni-T'Une), u a mjoint M. Fierre Massey à Lille, où il a de, successivement, adjoint chargé des finances et du partennel (1961-1964), délégais contamuntaire chargé du personnel (depuis 1963) et pressier adjoint au maire (depuis 1964). Il a été du conseiller régional du Nurd-Pan-de-Cululu aux deraitires élections.]

M= Marcine Marchand-Antheaume

vient de prendre la direction de la

des villes moyennes. Elle remplace

M. Vincent Delpay, devenu conseiller technique au secrétariet d'Etat aux collectivités locales.

ner a manus distribuscione de gradus qu'enflues d'arbaitene et d'architecture. En 1988 elle a été chargée du développement fomeraique en zone rurale au ministère du

Fédération nationale des maires

NOMINATIONS

budget de l'organisme, et se dit

prêt à accorder une plus grande

autonomie financière aux

combain or les de l'encombaitu p. les l'environnement station d'épuration, lun lun de l'o mèt le sucau répond maire l'urbanisme de l'urbanisme d'urbanisme effambée prix de l'immobilier s. Une remarque qui vise l'ibot Saint-Roch, prix l'urbanisme dépassera les 40 manuel l'urbanisme dépassera les 40 manuel l'urbanisme dépassera les 40 manuel l'urbanisme de l

#### Des acheteurs italiens

cependant remarquer que cet exem-ple est particulier et que, là où le coût du foncier est le moins élevé, il est prévn la construction d'au moins 10 % de logements pour actifs.

En réalité, le marché local de l'im-mobilier est largement dominé par une riche clientèle italienne qui rafle tout en bord de mer. « Certains immeubles dans l'agglomération mentonnaise ont été achetés à 80 % par des Italiens», témoigne M. Martini de Châteauneuf,

président il la section de Menton de la FNAIM. Grâce aux acquéreurs milanais ou turinois, le marché de Menton est le seul qui soit encore portent sur la Côte d'Azur. Mais il n'est jamais sain, s'inquiète M. Martini, qu'un mana man une mono-clientèle, » M. Martini comme

M. Laurenti redoutent, aussi, que l'offre soit trop importante. D'où la d'une autorégulation de la part in la profession. Reste l'affilix supplémentaire l'Illiand qui rispe, it is risked in from this trop tarder, d'agproblèmes de manda A pupus de l'expérience urbanis-

tique de Menton - L laquelle il a été étroitement associé, - M. Charle Verrier, l'architecte des Bâtiments de erman de département, au un avis pondéré, « On a sans doute évité le pire, c'est-à-dire un municilise ma peut-être rand was been resulted in faire in l'architecture.» 🗀 la même façon, M. Deflassieux m demande, ironiquement, si, après au «le bijou gu'est Willer - Cartier - L

(i) An Paleis de l'Europe.

(2) Les autres secteurs ont 🍱 conçus sons le régime des PAE, qui offre les mêmes avantages financiers que les ZAC mais ne permet pas de s'affranchir des règles, rigides, du POS, contrairement à l'objectif affiché par le maire de Menton.

# **Amiens réconcilie**

n'a opposé les deux forces de police qui, ici, entretiennent les meilleures région Picardie, M. Henri Rouanet. Le protocole protonge coopéra-tion ville-État bien avec les prévention de la délinquance. d'opposer deux dispositifs policiers, nous favorisé leur complémentarité. » L'accueil réservé par le ministère de rable que l'actuel directeur général de la police nationale, M. Bernard Grasset, connaissait le dossier puisqu'il . préfet . région jusqu'en juillet 1991.

L'absence de reconnu aux polices municipales – dans l'attente d'une loi annoncée depuis plusieurs années – n'a pas été un obstacle insurmontable : celle d'Amiens correspond d'assez près au défini par le tétabli par préfet Jean Clauzel pour le ministre de l'intérieur (le du 29 mai 1990). Le l'assez l'eu, mais sont le de d'armes d'armes d'eu, mais sont équipés d'une municipe d'une d'une radi postative et d'un sifflet Des tests psychotechniques, un jury présidé de la la de procu-reur de la République, manual une sélection drastique (900 par une initiale deax

Le protocole permet désen-gorger la police nationale des qui la détournent le ses missions prioritaires, pré-fet, sans aucune extension de com-pétences de police municipale pré-vues par le code des et le code de la protocole énu-confiées aux « municipaux » : assurer la sécurité primaires am artin il terim primaires 🗷 🗓 service in objets trouvés; surveilpar un système d'alerte électroni-que à la salle opérationnelle de la police municipale); faire respecter la réglementation de la sécurité routière a à l'exclusion de mal contrôles, distribute des voirs de police de la contrôles de du maire Enfin, im policiers munici-paux sont charges d'un « llotage administratif municipal » : ce concept, créé pour l'occasion, veut dans les quarties où - comme

ils penvent interpeller de derpris | there the

Le compte-rendu l'alla la police municipale, pendant la dernière du mois de mai, qu'elle s'occupe contraventions pour tionnement illicite, mai um de la surveillance de bus, d'écoles, de tres commerciaux ou d'espaces Lorsqu'ils interpellent des individus violents, 🖿 🚃 municipaux les conduisent au

America « bavure » municipale n'a jusqu'à présent 📶 commise 🚎 police qui liconhum chaque jour, 🖿 🜬 sur 24. 🜬 🖙 n'en ma moins interpellés, en 1991, trois personnes en fla-Une circulaire, dévoilée la me locale, avait cependant quelque émoi. Rédigée par le responsable de la police municipale, septembre 1991 n'intimait-elle | aux policiers municipaux a procéder au relevé Lister Louis Suspect, petit délinquant, drogué, homosexuel » 🛚 Devant E tollé provoqué, E maire un um illégal.

#### Entente cordiale

Pour l'heure, le au sécurité amiénoises. Un inspecteur principal a detaché de la police d'État, il y a quelques mois, pour s'occuper de la police municipale. Nommé conseiler technique du maire, M. Bernard Delattre, ancien du d'Amiens, veille à l'entente cordiale deux « maisons ». « On n'a 📺 🖢 difficult 🛎 avec 💌 municiqui es se prennent pour cow-boys et n'emplètent pas sur domaine réservé », com-mente un commissaire de l'hôtei de police. L'application du protocole permettre policiers en tenue (en sous-effectif d'environ 10 par rapport aux circonscripthe comparables) is se davantage I la prévention, II dis-

pussion 🖳 la répression. Le 16 juin, une première réunion doit permettre l'adjoint des polices urbaines i la Somme, travailler sur le redéploiement dispositifs d'Ilotage. S'inscril'air du proto-valeur de test : sa signature a nou le « plan d'action pour la sécurité urbaine», amusil pu le ministre de l'intérieur, prône le développement de coproductions de

**ERICH INCIYAN** 

# ses polices

· « Aucun conflit 📠 compétences

relations, reconnaît le préfet 🚈 la a été d'autant plus favo-

#### La bonne tradition des hirondelles»

mois. « Nous avons tout falt pour notre soit exemplaire, assure le maire, bonne tradition des hirondelles et de

tout citoyen a le devoir de le faire -

### AQUITAINE

REPÈRES

Un conservatoire de u plaisance a Bordeaux

L'ANCIEN des sous-marit Bordeaux, un de 45 000 de 45 000 de 6difié par Allemands, l'abandon, industrielle En En ciation différents partenaires nautiques e la Fédéra tion française in voile, la capitale d'Aquitaine vient in constituer sociét d'économie mixte pour transfirme lieux en conserva-toire la plaisance. Quatre-vingta bateaux de collection = - centaines d'objets relatifs i la naviga-tion doivent être «mis en

La ville de la réhabilita-tion de la base, évaluée à 12 mil-lions de francs, la communauté urbaine, le département u la région vont un sollicités pour garantir un destiné aux investissements d'amé-nagement. Les concepteurs du pro-jet, Daniel Charles, authorité archiinu naval, journaliste spécialiste de la Coupe de l'America et Jean-Bertrand Mothe-Massé, skipper, estiment qu'il faut e réaliser des expositions-passion et non pas mei-tre des bateaux en bouteille ». Ils espèrent faire é une part bateaux sur le plan d'eau flot de nombreux visiteurs dès l'ouverture d'une première tranche ils 13 mètres carrés converts, pré-vue l'automne.

BOURGOGNE

Le conseiller municipal

aide 🛍 commune

LES habitants in Montiliot (Yonne) respirent : la petite com-mune de l'Yonne ne va pas mand'eau. La brac nouvelle a ler municipal de ce village qualifié
la direction régionale de l'environnement assule propratique la radiesthésie. Depuis des
mois, baguette de sourcier en main,
il arpente la territoire communal en
ouête d'une hypothétique sources quête d'une hypothétique source qui village de la village nappe une colline qui sur-plombe le village. André Lainé, la téléradiesthésiste qui lui a enseigné le maniement 🖮 baguettes, a la découverte.

Les curtiment départementales l'agriculture # 1 l'équipement ont commandé un sondage électrique au recherches géo-logiques minières. Le conseil général l'Yonne financer travaux de recherches. Si les tests s'avèrent positifs, Montillot ne sera plus obligée d'acheter de l'ain à Availon vivre rythme camions-citernes apportant le pré-cieux liquide mois grande Une dépense dont 🟴 passerait volontiers in maire, qui, avec in habitants, place tous ses espoirs is a la baguette magique la Jean Demey.

#### ILE-DE-FRANCE Accueil touristique

sur l'autoroute A-1

La chambre de commerce et d'in-Paris-Seine-Saint-Denis, en collaboration avec l'Office du doit mettre en place pour la troi-sième consécutive un point d'accueil que sur l'A-1, en direc-«Bison futé», sur l'aire de Vémars-Ouest, dans le départem du Val-d'Oise, sur l'aire de fonc-tionner du 19 juin au l'août inclus.

Il sera par trois agents bilingnes chargés ir recevoir les automobilistes et donner des informations la région Rede-France et, plus particulièrement de-France et, plus particulièrement ur le département de la Seine-Saint-Denis (réservations d'hôtel, de terrains de camping, etc.). La chambre de commerce estime que l'ouverture du parc de lo l' d'Euro-Disney, Marne-la-Vallée, devrait une augmentation de fréquentation du bureau de renseignements temporaire cette année. Ils ont été plus de deux mille, en majorité étrangers, à faire halte dans point l'an

Ce supplément « été réalisé avec la collaboration 🖦 correspondants : Mar-tine Boulay-Meric (Bobigny), Ginette Mathe (Bordeaux) et Vincent Rousseau (Auxerre).

Aider le pays de Te

son visage

# HEURES LOCALES

# L'avenir de la région lle-de-France

MIGINS YIAL

# Des projets immobiliers hors les murs

Les grands promoteurs s'arrêtent à l'autoroute A 86, mais l'influence parisienne déborde les frontières administratives

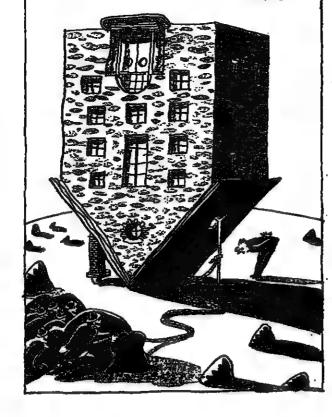
ES grands noms de l'immobilier n'aiment guère la géosien? Pour eux, il a Walland : une incognita, un «ventre mou». Entre Paris = incognitains du Nord (Lille), de l'Ouest (Rennes, Nantes), (Stras-bourg, Nancy, et du (Lyon, littoral méditerranéen), leur vision de l'Ile-de-France 🚾 ellemême bien réduite, s'arrêtant pour beaucoup aux bordures el l'auto-A 86, c'est-à-dire aux limites

Certes, sur la les terme, il tendance joue en limit d'un accroisgrammes de village, par exemple, s'éloignent en plus en plus profondeurs la Seine-et-Marne du VIII tandis locaux d'activité entrepôts poussent aux la région.
Pour preuve, le réseau l'UCB,
banque spécialisée les créimmobiliers particuliers et aux entreprises, l'a récemment implanté l'Meaux.

#### Augmentation des prix

Mais la crise brouille un peu les du chiffre d'affaires, les promoteurs et commerciaux leur acti-vité sur des valeurs sûres, donc cen-aux portes de la capitale. Od encore, pour les promoteurs, à s'engager dans des programmes d'habi-tations en périphérie peu chers, pour parer le désolvabilisation in la clientèle.

Peu séduisantes .... des grands promoteurs, les campagnes de l'Ile-de-France de vivent moins dans l'acces de l'acces de logique qui s fait tache d'Mile s qui a affecté plusieurs départements limitrophes au cours des rende années, notamment en matter



prix croissants refoulent vers périphérie des populations modestes en quête du pavillon de imm rêves. Dans le sud 🖦 l'Oise, 🌡 25 kilomètres de Paris, le mouve-

PAR EMERNISM et les prix

#### ment existe depuis toujours. - Mais 📓 pression est devenue telle qu'on 🔤 demande comment on pourra l'endi-guer », s'inquiète directeur de l'Agence départemenpour l'information sur le lanment (ADIL). En harris de la nationale I, le canton de Noailles a ainsi 24 1 2 malianti entre

# Deux millions de ménages pourraient prétendre à un logement en HLM

N lle-de-France, and rési-cu principale an cinq au une HLM, soit une proportion comparable à proportion comparable à celle des grandes aggiomérations de 100000 à 2 millions d'habitants. Le parc, situé pour l'el petite confortable : confortable : confortable : le région 19 carrés), occupar familles nombreuses personnes 2,4 m privé libre); 30 mérgers occument H.M. comparances accument H.M. compar ménages occupant im HLM comp-4 personnes ou plus.

Qui prétendre un loge-HLM ille-de-France? Il j a quelques mois, l'IAURIF (Institut la région d'lie-de-France) em posé la question es savoir quel les la ménages qui satisfal-saient, l'idéal, aux social (1).

L'équation simple 867 900 HLM pour 1 934 000 ménages (47 % des Franciliens) ayant les revenus impossinférieurs aux plafonds vigueur pour espérer y entrer. A ménages provinciaux ce (ils gagnent en moyenne moins que la Franciliens H I plafonds il ressources plus bas).

Il y a dix ans, il y avait beaucoup plus de ménages qui pour littlet pré-tendre à ....... HLM (72 % des Franet 84 M province), mais pouvoirs publics limité réévaluations des plafonds : ceux-ci n'ont progressé que de 42 🖫 📟 1980 et 1990 alors que les revenus

La proportion d'ayants droit croît avec la taille des ménages : 70 % des familles de Il personnes et plus. Mais, ils sont également nombreux (58 %) dans les ménages d'une seule personnes : jeunes | personnes âgées. En outre, 77 % des ménages franciliens dont la personne de référence est unusual ont

des ressources inférieures mus pla-11 % pour coux de nationalité française).

Finalement, 35 % des ménages dont revenus sont
limites institutes
logés en HLM. Ils y occupent les
deux tiers du Mais la proportion d'habitants HLM dont tion d'habitants HLM dont revenu dépasse la plafonds est plus la portante Ho-de-France (31 %) qu'en province (18 %). Signe de la mille Ho-de-France de la système : 37 % Le Franciliens occupent leur HLM depuis plus indix alors 18 % seulement provinciaux sont la ce cas. Bien évidemment, c'est parmi eux se remain de occupants dépassant plafonds (37 %). Le phénomène n'est pas nouveau : 1975, 54 % des locataires HLM 📥 l'agglomération parisienne avaient revenus supérieurs aux maxi-(18 % province).

#### Plus pénalisés que les provinciaux

14 ménages qui pourraient prétendre à une HLM mais n'y arrivent trouver une solution le parc locatif pénalisés que m provinciaux. D'où difficultés pour certains revenus supérieurs aux plafonds, ont insuffisantes pour louer libre. Logés, il donc condamnés i rester dans leur habitation qu'elle leur convienne un non. D'autant que l'annum privée ne cesse de se réduire. Les difficultés raccession I propriété (envoiée des prix, crédit rare et cher), 🖿 ne peut donc que s'inquiéter risques ces données dans la région parisienne.

### FRANÇOISE VAYSSE

(1) Il ne s'agil pas dans l'étude de l'AURIF d'étudier les conditions d'attri-bution de ces logements et encore moins d'en dénoncer d'éventuels abos.

varient. Situés 🚃 💯 france 🖷 900 miles le mètre carré de licrain en limite de l'Illanda France (Chambly, Méru, Creil), Ille prix déclinent jusqu'à 200 francs I mesure que l'on s'éloigne 🕶 le Vexin, 🖡 l'ouest, ou vers Beauvais, au nord, cette dernière villa connaissant récemment une certaine surenchère 350-400 le mètre Le amer de l'A 16 petit-être... = Cri mentalents of waterstand in sufference of 🚁 🖦 avec 📥 raisonnements de Parisiens », poursuit Claude Mailland. Ils everber alum terraner sur

# pavillonnaire

le long de lignes EVET Paris-Chartres Paris-Normandie, ou encore dans in nord in Loiret. Agent immobilier responsable départe-mental Fédération immobiliers (FNAIM), Ghislain Lebreton regrette cette poussée pavillonnaire : il 🛋 mieux valu faire la pari la la restauration de l'ancien.

Pour lui, coupables tout désignés. Ce de la constructeurs de manual individuelles, qui jouent me la laboral de mar Le vendeur est alle les describes de belle limousine, pour amener oux Florélites, un village-expo à 🗚 🗠 📥

qu'après. Les compeu, préemptant les monte lorsque clients ne semblent suffi-

ils pourront in ill leur pavil-

lon», raconte ce le soucis

Dans catégorie « refoulés » d'Ile-de-France, men-tionnons le maisons II retraite. Dans la région de Sens (Yonne), par exemple, une dizaine d'opérations ont fleuri Illation away vingt-cinq trente petits appartements I vensiens, des Deraritames pel louent explique Eric Sardi, professionnel président départemental la FNAIM, Ça marche moins bien direction 🦓 🏲 🖦 sanitaire 🛒

#### La qualité de vie d'abord

Life and his name in habitants départements limitrophes de-France ne le que des exclus, de là. A ma la man poussée pavillon modeste, typique 11.
80, 11 en effet apparue 11.
clientèle plus argentée, 11.
d'un habitat récile qualité un vie. Brette, agent immobilier de Claure président départemental le la FNAIM, témoigne ainsi d'un intérêt récent des Parisiens pour de belles en ville, un manoir un hôtel particulier à 1,5 million

Si Clarura diliz de Calina médiéveux, 🗠 🖂 🐧 Lines est Dans l'Oise, les lacalités prisées Chantilly ou nellement protégées, ou encore les villages classés.

voyalt pas de l'annu à Chartres, explique Camilli Brette, Mutar nant, on en voit beaucoup. Le mouvement s'amplifie très lentement; 🛚 est significatif que Chartres rentre un peu dans la mouvance parisienne. 🗈

Quant au marché de la résidence secondaire, il a toujours été actif dans certains secteurs voisins de l'Ile-de-France (vallée - l'Yonne, Vexin français, Perche...). Une évolution ries country : la definition mtr !'hhbi principal et la maison secondaire de plus m plus Les propriétaires de comme campagne la utilisent comme de famille et y vicanent au maximum, ne qu'un pied-à-terre | Paris. formule qui mam & baptiser.

# L'Oise dans le sillage de Roissy

ORS if the demands at an incident d'entreprise, il un un ind success se développe and a conti-la l'agglomération parl-sienne, c'est and du départequi, partant l' Cergy-Pontoise et la Roissy, s'étend jusqu'à l' Compiègne. Certes, ici ailleurs, la conjoncture a opérations il y a là un potentiel. «Depuis ou par-E. C'est un axe économique, presque indépendant le Paris », témoigne Jean-Pierre directeur associé du cabinet immobilier Jean Thouard, et sans doute l'unique spécialiste

Entre Creil et Compiègne, les rôles sont bien départagés. Creil l'industrieuse offre aussi bien un patrimoine ancien reconverti par des investisseurs particuliers en locaux à louer (150 francs par mètre carré par an pour des ate-liers, 300 francs à 400 francs par mètre carré par an pour du bureau) qu'un parc d'activités récent (350 francs par mètre

réduit mais il bel bel bien.

Complègne en manuta de la réputation, plus récente, au dynamisme a ser immer technologique et au activités s'y rattachent, high ment ou entreprises décentrali-Paris. 🕍 disponibilisont plus de la programme de bureaux de la SAE affiche actuellement mine 650 sale at 800 fance par mètre card par an, den niveaux honorables, environ 111 % Pulmi clar que Rigion à la lace tion... male contaminant plus pour leurs acquéreurs,

opérations phares : la grande zone d'activités de Paris-Oise, sur sur sur geur de l'autoroute A 1, le lancement d'un parc club 📠 la et bientôt une autre zone d'activités importante i limi is future # 16. Combien d'années faudra-t-il pour 🔤 remplir?

# **Tous verts**

L'environnement sera au centre des débats du conseil élu au mois de mars

ES Franciliens sont de plus en plus nombreux qu'ils en ont assez. du bruit d'abord, assez béton, assez des décharges, assez des fumées et de la pollution, assez tures et dans des transports en com-mun de plus en plus inconfortables. Les mouvements écologistes l'ont bien compris. I pour tout visit-de si simples routier! Assez roulé, on réfléchit! Agissons comme une espèce responsable pour gérer l'économie!» (Les Verts); « Développons les transports en commun l Pour une politique industrielle non poliuante! Vive L démocratie de participation!s (Génération Ecolo-gie), ils ont recueilli plus de 18 % des voix aux dernières élections

Ce qui rend depuis mars dernier, il conseil régional d'Île-de-France difficilement gouvernable sans l'ac-cord, du moins tacite, des trente-huit élus écologistes (la deuxième force politique en importance dans
assemblée de 209 conseillers).
M. Michel Giraud, président
(RPR) l'exécutif, a dit l'apprés (RPR) l'exécutif, edit le prêt l'établir avec un majorité ». Il présentait 2 juin, l'assemblée régionale, une communication et l'essemblée régionale, une communication et l'essemblée régionale, une communication et l'essemblée régionale » n'a pas échappé aux étus de l'intergrupe Les Verts-Génération Ecologie. M. Dominique Simonnet, président du groupe Génération Ecologie, devait d'ailleurs répondre les distant de l'interpréciait que l'espende dessier fait notre la la conseil régional porte ce fait notre la la conseil régional porte ce document.

Dans ce document, L. Ulnum présente d'abord le bilan de la man-dature précédente. 2 milliards de francs ont été consecrés à l'environnement stricto sensu, sans compter
part des contrats régionaux et
ruraux qui participent à l'amélioradu cadre de vie, l'Insertus
dans l'environnement des grandes infrastructures routières et ferrorégionale des espaces merts, et du eaglini limane sux estadionia locales pour la sanvegarde du patri-moine et des paysages urbains et ruraux. Le para de Marne polpolitique régionale en la de la dépollution des caux. M. Ciraud souligne également dans son rap-port l'importance subventions aux programmes de traitement des déchets et de lutte numbre de bruit et la pollution atmospherique. Enfin, conseil régional rappelle les bases de loisirs et les passes de loisirs

#### · Plan vert · et « plan bleu »

Le président du conseil régional

Le président du conseil régional
cependant que beaucoup
reste à faire. La dépoliution complète in rivières su est eacore
qu'à ses débuts, les inondations
catastrophiques qui in frappé le
nord de l'ile-de-France au début
du mois de juin, le souligné la
composite de la région
parisienne manque d'espaces verts. parisienne manque d'espaces verts. Après la fermeture progressive des décharges, beaucoup de communes refusent les usines de traitement des déchets, just up polluantes.
Le problème du bruit reste entier :
commune comme
Saint-Georges (Val-de-Marne) est à
égard une véritable usinisl'accumulation de nui-sances de la route, des voies ferrées et les avions. Les des et les et les avions. Les et les de dégagement les de dégagement les auturées des leur les auturées des leur les auturées des leur les auturées de l'accompagne l'étien services publics et en équipements collectifs. Un véritable maillage de l'Île-de-France en transports collectifs – toujours à faire – éviterait pourtant l'usage exclusif de la voiture individuelle.

Prêt à donner des gages de bonne volonté aux écologistes, M. Giraud propose donc ce qu'il appelle une « viston globale de l'action de la région, fondée sur une attitude de coopération avec la nature. » Son « plan écologie pour l'Ile-de-France » se décline en sept volets. La mesure la plus spectaculaire du « plan la plus spectaculaire du «plan vert» est la plantation de quarante milions d'arbres en vingt-cinq ana. Le «plan bleu» se donne pour objectif de dépolluer, en moins de dix ans, toutes les rivières d'Ile-de-France, mais aussi de mabit en place une gestion globale des caux, notamment en ce qui concerne la

prévention des inondations. La autres robes du plan s'attaqueront aux déchets, à la pollution de l'air et au bruit, ainsi qu'à l'aménagepaysager II prévoit
également des actions pour un
a renouveau des transports collectifs » grâce aux liaison tre six
lignes de RER au projet M. Giraud se projette ég dans un avenir plus lointain

LUTECE et MIRE, réseaux ferrés villes nouvelles l'ensemble du parisien. Un déficit d'exploitation de mouvelles infra-structures atteindrait milliards francs par an, soit deux fois ce que manna mjourd'hui l'Etat, m collectivités locales et les entre-

#### « Arrêtons la délire automobile»

écologistes. Le disent les par le décologistes. Le disent les budgets ponctuellement les budgets le disent les despires du plan des derniers chapitres du plan Giraud, maladroitement les despires du plan despession les despires de plan despession les despires de le disente de le dis Giraud, maladroitement aville» la réconcilier l'automobile de la ville» la fait bondir. « M. Uralaisse entendre que des mesures ponctuelles suffisent à améliorer la qualité de vie en île de-france, mais la solution aux problèmes de qualité de vie que rencontrent chaque jour les Francillens-passe avant tout par une remise en question globale de la politique suivie ces dernières années, et en particulier de la piace laissée à l'automobile», explique M. Philippe Le Pont, président du groupe Les Verts au conseil régional. « Ces dix dernières années, les investissements sont allés pour les deux tiers à la route, pour un tiers seulement à la route, pour un tiers seulement aux transports collectifs. Il faut rapi-dement Inverser la tendance. Arrêtons le délire automobile.

Génération : Reologie demande par exemple à M. Girard (RPR) s'îl prêt i intervenir du du man de Paris (RPR), pour que celui-ci sur ce que M. Simounet la politique absurde des axes a « Il jaut l'exemple du centre plétonnier de Strasbourg», ajour plétonnier de Strasbourge, ajour plétonnier de Strasbourge, ajour plétonnier de Strasbourge, ajour égale. Pont. Les écologistes refusent égale ment qu'on impose sux de l'Onest parisien le bouclage de l'A-86. Les Verts, eux, accepteraient cependant la concession è des sociétés privées de nouvelles urbaires à condition soient essentiellement construites en souterrains.

Les écologistes remettent surtout en cause le choix, partagé par les pouvoirs publics et la majorité du conseil régional, du développement l'Ile-de-France. Qu'il soit l'Ile-de-France. Qu'il soit maîtrisé s comme l'indiquera prochain directeur (lire ci-contre), ou adurable s comme le souhaite Giraud, tout développement risque, selon eux, d'entraîner aggravation muisances : « Il faut mettre la priodification des arthdéconcentration des activités de déconcentration des activités de l'Île-de-France. Il faut de l'Île-de-France. Il faut de l'Île-de-France. Il faut de l'Albandonnons de l'Albandonnons de l'Albandon des d'excellence et diffules de l'Albandons la Roissy. La favorisons le dévelop-Roissy, favorisons le dévelop-pement de la région d'Amiens, cetui des Paris », ajoute M. Simonnet.

The world on

2017

to,

2 2 may

The second secon

The second secon

A STATE OF THE PARTY OF

100

The second secon

Paris », ajoute M. Simonnet.

Un programme auquel M. Girand ne semble pas prêt à souscrire : a Qui paiera les infrastructures, les équipements, l'amélioration des transports en commun si l'île-de-France n'est plus compétitive pour accueillir les grandes entreprises européennes? Toute diffusion des emplois et de l'habitat n'est-elle pas contradictoire avec la réduction de l'emprise de la voiture individuelle? Comment peu-on imaginer un maillage raisonnable de l'île de-France en transports collectifs si on empêche la constitution de grands pôles de développement? » Faute de consensus sur l'avenir de la région, il reste I l'exécutif régional et aux écologistes à se mettre au moins écologistes à se mettre au moins d'accord sur une proposition concrète de Génération Ecologie : relancer la mana de consultative d'environnement. Ce devrait être facile puisqu'elle avait été créée par un certain Michel Giraud, avant que celui-ci ne démissionne de la présidence de la région Ile-de-France en 1988,

CHRISTOPHE DE CHENAY

verts

# Les donneurs français vont lancer une pétition contre la commercialisation du sang

M. Jean-Marie Habouzit, prévoles, 🖪 annoncé, vendredi 12 juin, au congrès de la Société nationale de transfusion sanguine à Toulouse, le lanced'une pétition nationale réclamant la modification d'une directive européenne notamment les produits dérivés du sang à des médicaments et autorise leur commercialisation dans l'ensemble de la CEE. Lors ministre de la santé et de l'action humanitaire, a, pour se nise du sang sera en piece dès fin du mois de juin.

TOULOUSE

de nos envoyés spéciaux

Quelques jours avant la comparution devant la dix-septieme cham-bre du tribunal correctionnel de pre du tribunal correctionnel de Paris de quatre asciens responsables de la transmission et de la publique inculpés dans le cadre de la contamination des hémophiles français par le virus du mon, a serzione congrès de la Société française de transmission same pouvait, contrairement aux culpa prononcé per anelones respon-sables et des policiées contre des membres du gouverne-ment de 1985, impor-tante réunion fut l'occasion pour M. Kouchner d'exposer, pour le pro-mière fois, devant les professionnels de la transfusion sanguine la réforme de leur cadre d'activité (le Monde du 28 mai).

**MIN** 

- 355.67

THE PARTY OF THE P

- 2

Cette reunion

Caborder un p

méconnu
grand public m

ii, avec la prodmité de l'échéance européeune
1993, pourrait rapidement prendre
une dimension polémique. Il trouve
mo origine dans l'adoption, le
14 juin 1989, par les douze pays de
la CEE, d'une directive (LU/381)
oradifié le same et le plasma human qualifie le sang et le plasma humam de « matières premières » et leurs dérivés de « médicaments ». Cette formulation impose aux firmes frac-tionnant le plasma humain afin de tionnant le plasma humain afin de fabriquer des substances thérapeutila bumine, immunoglobulinea, de coaguitos etc.) de response de coaguitos pharmaceutipréalables aux autorisations untre sur le marché. Il ce dernier point peut être interprété de manière positive en matière de securité transfusionnelle, il ne saurait masquer les dangers d'une dérive qui introduirait le sang et ses dérivés dans les circuits commercianx de l'industrie pharmaceurique du marché.

#### Une grande confusion

La formulation de cette directive – qui avait, m 1989, été adoptée sans la moindre opposition des milieux transfusionnels – donne milieux transfusionnels — donne aujourd'hui IIII différentes lectures. Selon Me IIII Lévêque, avocat II Paris et spécialiste des questions de transfusion sanguine, « ce texte proclame à la jois que les produits dérivés du sang seront consulérés comme des médicaments à compter du 1 janvier 1993 et, dans le même temps, II se réfère aux principes éthiques définis par le Conseil de l'Europe en 1986. Il s'ensult une grande confusion; et une grande liberté accordée aux IIIII este sont une grande liberté accordée aux IIIII aseule sohaton serait ici d'adopter, à propos des produits dérivés du sang, un règlement de mantère à assurer nationales existantes p.

Les responsables de la Fédération française des donneurs de sang, qui groupe environ huit cent mille personnes (sur deux millions de donneurs annueis) décidé de pétition nationale pour soutenir position de la France concernant la directive eurondenne 1989 ». la directive européenne 1989 ». Selon M. Jean-Marie Habouzit, pré-sident de cette lédération, sident de cette tedération, de la directive, dans sa rédaction actual, ann an arguera pas, dans notre déclencher forte opposition dans l'opinion public f. Kouchner public de la constre récent ann organisé à Eginal, qu'il alian en demander une réé.

manière à faire figurer, oux chiés des principes de sécurité et de qualité des substances dévivées du sang, les principes éthiques. Nous soutenous une telle démarches. Evoquant la prochaine pétition, il estime « résuir très rapidement entre un million et deux millions de signaturers, et si rien n'était fait pour interdire la commercialisation en France des produits dérivés du sang obtenus à pactir de donneurs rémunérés, les donneurs de sa fédération, « s'opposeront à la mise en œuvre de cette directive » selon des modulités pon définies.

comme des médicaments, a souteau à Toulouse un représentant de la CEE. On comprendrait mal que l'on puisse s'opposer à un texte qui garantit la nécessité et la qualité des produits à usage thérapeutique. Mais, en toute hypothèse, un Eta membre doit transposer juridiquement une directive comme celle de 1989. S'il ne le fait pas, il s'expose à des poursuites devant la Cour de justice de Lucembourg.»

emlique le docteur Bernard Genetel explique le docteur Bernard Genetot.

Lei clair que, dès l'an prochain, les
res masables des établissements hosnitaliers publics ou privés qui auront
e choix entre les deux types de produits seront amenés il choisir les
moins chers. Or, ces derniers proviennent le plus souvent, comme en Allede pays où les donneurs sont
templetes mine en sin le morché rémunérès, voire – vin le marché international du plasma – de paya comme le Brésil où l'on «saigne» véritablement les donneurs. C'un pourquoi il importe que la directive ne se la te pas à encourager le don de sang bénévole et gratuit mais

L'enjeu de la réforme du système transfusionnel apparaît aujourd'hui beaucoup plus clairement. Il s'agit en effet, tout en conservant l'éthique traditioanelle du don, de dépaser la thérapenti es qui proviennent de systèmes , à la différence de ce que soutient le projet de loi gouver-nemental de bioéthique, le corps comme l'explique le professeur Georges David, ancien Comité national d'éthique,

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCH!

e Aucun les et toutes les

vendredi soir, M. Baland et

M. Ange Mancini, chef de la police judiciaire de Versailles.

chargé de l'enquête. Des

moyens exceptionnels ont été

pourtant mis en œuvre

de retrouver les deux bambins : un peu plus de deux

cente hommes ratiosent, depuis mercredi, un quadrilatère de

notamment les tours du Val-Fourré (caves, cages d'es-

calier, parkings en sous-sol, etc.), le bols de la Butte verte,

hypothèses », reconnaissais

### FAITS DIVERS

La disparition de deux Mantes-la-Jolie

# « Ca pourrait être mon frère »

De démons de HLM, lin ne se sont pas subitement transfor-més en anges de banlique, mais-leur élan du cour mérite d'être connu : une trentaine de jeunes du Val-Fourré, immense ZUP (25 000 habitants) de Mantesie Jolie (Yvelines), participent eux recharches déclenchées depuis mercradi pour tenter de retrouver deux enfants maliens, disparum dans cette périphérie de la ville. Omar N'Dieye, garconnet de trois ans et demi, et Diarivatou Kamara: fillette de deux ans, ont été vus pour la dernière fois, selon les témoignages plus sérieux, la lui juin vers III heures, traveraant main dans la main la RN 13, à qualques centaines de mètres de leur domicile.

Cas jounes, qui savent être edurs > Il l'occasion, ont offert spontanément feur side aux autorités : quand on connaît entre les bandes de la démarche et les policiers, la démarche n'était pas évidente. Mais, comme le dit Sekou, douze ans, a Omar et Dia, ça pourrait être mon frère ou ma acoura.

Même si certains avaient l'impression, comme l'avouait un autre gamin, d'être sur «le pisse de Xapaten» (jau télévisé), il y avait quelque chose d'à la fols incongru et réconfortant à voir côte à côte ce jeune loubard et le policier qui l'avait interpellé deux jours plus tôt pour tenta-tive de vol. Des policiers, en même temps surpris et satismot de M. Claudé Baland, sous-préfet de Mantes-la-Jolie. « Et puis, confie un inspectaur en civil, ces jeunes nous épaulent aussi, dans la mesure où lis nous servent de caution pour pénétrer dans les immeubles et interroger les gens ». Sans résultat, toutatois, jusqu'à pré-

ob jouent la plupart des enfants, la zone des carrières, très acci-dentée, le bassin d'aviron et l'éteng de la Sabière. Toutes les catégories de seuveteurs sont représentées (pompiere, gendarmes, policiers, CRS, militaires, Croix-ion, etc.) et cette mobilisa-tion ne la pes tre la mat d'un hesard, mais plutôt une façon de dire à la population, grande majorité inmigrée, drame a. Une opération à la fois matérielle et psychologique, illustrant les nouveaux rapports population-autorités, voulus notamment par M. Paul Picerd, maire socialiste de Mantes-la-

Heste l'inquiétude, grandie-sante au il des heures, concernant deux enfants en bas âge. Reste l'inconscience de tous cas parents qui laissent des myriades d'enfents sans surveil-lance dens le bois de la Butte ansig and dried and a series d'eau et des routes. Si l'on sait que les deux bambins ont traversé, mercredi vers 19 haures. tomobiliste qui a témoigné a faill les écraser...

MICHEL CASTAING

u Le mombre des sons logis de Vis-cennes a doublé. — Le ministre délégué au logement, Marie NoElle Lienemann, a dénoncé, vendreda 12 juin, la « mouncier vollent » de le Ville de Paris en matière de loge-ments sociaux, il propos de l'affaire des familles africaines qui campent depuis le 🗷 mai sur l'esplanade du château w Vincenaes. En réponse, M. Jean Tiberi, premier adjoint an d'une telle déclaration, ajourant leur interfisent l'entrée.

qu'a un relogement serait parfaitement injuste et immoral à l'égard milliers de de loge ments, un responsable de Médecina du Monde a annoncé qu'actuellement 271 familles - contre 150 au départ, - dont 1 087 enfants, dans des conditions déplorables, sans accès à l'eau et sans annitaires, d'antant que, désormais, maire de Paris, s'est dit estimpéfés la phipart des cafés environnants



• Le Monde • Dimanche 14 - Lundi 15 juin 1992 -13 **SPORTS** 

Le championnat d'Europe des nations

**GROUPE 2:** Pays-Bas-Ecosse 1-0

# McCoist ou l'impuissance écossaise

La Pays-Bas ont battu l'Ecosse 1 à 0, dans le groupe 2 thampionnat d'Europe, veninin à Göteborg. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Dennis Bergkamp,

GÖTEBORG

m notre envoyé spécial

Cinq fois, moins, Allister McCoist a levé man II en II attendre la passe, le remise, le centre importe quoi qui puisse lui persectre de toucher un ballon et de l'expédier au fond un vint. Ally, son diminutif, eut besu leur décocher ses regards les plus noirs, ses coéquipiers qu'à leur guise. Ils commente à se cogner la défense néerlandaise, ou il taper comme des mules dans le ballon. Ils le condamnaient à se transformer en autiste naient à se transformer en autiste des surfaces de réparation.

Jusqu'à la vexation suprême : milien de deuxième mi-temps, Andy Roxburgh, le sélectionneur écossais, sortit son attaquant. «Javais besoin de jambes fraiches», expliqua-t-il sans prendre de ganta. Les supportem écossais, qui pourtant perdent rarement une occasion de se montrer chaleureux, ne furent pas plus courtois. Il peine saluèrent-ils leur joueur vedetts. Et pour cause : ils ne favaient pas vu jouer. C'est donc du me de touche qu'Ally McCoist, queiques instants plus tard, vit Dennis Bergkamp saisir la chance que ses équipiers ne lui avaient pas

offerte, inscrire le but qu'il n'avait

Mais voilà, Ally McCoist n'a d'écossais que le maillot, le noar, la bonne bonile faconnée par le vent des Highlands et le gabarit de fox terrier. Son jen semble venu d'une autre partie du monde, celle dont les Britanniques se méficat le plus : le Continent. Quand ses camarades le ballon pour mieux courir après sans se poser de actions, lui se délecte de passes courtes, de une deux bien hullés. A côté de ses équipiers qui bonsculent et passent en firm McCoist se régale de frôler l'adversaire en dribbles ouvragés. Autant dire que d'une année, puis dans moontrée natale, son plaisir fut

méfiance de la part de se entraîneurs. Avant de s'imposer, I

se voir supplanter par dre, mais plus orthodoxe. Et la confiance qu'il a fini par gagner lui est toujours mesurée chichement. Vendredi soir en refusant de répondre ses suppliques de une deux, un le la se débrouiller avec ses rares ballons, les joueurs écossais ont inconsciemment lui faire nouvelle lui multi-rence. Ils ne se rendaient pas compte qu'ils se condamnaient eur-mèmes à l'impuissance. Car en assu-rant leur dernière passe, en s'appli-quant un peu devant il but adverse, ils auraient pu faire mieux qu'inquiéter les stars des Pays-Bas, visi-

Ils auraient sortout évité ainsi de confirmer leur réputation. Les Boosanive très bien à réussir le plus dan, pour mieux gâcher le plus facile. Ils jouent les terreurs pendant les climinatoires des grandes compétitions, puis mransforment en agneaux voués au sacrifice pendant les phases finales. Et les posent eux-mêmes, avec une belle constance, la tête sur l'antel. Dervis 1972 ils n'ont pes raté une seule Coupe du mais ils n'ont pes réussi à en fran-chir le moindre premier tour. Dans le stade de Göteborg, ils ils ont seulement fourni à l'Euro un dont on finissait par pérer : la victoire d'un favori.

de rodage.

JÉROME FENOGLIO

GROUPE 2 : Allemagne-CEI, 1-1

# La CEI s'enhardit

La CEI et l'Allemagne ont fait match nul (1-1), vendredl 12 juin à Norrkopping. Les joueurs a sélectionneur ukrainien, Anatoli Byshovets, ont faill créer une grosse surprise, l'équipe allemande n'égalisant qu'à la dernière minute de jeu.

NORRKOPING

de notre envoyé spécial

ils étaient déjà tà avec leurs minibus et leurs camping-cars en tout début d'après-midi. Les supporters nombreux étendards ngités par les nombreux étendards ngités par les Allemands tépond un «ex-Soviéti-que» qui s'enhardit II sortir III un veste, de temps à autre, un drapean sough, frappé de la faucille et du manteau, si petit qu'il en est ridicule.

Au fil des minutes, le supporter de la CEI redouble d'audace et brandit la ries en plus aveven son la proposte. C'est que «son» équipe joue bien le coup. Servi par un excellent milieu de terrain, le «conze» le Anacha Bustantes en le la de se feire toly Byshovets est loin de se faire enfoncer par la machine allemande.

Pourtant, avant la campagne sué-doise, l'entraîneur ultrainien n'avait cessé de relever les obtés négatifs : trop de joueurs évoluent à l'étranger, le stage de préparation n'a pas été assez long, l'aspect patriotique de la motivation n'existe plus, etc. Alchrik Taveiba, défenseur central et capi-taine du Dinamo de Kiev, disait reportaint de son côté li qui youlait pointant de son core il qui vousair remenore : wan milieu, nous sommes les plus forts a. C'est il que, vendredi soir, All Mikhailichenko, qui fait les beaux jours des Glasgow Rangers, Igor Shalimov, qui a explosé il l'Inter de Milan, et Andrel Kanchelskis (Manchester United) ont impressionments.

# Domination

Ce que l'Anna de Géorgie avait oublié de dire, c'est que l'arrièresarde de la CEI était aussi d'un bon 
cru. Outre le capitaine du Dinamo 
de Kiev, il a tout d'abord un gardien, Dimitri Kharine, qui, en effecinires, est resté maître dans ses seize 
mêtres face aux attaquants alleLensuite, Oleg Kouznestsov, 
défensier central, et Andre 
Tchemishov, arrière letéral donir, out Tchemisbov, arrière latéral droit, ont montré le la leur une rugosité toutes manues. Sans comprer, dans la none d'attaque, Igor Dobrovolski, cefui qu'on appelle le a magicien du Servette de Genèves.

Face & cette surprenante équipe de

la CEI, l'Allemagne peine. Quido Buchwald se distingue par ses interventions irrégulières et Willer, maigré toutes les «ficelles» de m panoplie de vieux briscard, est pris de vitesse le plus souvent. Blessé ..... bres, il est remplacé par Andreas Möller à la mi-temps : l'équipe championne du monde présente alors un nouveau visage. Plus vive, plus alerte, elle fait le siège 📠 📠 📠 souvent arrivé à ses adversaires : l'Allemagne un but à la suite d'une faute de Reuter sur Dobrovolski dans la surface de réparation. Celui-ci transforme le pénalty indiscutable. Cette fois, ce sont une dizaine de drapeaux - des vrais - de l'ex-URSS qui surgissent dans les gra-

Après vingt-cinq minutes d'une nouvelle domination stérile des Alfe-mands, l'affaire semble entendue. Le temps réglementaire est terminé. On joue les arrêts de jeu. Les allemands | 1 ca bond, |mais anodine | la li de la surface de réparation permet alors à Hassler de loger la balle dans la lucarne gauche de Kharine. Les choses reprennent leur cours normal : le drapeaux allemands tapissent la moitié du stade, ensevelissant ceux de la définite avoiétique.

MARCEL SCOTTO

**Anniversaires** 

- Wy a un an, 1 14 juin 1991, disparaissait mon fils

Marc TRAN,

Henri-Mondor (Créseif)

Château de Bezuséjour,

Françoise Tran Minh. 28, avenue Franklin-Roosevelt, 94300 Vincennes.

# CARNET DU Monde

Naissances

- Sandra, David

Baptiste MARCHAL ont la joie d'amanner la maissance de

Thomas.

le 9 juie 1992, Il Paris.

<u>Décès</u>

- Son épouse et ses enfine d'annoncer le décès

Resé GUILLY, conservateur en chef honoraire des Musées de France, officier de l'ordre national du Méche, survenu le 11 juin 1992, dans sa sonne et encième année.

L'inhumation mus lies la lundi 15 juin, 1 15 heures, 1 Trucy-sar-Yonne (Yonne).

- II Yvoone Legrand, son épouse,
M. M— Claude Legrand,
M. M— Claude Legrand,

es cafants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petites-filles,
Ses arrière-petites-filles,
Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Gabriel LEGRAND,

ancien combattant et prisonnier de guerre 1939-1945, survenu en soni à Lagny-sur-Marne, le vendredi 12 juin 1992, sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célé-brée, le mardi 16 juin, # 9 # 45, en l'église Notre-Dame-des-Ardents de Lagny-sur-Marae, sa paroisse, saivie de l'inhumation dans le caveau de famille, 1 l'ancien cimetière de Montreuil-sous-gols (Seine-Saint-Denis), à 11 h 30.

On se réunira à l'église. Un registre du souveair tiendra lieu de condoléances.

Priez pour lui! 13, rue Saint-Sauveur, 77400 Lagny-sur-Marue.

Thierry TRICAUD, nous quittait à l'âge de trente ans.

₩ 15 juiα 1987,

Martial TRICAUD, médecin général de l'armée de l'air.

Une pensée est demandée à ceux qui les ont estimés et aimés.

# THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62), Le Journal intime de Salty Mara : 19 h. Courte-line... Guitryl : 20 h 30. L'arnous es: aveugle : 22 h 15. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU
(42-08-77-71). La Fille sur la benquente
emière: 20 h 11. dm. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). La Fille
volant: la h 30, dm. 17 h.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02).
Stabl ou la Communauté des asprès:
20 h 30, dm. 16 h.
ATALANTE (45-06-11-90). La Venin du
métim: 20 h 30, dm. 17 h. 1 k. ASTILLE (43-57-42-14). L'Inquisitoire : 21 h, dim. 17 h.

BATEAU-THEATRE NAUTILUS
(40-51-84-53), Martin Eden: 20 h 30. Gare
aux tures: 22 h 15, dim. 17 h.

BERRY (43-57-51-55), Paty, OK, Ytap, KO:
h 30.Dim. Lail Champetres de jole: Th 30.Dim. Let Champêtres de jole:

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24).

BOUFFENS 18 h et 21 h, dim. 16 h L.

BOUFFENS THEATRE DU XIXE.

20 h 30.Dim.

Les Femmes eu tombeeu : 18h.

E DI LA GARE (42-78-52-51). Thé à le justice u les citros : 20 h 5.Dim. Festivel d'expression artistique : 20h.

CARTOUCHERIE THEATRE DE LA TEMPETE (43-28-36-38). Selle I. La suprise de l'amour : 20 h 30, dim. 16 h 30.

CAYEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a t-à un communiste dens le salle? : 21 h, dim. 15 h 30.

CINO DIAMANTS (45-80-81-31). Le Jeu de l'amour et du heserd : 20 h 30, dim. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE TE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41).
Bernard Mabilla: 21 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES
(47-23-37-21). Pézouchock: 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).
L'Epouse prudente: 21 h. dm. III n. 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folias: 19 h. et. 21 h.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). La
Comtessae d'Escarbegnas; George Dandin: 14 h. Sal-masqué: 20 h. 30.Dim. Criigde: 14h.

14h. CRYPTE BAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Laurdin d'haures: 17 h. Les Larrors: 18 h 30, dir. 15 h. Le Rol Les : 12 h 45, dim. 17 h. DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Souris blanche: 21 h 30, dim. 17 h. DEUX Arres (46-08-10-26). Guy Montagné des Lifections d'Hier 21 h. et 20 h 50.

GUICHET MONTPARNASSE
(43-27-88-61), Un pour la route : 18 h. Victor ou les Enfants au pouvoir : 20 h 15.

L'acrès reliement voulu être un fait divers :
22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-48-79-78).

File of Mol : 20 h 30. Elle et Mol., : 20 h 30. HOPTTAL EPHEMÈRE (48-27-03-28). L'In-HOPTIAL EPHEMERE (48-27-03-28). L'indien charche le Bronz. 21 h.
HOTEL DES L. (48-33-39-65).
Seint-Christophe Colomb?: 20 h 30, dim.
15 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Centatrice cheuve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30.
LA BRUYERE (48-74-78-99). C'était bien: 15 h. LA VIEILLE (GRILLE (47-07-22-11), George :
20 h 30.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Me Souriente
Algérie : 20 h 30.

LE FULL MBULE THÉATRE-RESTAURANT ... 23-88 II. Hortense e dit Je
m'en fous i 21 h . / - site : 22 h .

LUCERNAIRE FIRUM (45-44-87-34).

Le III. Prince : 18 h 45.

L'Amérique, l'Amérique ... : 20 h . Le vien
r'est pas un film de boris Day : 21 h 30.

Théâtre rouge. Semahit : 18 h 15. Feu Indian de Madamel : 10 h ... de Penguent
ou Comme une légi angoisse : 21 h 30.

MADELEINE (42-85-07-09). N'écoutez Indian (42-78-03-53). Il

feurmes: 21 h ... de CS 13 800 September 22 h ... de CS 13 800 September 23 h ... de CS 13 800

**PARIS EN VISITES** 

fernmes 21 h. MARIE STUART (45-08-17-80). Snow

LUNDI 15 JUIN

l'hôtel de Clury, anciens thermes gal-lo-romains, aux arènes Lucèce » hité à vingt-cinq personnes), 10 h 30, l'place Paul-Painlevé

(E. Romann).

ata Palais Royal et son quartier insolite », 14 h 30, place du Palais-Royal, grilles III Conseil d'Etat (Arts

«Les appartements royaux du Louvre et la vie quotidienne de le coura, 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Amiquaires (Connaissance de Paris).
«La Cité universitaire : un ieboratoire d'architecture moderne », 14 h 30, sortie RER, Cité-Universitaire IS. Rojon-Kem).
«Le pelais de Justice », 14 h 30, devant les milles du palais (Europ

devant les prilles du palais (Europe explo).

Exposition : « Hommage Charles 14 h 45, sortie 11 is et son histoira).

L'hôtel de Chimay et ses boiseries. L'atelier de plein-air de Rodin et Camille Claudel », 15 heures; 13, quel Malaquais (I. Hauller).

morales et politiques).

Maison de l'Europe, 35, rue des Frances-Bourgeois, 18 h 30 : «La défense de l'Europe », per l'amirat J. Lancade (Association Agorael.

31, rue 19 heures : «Janusz Korczak, l'Allemagne, les Allemagne, les Alle

MARIGNY (42-56-04-41). Le Misandrope : 21 h., dim. 15 h.
METAMORPHOSIS (42-61-33-70). Important de rève : 21 h. dim. 15 h.
MICHEL (42-65-36-02). Les Avieteurs : 21 h.

MICHEL (42-55-35-32), Les Avenues 21 h.

ASSE (43-22-77-74), Cuisine as : 18 h 30 et 21 h.

NGUVEAUTÉS (47-70-52-78), Juneaux : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 20 h 30.
GENTRE (42-74-42-52), Les Avenues 20 h 30. Jumeaux: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 20 h 30. GEVYRE (48-74-42-52); Link de M. Riley: 20 h 45. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Grande Bigard: 20 h 30. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sand curs: 15 h et 20 h 30. POCHE-MONTPARINE (45-48-92-97). Salle i Madame de la Carrière: 21 h, dim. 16 h. il. Journal d'une petite filie 1 21 h, dim. 15 h. PORTE SAINT-MARTIIN (42-08-00-32). The get b Cardinal: 17 h 30 et 20 h 30. POTINIÈRE (42-51-44-18). Cruntal Ladesou for le sum : 21 h. PRE-CATALAN (LARDIN SHAKESPEARE) (43-71-14-28). Mangarom-ile?: Un et 13 h 30, dim. 17 h 30. PROCRÈART (42-06-69-91). Le borgre est roi : 21 h.

(47-20-08-24). L'Arnérique de Jean-Paul Martineau : 20 h 30.

THÉATRE 13 (45-88-62-22). Oh, les beens jours : 20 h 30. dm. 15 h.

THÉATRE DES ARÈNES (42-62-46-22). Les Chevaux aun feu ou l'Conquista : 21 h.

THÉATRE CLAVEL (43-71-93-73). nais entre en le consista : 20 h 30. dm. 15 h.

THÉATRE DE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Prends garde à toi : 20 h 30. Christian Briand des disconding a thom-beise : 22 h.

THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47). Il Solvau bout du monds : 20 h 30.

THÉATRE DE L LUNE NOIRE (43-38-70-28).

20 b 45. Théatre de la main-d'or belle-de-

He fundore: 20 h 30. THEATRE SILVIA MONFORT (45-31-16-96). L'Houre du thé chez les Pen-

diebury II) h 30, dm. 17 h.
TOURTOUR (48-87-82-48).
d'un prince : 19 h. Agnès de Dieu :
20 h 30.Dim. L'Indécise : 16h, 20h30.
TRETAUX DE L'ARSENAL (42-77-47-64).
Le Professeur Frospel : 20 h 30.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).
Peurick Timent : 21 b. RÉGION PARISIENNE

ra Les Vikings s, 10 heures, Palais, entrés Clemenceeu (Approche l'art).

« Promenade de la place ties à la maison parisienne de Jacques Cœur», 17 heures, métro Saint-Paul/le Marsis au Louvre», III h 45, sortie métro Palais-Royal, terre-plein (D. Reurot)

PLAISIR (PARVIS DU CHATEAU)

CONFÉRENCES 23, quai ne Conti, 14 h 📑 : « Vertu , per J.-F. Denlau (Acadé sciences, morales et politiques).

(30-55-30-30). Il ne faut june de den : 22 h. PLAISIR (THEATRE DE LA GRANGE) (30-55-30-30). Poétique : 14 h 30. VITRY-SUR-SEINE (STUDIO-TH TRE) (46-81-75-50), Les Bonnes : 21 h.

CINÉMA LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAHLOT SAMEDI Hommage ii Clauda Cardinale : Fitzcarraido (1982, v.o. e.f.), de Werner Herzog, 15 h.; la Pesu (\*tel\*), v.o. s.c.f.), de Zamei Cavani, 'N h ; ii s ju i la valise (1961), de Valerio Zurioi, 20 h 30.

DIMANCHE Hommage à Claudie Cardinale : Curtouche, 15 h ; Acte or annu III Pasquele Squitieri, 17 h 15. PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Histoir is anente du chrima : le Jour des ideas 11557, v.o. a.z.f.), le Werner Schra-ter, t. rh 30 ; Queen Kely (1928), d'Eric von Stroheire, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Bearnels insumationale du film aur l'art :
Films en compétions : A.T.D. (1991), de
Matel Kren ; Christo in l'are 1990, de
David et Aliser Mayers, Susen Franche,
Deborah Dickson, 1. h. 30 ; E.P. Sculptor ;
fire l'ass in the vest of Pacheni (1987),
de l'art d'art d SAMEDI May: 1'Il o'un entique, lishe Regon (1941), de Marie Drot Métamorphoses de Baltusatis de Sendra Jore, 18 m : finant parasure : Jean 
Paulman (1967), de Lapoujade et Yannick Belom; André Chastel: un sandmant de 
bonheur (1990), d'Edgardo Cozarinsky ; 
Fierre Re bary, autoportert d'une appaidon 
(1991). Catherine Gouttréange, h; 
Chema et musée : Anthologie du sur 
l'art en Belgique : la Fenière ouverte (1867); oil Locien Deroisy et Jean Dynesu ; 
Répétition (1984), de Marie André, 15 h; 
l'imitation du cinéma (1959), de Marcel 
Marien ; Rums (1948), mil Storot. 
18 h : le Vie commence demain (1849), de 
DIMANCHE

Bessignenolis, 19- (45-75-79-79); (45-52-20-46); Peramount Opera, 9- (45-52-46-46); Pe

Pellogrici ; l'Art retrouvé (1945), de France Libre Actualités, 21 fr. VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

A BRIGHTER SUMMER DAY (7711 L. v.a.): 14 L. Permesee, 6: (43-28-58-09). LES AMANTS ILU PONT-NEUIF F1.): Cond Bambourg, 3: (42-71-52-36); Denfert, 14: (1): 1: 41-01]. LES ANNATES CAMPRAGME [F1.]: Cond Bambourg, 3: (42-71-52-36); Gaorge V. 9: (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18: (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18: (43-20-32-20); UGC Biarritz, 8: (45-62-40-40); Milramar, 14: (43-20-89-52). Milramar, 14: (43-20-89-52). AIIX COEURS DES TENERRES (A. v.a.): 14: Juster Odéon, P. 25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 8: 83-68-92-82). BASTON FINK (A. v.a.): Cha Sambourg, 3: (42-71-52-38); Grand Pavois, 15: 12-91-68). BASIC INSTINCT (A., v.o.): Forum Horizon, 1: (45-08-65-77); Pathé Impériel, (47-72-72-52): LIGC Danton, 142-25-10-30); UGC Normandie, 8: (45-83-16-16); Juillet Bastille, 11:

Bande annonce : Pierrot le fou (1985)
Jean-luc Godard, A la de soutie (1986)
de Jean-luc Godard, A la de soutie (1987)
de Jean-luc Godard, 14 h 30 ; Chentage
(1927)
Henri Debuin ; Bande annonce :
Dernier Durus Jocomu (1989) at José GioLa delt de la peur (1974) de Vernick
at J. 16 h 30 ; Courses pouradres : Parie
perdus (1982) de Bernard Maligra, Visage de
chien (1985) de Jacak Gaslorowski,
18-1, 30 : Parodle : Avent l'orace (1987) de
Bernand Suphant-Andrews, la ride Carebine
(1987) d'Yves Boisses, 20 h 31

DEMANCES
Polima en Beine : Feits divers : To crois pes
in bien dire (1) de Giovanni Fago,
14 h 30; le Milius Bande annonce : le Doulos (1982) de Jean-Pierre Mahdile, 30h le
Hambeur (1987) de Jean-Pierre Mahdile, 30h le
Hambeur (1987) de Jean-Pierre Mahdile, 30h le
Hambeur (1988) de Christophe Jean-Eile, Meige (1981) de Juliet Berco et Jean-Henri
Roger, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

FISHER KING (A., v.o.):

FISHER KING (A., v.o.):

FREEJACK (A., v.

45-22-47-94).

JFK (A., v.o.): Cinoches, 6: (46-33-10-82).

JOHNNY STECCHINO (b., v.o.): 14 Julie: Parasses, 6: (43-28-58-00).

Latin (A., v.o.): Lucorneire, 6: (45-44-57-34); Sept Parasseires, 14: (43-20-32-20).

Latin (Basubourg, 3: (42-71-52-39); Saxlo des Ursulnes, 5: (43-28-19-08).

LATINO BAR (Esp.-Mex., v.o.): Epée de Bols, 5: (43-37-57-47).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., x41-16-8ery Zèbre, 11: (43-57-51-55); MAMAN, X41-16-8ery Zèbre, X41-16-8er

### LES FILMS NOUVEAUX

REZNESS. Film franco-tunisien de BEZNESS. Fam tranco-turnson ou Nouri Bourid: Pethé Impérial, 2º [47-42-72-52]; Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Espace Saint-Michel, 5-[44-07-20-49]; Elysées Lincoln, 8º [43-59-38-14]; Sept Parmessions, 

français d'Amos Gital : L'Entrepôt, (45-43-41-63).

iP5. Film français de Jean-Jacques Beineix : Gaumont Les Hálles, 1º (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33) ; Rex; 2º (42-36-83-93) ; III. Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83) ; 

42-27) : Kinopenorems, 15- (43-06-50'50); UGC Maillot, 17- (40-88-00-15); Weller, 18- (45-22-47-94); Le Gembetta, 20- (48-36-10-26).

10-96).

(A PRISE DE BEVERLY HILLS, Film américain de Sidney J. Furie, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-87); George V, 8\* (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2\* (42-36-83-83); UGC Monipornasse, 5\* (45-74-94-94); mount Opéra, 9\* (47-42-56-31); UGC Gobalina, 13\* (45-81-94-95); uGC Gobalina, 13\* (45-81-94-95); uGC Gobalina, 15\* (45-43-61-94-95); uGC Gobalina, 15\* (45-74-93-40); uGC Gobalina, 15\* (45-74-93 Paths Wepler II, 18 (45-22-47-94). LE ROMAN D'UN TRUQUEUR. Film français de Paul Dopff, v.o. : \$28, 13 (46-08-36-07) : images 148-08-36-07) leurs, 5- (45-87-18-09).

LE VENT SOMBRE, Film américain d'Errol Morris, v.o.: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); UGC Danton, 6º

Beaubourg, 3\* (42-71-52-36); UGC Bierritz, 8\* (45-52-40); v.f.: UGC Montpermesse, 8\* (45-74-94-94); UGC Opéra, 9\* (45-74-95-40).

LE FESTIN MU [7] Brit., v.o.] : Epde de Beie, 5\* (43-37-57-47).

Cinoches, 6\* (46-33-10-82); Sains-Lawbert, 18\* (43-21-41-41).

Cinoches, 6\* (46-33-10-82); Sains-Lawbert, 18\* (43-21-41-41).

FIEVEL M T. III. WEST (A., v.f.) : Gaumont Las Halbes, 1\* (40-26-12-12); Gaumont Defra, 2\* (47-42-60-33); Pathé Haute-feuille, 6\* (46-33-79-38); La Pagode, 7\* (47-70-33-88); W.f.: Pathé Français, 9\* (47-70-33-88); Miramar. 14\* (43-26-12-12); Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08); Gaumont Parmasse, 14\* (43-26-37-94).

L'NOMME DE MA VIE 67:): Gaumont Ambassade, 8\* (43-68-57-14); Pathé Cichy. III. (45-62-47-94).

L'HOMME DE MA VIE 67:): Gaumont Ambassade, 8\* (43-69-19-08); Gaumont Parmasse, 14\* (43-26-39-98); Li Gaumont Convention, 16\* (43-26-47-94).

L'HOMME OUI PLANTAIT DES ARBRES (45-62-41-46); v.f.: George V. 8\* (45-62-41-46); v.f

22-47-94); Le Gambette, 20-38-10-98].

LE RETOUR DE CASANOVA (Fr.): Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Geumont Anbessade, 8- (43-53-19-08); Les Nation. 12- (43-43-04-57); Gaumont Aléska, 14-(43-20-12-08); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.): Grand Translation (45-54-48-85); Saint-Lambert, 15- (45-54-48-85); Saint-Lambert, 15- (45-54-48-85); Gaumont Anbessade, 14- (42-78-47-86); Gaumont Anbessade, 14- (43-36-30-40); Gaumont Abésia, 14- (43-48-85).

(45-54-48-85).

LANG-FROID (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-92-82); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

UN CRI (Fr.): Epõe de Bois, 5-1-57-47); Ruflet Médicis Logos selle souret, 5-43-54-42-34).

LA SENTINELLE (Fr.): Gaumont Las Halles,

de Bois. IF (43-37-57-47).

LA SENTIMELLE 67: ]: Gaumont Las Hallen,
1- (40-26-12-12); Gaumont Opém, 2(47-42-80-33); Pathé Hautefeuille, 8(43-69-19-08); Le Bastille, 1(43-07-48-60); Reffect République, 11(48-05-51-33); Fauvette, 12(43-31-80-74); Gaumont Alésie, 1438-65-75-14); Gaumont Alésie, 1448-20-12-08); Gaumont Convention, 15(48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18(45-22-47-84);
LE SILENCE DER AGNIERLIN PALA VALLE

(45-22-47-94); reune weepler (t. 18-(45-22-47-94); reune weepler (t. 18-LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A. v.o.); Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-25); Cind Beauthourg, 3\* (42-71-52-35); Cincries, 6\* (46-33-10-82); George V, 8\* (45-82-41-46); Grand Pavols, 18-(45-82-41-46); Grand Pavols, 18-(45-82-91-68); Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68); V.1; Rex, 2: (42-36-93-93); Les Montpernos, 14-(43-27-52-37); Rex, 2:

(43-27-52-37). LA STAZIONE (b., v.o.) \* Europe Parathion (see Reflet Parathion), 5-(43-54-15-08), \*\*Stu-dio des Ursulines, 5-(43-26-19-08). dio des Ursulines, 5- (43-25-19-08).
SUVARNAREKHA (Ind., v.c.): Espace
Salm-Michal. 5- (44-07-20-48):
TALONS AIGUNLES (Esp., v.o.): Forum
Orient Express, 1- (42-33-42-28): UGC
Tricomphe, 5- (45-74-33-60): Bienvende
Mostpamaese, 15- (45-44-25-02): v.f.:
UGC Opéra, 9- (45-74-93-40): La Gemhatte, 20- (48-34-19-38).

betta, 20- (48-38-10-95).

23°

7.455E Les six gour

 $\max_{i,j=1,\dots,n-1}^{n-1} q_i^{n-1}$ 

Line to the last of

2000 p2 : 225 - 5

1 19 1 8 1 19 T

37-7833

5 PM - 1

#4 car 1 cm 13

三次49 人工人 2277 6 67

factors on the

Zerry v

St. Trans.

2.4

# CULTURE

MUSIQUES

# Symphonies maritimes

Nausicaa, Centre national de la mer, fête wan premier anniversaire. « Music et Remparts », festival amoureux de découvertes, enjambe le Channel

BOULOGNE-SUR-MER

de notre envoyé spécial

Droles de poissons, droles de sons. A Nausicaa, on croise un requin après s'être fait éventrer son voisin d'aquarium. Les min aiment se faire caresser les nageoires. Un ichtyologiste vous conseille de «laisser les thons dormir cur ils doivent être en forme». Un spécialiss allemand analyse l'influence de la musique le des poissons. Il dichel s'interroge; «Si poissons entendent musique, est-ce qu'ils l'écondent?».

Michael Redelli est l'auteur des sons caverneux ou scintillants, évo-cateurs ou abstraits, qui accompa-gnent in visite de Nausicaa, Car Nausicaa, Centre national de la mer, est beaucoup plus qu'un aqua-

> **Opéras BOULOGNE-SUR-MER**

in una envoyée spéciale

Madame a perdu, son épouis qui repres, verdâtre et fal-sandé, sur un catalique. Elle a décidé a suivre tontbeau. Arrive un centurion empanaché. Ele succombe, B, le linceul. le le soldat pour de veiller le cadavre d'un criminel, cadavre qui s'est envolé pendant qu'ile roucoulaient. Que croyez-vous qu'il enive? Lisez Pétrone, le Seuricon. Ou écoutirde de cet épisode malodo-rant Dibdin, filla d'un mairie de Sou-thampton, représentant stacte anglets.

Musique inodore, melheureu-sement. Quand cet aknable soixante dix opus au bout du compte de la la la la la compte de poche at autres t divertissements de table ». Jean-Jacques Rousseau écrivait de l'autre cons de la Manche son Devin du village avec le peu moins d'ingéruité mélodique et de moyens harmoniques. Il repêcher Dibdin, Roussesu anglais au petit pled?

 $= - \epsilon_{ij} \epsilon_{ij} \epsilon_{ij} \epsilon_{ij}^{\mu\nu} \frac{g_{\mu\nu}}{g_{\mu\nu}} \overline{\epsilon}_{ij} \frac{g_{\mu\nu}}{g_{\mu\nu}}$ 

Formation de jeunes bero-queux spécialisée dans les cas désespérés, il troupe d'Opera-Restor d (quatre chanteurs, un violoncelle, deux violons, menés par Peter Holman au-clavecin) a ramené au sec d'un Matrone d'Ephèse, le Mar-chand de poudre et de briques et le Grenacier. Curieuses anticipations des chansons de corps de gards. Parfums d'Al-manach Vermot. Mise en scène (c'est un grand mot) de Jack Edwards. Chanteurs en situation d'amateurs. Rarement

Reste que le programme du Festival Music et Remparts préfigure assucieusement l'ouverture d'un tunnel dont on souhaite, à Boulogne comme à Calais, qu'il favorise aussi les échanges culturels, L'Office du tourisme boulonneis a pris les devants. Créé l'an dernier, Music et Remparts choists sys-tématiquement ses invités (de marque, en général) de l'autre côté du Channel.

Le festival est inscrit dens un plan de valorisation urbaine, au même titre que la gastronomie locale, le château-musée à l'éclectisme intéressant, l'ex-position Mathieu qui s'ouvre fin juin, le Centre Nausicas. parts in fait in the latter coté de la Manche et embarqué son public français jusqu'à Douvres, Folkestone et Carstorbéry. Fernies-mélodles.

ANNE REY Prochains programmes:
Canterbury Singers et The
Sheridan Ensemble le 13 à
Canterbery. 19 h 30; musiques électroscoustiques au
Centre Nausicas. le 13 à
21 heures; le groupe de jazz
D'fusion, mai et concert
Michael Nyman, le 20, à
Boulogne, Château-musée.
22 h 30. Tál.: 16/21-8327-17.

rium de 5 000 poissons. C'est un univers en soi auquel on se fami-liarise peu à pen, un univers marin que l'on appuend à « toucher, voir

Becouter la mer, si l'on veut « On ne va quand même pas diffuser le son des bigorneaux!» Responsable du Centre, international recherche musicale (CIRM) de Nice, Michel Redolfi est avant tout un compositeur. L'« opéra de la mer» qu'il a conçu pour Nausicaa une musique de synthétiseurs mélaugée « de la bruits de la crevettes. Le visiteur le décor un l'observe le decor un l'observe le desor un l'observe le desor un l'observe le desor un l'observe le desor un l'observe le decor un l'observe le desor un l' (noir des murs, lumière rare). — la musique; lumière localiser, l'infe les espaces, « Atlantide », « Immersion », « Psculier du plancton», « Diamant des thoms », « Remontée du tenges sont de la cest sons sont les sont les des sont les des sont les des sont les des sont les de la cest s sont de plages musicales entrecoupées, eventuellement, de hurlement, de hurlements et de bruits bizarres dont on ne sait s'ils sont engendrés par un cétacé ou par des ordinateurs.

> « Deux thous. trois moirrements»

"C'est le monde de la rumeur», résume Redolfi. A l'image de l'arment parleurs et de la scénographie, la uner sonore» est irréelle, évoquée, épurée. Soixante hant-parleurs aériens et subaquatiques sont l'armés aux douze espaces qu'iforment le décor. Pour pliquer musique (écrite luc Martinez et Michel Racolfi le des la formule (« douche de filtes», « mer lourde», « fourmille- l'armés aux douze espaces qu'iforment le décor. Pour pliquer musique (écrite luc Martinez et Michel Racolfi le des surface et de plage laissent la filtes», « mer lourde», « fourmille- l'immersion. La mer est l'immersion. La mer est l'immersion. La mer est l'adel, l'immersion. La mer est l'adele. J'immersion la marins. Ce vocabulaire fait sourire les musiciens qui liste. » Nord est dure. On derait ce necau de vie l'ette ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le musiciens qui liste. » MICHEL GUER d'internation l'ambiance avec des sons de fittes », « mer lourde », « fourmille- le musiciens qui liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » MICHEL GUER d'internation le reste ville hyper liste. » Norde est dure. On derait ce recau de vie l'extre ville hyper liste. » Norde est dure. On derait ce recau de vie l'extre ville hyper liste. » Norde est dure. On derait ce recau de vie l'extre ville hyper liste. » Norde est dure. On derait ce recau de vie l'extre ville hyper liste. » Norde est dure. On derait ce recau de vie

Elles avaient pourtant ratissé large, année, les Rencontres chorégraphiques internationales de Bagnolet (Seine-Saint-Denis), troi-

sièmes du nom. Ayant reçu trois

sièmes du nom. Ayant reçu trois cents dossiers de candidature, les organisateurs avaient importante dix compagnies à préseater une œuvre dans des « platesformes» de présection, se déroulant tout sa long de la saison dans quinze mays. On pouvait donc espérer goûter, durant la finale dix-sept chorèssaphes, représentant onze pays, en lice pendant six jours la crème de la production mondiale.

A la mi-tempa, cette sigre-douce aux papilles. Faut-il mettre en cante le goût des sélectionneurs? On conclure à une méforme de la danse actuelle? Mais débarrassons-nous de la sotte manie d'attendre des chefs-d'ouvre.

à tout bout de champ, et ne bou-dons pas la sympathie que plu-sieurs de ces essais, malgré tout, réussissent à inspirer.

Quelques constatations géné-tales : l'influence de la jeune danse

française (à force de parcourir le monde, elle commence à des petits), le progrès des éclairages

(avec un penchant doute hérité du théâtre pour pénom-

hélas, la longueur excessive de toutes les pièces, qui aura beau-com joué contre elles Sur cu pour, les organisateurs sont compa-bles.

A part cela, aniant de styles, de genres, de sujets, de tendances que d'auteurs. Il côté de la japonaise Milks Kurosawa (rien à voir avec Milks Kurosawa (rien à voir avec Milks Kurosawa (rien à voir avec Milks te cinéasie Akiro), les minimalistes se livrent à de la dances de Saint-Guy: elle fige aes trois interpretes dans une immobilité absolue, puis autorise quelques mouvements hyper-ralentis dous de tête, dénués du intérêt. Mais elle a annoncé la couleur: m pièce s'intitule la au degré zèro. L'Anglaise Yolande Snaith s'inspire, pour la Respite, d'un ancien jeu de cour, quelque la mancien jeu de cour, quelque la musicales: un laborieux. C'est Santiago Sempere, Espagnol anx couleurs de la France (od. il réside depuis que relève le du mier avir avec le Journal d'un cirparu, inspiré très librement du l'œuvre Janacek: quelques mirès réposudus, mais aussi utos,

des écrevisses », « son « plancton ») et du bon mot : « Deux thons, trois mouvements. »

le commandant Cousteau désignait mutisme des humains monde sous-marin. Ce monde est, en fait, une cacophonie, explique Redolfi. 20 000 sons biologiques Redoifi. 20 000 sons biologiques ont été répertoriés sous l'ean. Des poissons grognent, claquent des dents, produisant des rythmes avec leurs écailles. La balaine beugle, le phoque aboie. Tous les animaux aquatiques ont leur empreinte audible. Mais les sons en plus étranges viennent des chaudes, et l'on rencontre le plus grand nombre de variétés.

« Le design sonore de Nausteaa est associé à l'architecture, à la scé-nographie, et au travail des biolo-gistes. On m'a donné des matières, gisses. On ma donne des mutieres, des maquettes et un storyboard de la scénographie. J'ai mis des petits haut-parleurs partout, comme Varèse pour le cirque de Calder. Mettre de la nuisique dans l'espace, c'est construire une galaxie de sons dans l'airisien personne la configuration de la sons dans l'airisien personne se la construire se la construire de la sons dans l'airisien personne se la construire se la construire de la sons dans l'airisien personne se la construire de la c'est construire une galaxie de sons dont l'origine reste obscure. Sauf lorsque le speciateur a la tête prise par le chant des langoustes, sous une cloche en plastique. J'ai mélangé des sons secs, rugueux, mais, brillants, profonds pour éroquer les fonds marins. Ce vocabulaire fait sourire les musiciens qui ne parient que de notes. Il y a des associations son-lumières, son-matières, son-matières, son-matières, son-matières, son-autisons.

Les six jours de la jeune chorégraphie

A Bobigny, où les jeunes compagnies sont en compétition, les Anglais tiennent la corde

pour éviter un lrop dur l'oreille. Avec l'inévitable musique des baleines. Pour la découverte planeton, il fallait évoquer la milliards particules par un effet musical fourmillement, avec de musique concrète, légère, commune super source vie Pour le Traver. une source w vie. Pour a « Traver sée des abysses» (in minum in plus profond du bâtiment : 10,5 mètres), le bruits and plus robotiques, l'ivresse d'une certaine d'une bilisation d'écoute, une basse régulière, and a cloche

envie de se poser. « Le chalutier » est le seul espace de reportage pour traduire la fureur de la pêche, la violence de chaînes, de danger, le chuintement de quinze tonnes de vie qui s'écrusent à fond de cale, les voix des hommes au travail.

» Les gens souhaitent we mei idéale, tropicale. Mais sommes Boulogne. La mer la Nord est dure. On devait ce morceau de vie a cette ville hyperréa-

MICHEL GUERRIN

62200, Boulogne-sur-Mer. Tél.: 21-30-99-99. La

CINÉMA

# La mort de Serge Daney

L'œil et la plume

en 1967, il écrit Jerzy Skoli-mowski. Plus tard, il livre à

analyses très pertinentes sur le

rompre leur Daniel
Filipacchi) embarque
la période dite

les rechant théoriques. Mais il se rend de l'impasse dans laquelle la revue va la perdre.

En mars 1974, alors que les

Daney reprend Cahiers

main, Toubiana.

époque, deux, Daney surtout,
publient tion, journal devenu quotidien au
mai 1973. Lorsque

Boule-Blanche, au fanbourg

Antoine, Serge Daney in tête
critique et théorique de la revue.

a Nous avançons leader mais

nous avançons », écrit-il avec humour en décembre 1978, L'an-

née suivante, il médacteur en chef en titre. 1980, il lance, avec Seras Toubiana, un nouveau Journal des marches dans les pages

de la mue, alors = sale d'effec tuer un Libération lui III ses

colonnes. Il hésite un temps - le

temps de préparer pour les Cahiers

une longue et remarqual d'étude, Situation du cinéma français. Fin 1981, il rejoint Libération pour

rubrique culturelle.

Le journaliste 🔳 critique cinématographique Serge Daney mort à Paris, nuit analyses this pertinentes sur le cinéma hollywoodien sur leone. Il suit propre ligne, sans septembre 1968 au printemps 1970, il beaucoup voyager : l'Inde, il Maroc, l'Afrique noire, et, quence, s'intéresser aux cinémas du tiers-monde. Il il régulièrem ieudi 11 au vendredi 12 juin. les suites du des, il suit in

de quaranta-huit ans. Il y a eu quelque chose d'exemplaire dans l'itinéraire de ce cinépaire dans l'itinéraire de ce cinépaire du voyagea antant à travers le monde qu'à travers les films. Il vint à la critique après la prise de pouvoir de la «nouvelle vague». Il assista à la fin d'une époque prit une part active l'illiant la cinéma au quotidien Libération, una quer un changement radiule la perception du cinéma, la pensée théorique et critique.

la pensée théorique et critique.

Au contraire des « jeunes Tures », qui l'avaient précédé du côté des Cahiers, Serge Dancy n'est jumais passé » la réalisation. Ce n'était pas son affaire. Tant par ses écrits que par sa parole (car c'était aussi un homme de verbe, s'exprimant à la télévision par exemple), il a pris autant d'importance, dans un tout autre contexte historique et social, qu'André Bazin en son temps. Et s'il y avait parfois, « « discours » « le cinéma, une « discours » « le cinéma, une « discours » « la compte la clarté, la précision et l'humour d'un précision et l'humour d'un sionné qui savait raisonner et convaincre, et qui m s'est jamais figé dans une pensée monolithique.

#### Des «Cahlers» a Liberation's

Né I Paris, le 1 juin 1944, dans

une famille server. Serge Daney, enfant, explore les cartes de géographie (a premières images) vanière, premières images) vanière, premières images) vanières, premières images) vanières, premières in de décourse le monde, au-delà des frontières. monde, au-delà des frontières. Adolescent, il reçoit, lycée Voltaire, la brillante influence des cours d'Henri Agel, professeur littérature l'eritique de cinéma, qui a sa de la a politique des l'es Cahiers du cinéma. Suit, avec satisfaction, mise en Chabrol, Godard, Rivette, Rohmer Truffaut. En 1962, il anime, avec son ami Louis Storecki, une revue qui sui phêm l'isages du cinéma. Cette même année, Daney l'eriema. Cette même année, Daney l'eriema. Cette même année, Daney l'eriema. Cette même année, Cahiers, Axel Madsen, il rencontre, les grands l'ericains, Léo Mac Carey qui a rarement eté interviewé.

Skorecki et Daney vont ainsi, pendant être in spécialistes des et des et des En 1966, Daney provo-The 1966, Daney provoque en quelque in in premier acte d'une politisation Cahiers, en envoyant, au de l'interdiction de la religieuse I Jacques Rivette, ou overte I affaires culturelles, où il dit téléphoner a d'un pays lointain, la France libre ». Le vent de mai 68 commence de puelles de mai 68 commence de puelles de page 1966, par le vent de mai 68 commence de puelles de la page 1966, par le vent de mai 68 commence de puelles de page 1966, par le vent de mai 68 commence de puelles de la page 1966, par le vent de mai 68 commence de puelles de la page 1966, par le vent de mai 68 commence de puelles de la page 1966, par le vent de mai 68 commence de puelles de la page 1966, par le vent de la page 1966, page

Mais Serge Daney est parti à la

# Pendant six il pratique la critique cinématographique sur un autre ryth il amais transiger. Il devient il aliste, sappeur une chronique quotidienne, une chronique quotidienne, «Les fantèmes permanent », sur manière voir juger la filma lorsqu'ils pessent à la télévision. Il publie Callimard, in Rampe (1983), du cinéma. Ciné journal (19 aux Ramsay, le Sal zappeur (1988). Il oppose de la dont il est une activité Ren oppose dont il est une activité En 1991. Lyon), pareit un recueit de chroniques: Devant recrudescence des main, d'une lecture jubilatoire. Dans cet di dialogue vec Philippe Roger, qui enseigne Lyon ('histaire l'es-thétique du cinéma. ment été interviewé.

Hiver 91 : Serge Daney lance Trafic, une revue de cinéma sous reprend avec beaucoup mor-dant, beaucoup d'ironie, le sur la critique u sur l'avenir du cinéma. En mai 1992, on le voit à in télévision de ane d'« Océaniques», où, Régis Debray, il parle, librement, brillamment, de tout ce qui l'intéresse au cinéma, dans le monde. Et de la ces causeries, — un bel au revoir et une invitation au

JACQUES SICLIER

écriture qui rappelle un peu celle la pourquoi de la peroxysmes.

Difficile de voir un quelconque rapport entre Skurvar, de la sué-doise Lena Josefsson-Rogastad, et l'œuvre de Josu Miro, à laquelle elle se réfère. De l'énergie, une certaine allégresse, mais on reste trop souvent au niveau du divertissement éféries l'au l'entre seur des ment télévisé. Rui Horte, sous dra-peau allemand, possède un métier, un savoir-faire incontestables (il enseigne la composition chorégra-phique la New-York dans plusieurs pays d'Europe) qui rendent agréable, sans accrocher son Wolfgang, bitte. Ses fous en élégants pyjamas clairs intriguent : assistans-nous à une musicothèra-

laborieux. C'est Santiago
Sempere, Espagnol sun couleurs de la France (où il réside depais
I qui relève le la laborieux de la mier soir avec le journal d'un dispara, inspiré très librement de l'expara, inspiré très librement d'expara, inspiré très librement de l'expara, inspiré très librement de l'expara, inspire de l'expara, inspire très librement de l'expara, inspire mi-temps, ce deux l'expara, inspire mi-temps, ce deux l'expara, inspire mi-temps, ce d'expara, inspire mi-temps, ce d'expara l'expara, inspire mi-temps, ce d'expara l'expara l'expara, inspire mi-temps, ce d'expara, inspire d'expara, inspire mi-temps, ce d'expara, inspire d'expara, inspire mi-temps, ce d'expara l'expara l'expara, inspire mi-temps, ce d'expara l'expara l' pie de groupe, à grandes rasades de Mozart coupées de silence?

Un en dressé en milieu 🚾 la scène, que les danseurs escalade quand ils es s'y cognent est protagoniste Pour chaque une pièce d'or, es Matjaz Pograje, slovène. Les protalisent la Ma d'une façon qui rappelle la jeune la la franqui tappene a jeune tran-caise, ce n'est peut-être qu'une Vootman, (Pays-Bas), se un introp Jan Fabre, un lequel longtemps travaillé : comme lui,
par les pointes,
piquent méchamment atmosphère de dépouvante

Le miller moment de cette première mi-temps, ce deux Anglais, Gary La Craft, qui l'Offrent avec Ima-gine : enfin une écriture or

### **EN BREF**

l'interdiction l'interdiction l'Instinct - Un millier personnes ont manifesté ven-(Vendée), pour marquer leur de de Basic Instinct, M Paul Verhæven, l'unique cinéma leur ville, par maire, l'Jeanne Briand, qui l'avait jugé - sans avoir voulu voir - la morale.

Le retrait film avait provoqué un tollé. Le président UDF du l'éméral Vendée, M. Philippe - Villiers, a pour part réagi estimant que « la promotion des valeurs morales ne passe pas par la censure. (...) Je comprends les interrogations d'un maire qui fait le lien entre la violence sur nos écrans et la violence dans la rue, mais moi, je næ bots, en tant que créateur, pour qu'il y ait des gens qui créent pour les valeurs morales».

Disque : HW rachète

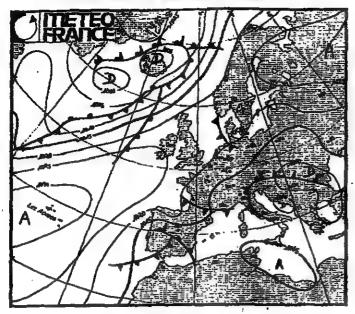
rent Treille, directeur général 🚛 FNAC-Music, Yves Bigot sera chargé d'amener I biel ales confirmés que FNAC-Music en en gérer ». □ Rostropovitch quitte l'Orchestre de Washington. - Directeur musi-cul de l'un symphonique de Washington depuis 1977, il avait Antal Dorati, le violoncelliste russe Mulican Rostropovitch a annoncé qu'il drai sa mende i l'automne 1994 e pour mont et amende à son pays ». « The pourons pas ne appels i l'aide de mère-patrie », a-t-il indiqué, Rostropovitch and donné ane première de concerts Union soviétique pendant peres-(février 1990) après d'exil. Il portera il li titre im chef li lim im l'orchestre national américain, continuera Il a également son inten-de publier un tivre

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde L'ÉCONOMIE

# METEOROLOGIE

SITUATION LE 13 JUIN 1992 II O HEURE TUC



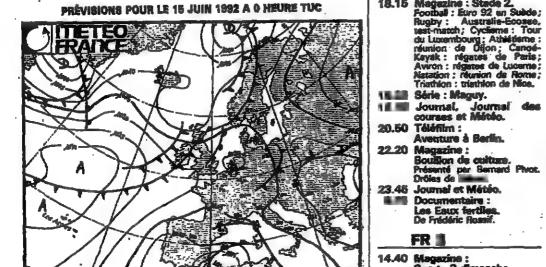
PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN 1892



Dimanche : l'été s'annonce. —
L'humidité abandonnée per les orages
des derniers jours générers des
brumes, des brouillards et — nuages
résiduels — petr meth. — régions
proches — Pyrénées seront notamment encore noyées — les nuages.

plus prévisibles à l' du Rhône il la Saône, ainsi que il Sud-Ouest.
En cutre, un voile de nusges envehire dens l'après-mid et en le ciel des régions il plus méridio-

Les maxima seront persout compris entre 23 et 27 degrés, seuf dens cer-taines régions propres de la Manche où le vent de nord-est continuers de rafratalir l'atmosphère.



Valeurs extrême	maxima – minima e es rekrées enne et le 13-6-1992 à 6 houres TUC	is 13-6-92
AJACCIO	STRASBOURG 18 13 C TOULOUSE 19 18 C TOULOUSE 19 18 C TOURS 29 D  ETRANGER  ALGRE 27 14 N  AMSTERDAM 28 10 D  ATHENES 26 20 D  RANGKOK 35 25 C  BARCELONE 11 13 N  BELGRADB 26 13 N  BELGRADB 26 13 N  BELGRADB 26 13 N  BELGRADB 27 14 D  BAKAR 22 25 D  DAKAR 25 17 D  GENEVE 29 14 C  HONGEONG 27 24 P  STANBUL 22 21 N  JERISALEM 31 16 D  LE CAIRE 35 21 D  LESGONNE 21 16 N  LONDRES 34 12 C  LONDRES 34 12 C  LONDRES 34 12 C	LUXEMBOURG 17 11 B MADRID 24 W M MARRABERE 23 14 W MARRABERE 25 15 W MILAN 24 12 C MONTRÉAL 25 14 C MOSCOU 27 14 D NAIROBI 23 13 C MEW-PORK 28 17 M PALMADRIMA 22 14 C PÉRIN 33 20 D ROSLO 25 M M SEW-PORK 28 17 M PALMADRIMA 21 14 C PÉRIN 25 M M SYDNEY 17 11 C TORYO 27 12 C TORYO 27 1
A B C ciel convert	D N O	P T + tempéte seige

TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Métharologie nationale.)

Les programmes complets de tadio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche fundi. Signification des symboles : P signalé dans « le Monde de la complet de la Fitte à éviter ; » On peut voir ; » Ne pas manquer ; » se Chef-d'œuvre ou classique.

# Samedi 13 iuin

Dunious	To Jam
TF 1	22.05 Flesh d'inf
0.50 Variétés : Sébestien c'est fou l	22.10 Sport : Box Championni lourds-ligan
2,35 Magazine : Ushuala. 3,45 Magazine :	Wambe (CE), en di Championne
Formule sport.	Championne légera : V (France)-Bru
A 2	23,50 Le Journal 23,55 Cinéma :
0.50 Magazine :	Contes de Film américa

22.45 Magazine : Double jeu, trvité : Errico Macies. 23.55 Journal des courses, Journal et Météo. FR 3

20.10 Divertissement : Yecept

21.40 Soirée spéciale ; Samedi en fête. La Grand Speciacie du sport. 22.40 Journal et Météo. 23.05 Soirée spéciale : Samedi en fête (sui

**CANAL PLUS** 

Aventure à Berlin.

20.00 Sport: Football. Euro 92: Subde-Danemark, en de sos

CANAL PLUS 16.35 ➤ Documentaire : Les Pirates de l'air.

JOURNAL OFFICIEL

DES DÉCRETS

Sont publiés au Journal officiel samedi 13 juin 1992:

- nº 92-511 11 juin 1992 décret nº 89-993 du 22 décembre 1989 portant création de l'Etablissement public du centre de conférences internationales de

- Nº 92-516 du li juin 1992 autorisant certains organismes de sécurité sociale li utiliser li titre expérimental le li pertoire assum d'identification des personnes phy-

23.10 Cinema:
Lady Be Good, was
Film antiricain de Norr
McLeod (1941) (v.o.).

Documentaire : Les Eaux fortiles. De Frédéric Rossif.

FR 🗎

17.15 C'est Lulo!

18.00 Le 15-20

22.15 Téléfira : L'Incorruptible D'Abel Ferrara.

20,30 Documentaire: Nullang, la vellée perdus De Lû Yim 22.00 Cinéma d'animation : La Flûte du bouvier. De To Wei et Clien Jiejun 22.20 Documentaire:

Nina Simone, la légende. De Frank Lord. 23.15 Documentaire:

# Dimanche 14 juin

17,05 Dessin animé : Les Simpson. 18.55 Spécial sport : Football (et à 18.15).
18.00 Mi-temps et Tieros.
19.10 Météo et Journal.
19.35 Sport : Automobile.
21.55 Météo et Tapis vert.
22.06 Cinéma :
Le Silencieux. P
Fim français de Imade Image (1972). 17.25 Cascades 17.55 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéme : Lole Zipper. C Film français d'ilen Duren-Co-nen (1990). ----- En cleir junqu' 20.30 --

19.35 Ça cartoon. 20.20 Magazine : Dis Jérôme? 20.25 Magazine:
L'Equipe du dimanche.
20.30 Cinéma: Personne
n'est parfeit. #8
Film américain de Paul Bogert 18,10 1. 2. 3. Tricator

22.20 Flash / Line 18.15 Magazine: Stade 2.
Footbal: Euro 92 en Suède;
Rugby: Australie-Ecosee,
sest-match; Cycleme: Tour
du Lusembourg; Athétisme:
réunion de Dijon; CanoéKayak: régates de Paris;
Avron: régates de Lucente;
Natation: réunion de Rione;
Triathion: triathion de Nice.

8 Arie: Manusy. 22.30 L'Equipe du dimenche.
Volley-ball : France-Bréall ;
spécial tack boding : les réunions de Bangkok, Les-Veges
et Amsterdam ; besket :
finale de la NBA.

19.00 Série : 20.00 Série : Madame est servie.

20.35 Magazine ; Sport 6. 20.38 Météo des plages. 20.40 Těléfilm: Pour le vie d'un enfant. De John Herzield.

22.25 Magazine : Culture pub.

ARTE

19.00 Solvée thématique : la 9- Documenta, l'art pour quoi faire? jusqu'à 23.00; L'Art en Russie et alentours. Par Täman Jan. Art et payange, Grand Fe Josef Kirchneyer. Art et vidéo (Viole) Californie. Per Alexander von Wechn Per Alexander von Wechmer.
Portreit de Jan Hoet.
A Kassel et à Gend, per lightmeyer et J. Wilde.
L'Art en Afrique :
Lagos et Dekar.
Per Peter Louv.
Reportage aur la Documenta, suivi d'un voyage en Israil, per Josef Kirchmeyer et J.
Wilde.
L'Art en Israil :

L'Art en Israël : Jéruszlem et Tel-Aviv. Tokyo et Kyoto.
Per Barbara Dickenberger.
L'Art en France:
Paris et allleurs.
Par J. B. Methieu.

L'Art en Italie : de l'art « branché-chie » à l' garte povers ». Per Rensts Liebenwein. L'Art en Allemagne. Per Marined Schuchmen. Portrait de Jen Hoet.

# **AÉRONAUTIQUE**

Pour la première fois depuis la réunification

# L'Allemagne organise son salon à Berlin

Sur l'aéroport de Schönefed, à Berlin, l'Allemagne organise, du 14 au 21 juin, son premier salon réunification. Plus de quatro cent cinquante parmi lesquels in solxantaine de Français, participent 🛮 💷 salon en 1912 et interrompue par les deux guerres mon-diales. Depuis 1957, l'exposition avait lieu à Hanovre, sans avoir l'importance de celles du Bour-(en France) et de Farnborough (en Angleterre) qui alter-

hélicoptères sont exposés ou présen-tés en démonstration en vol. dont tal, l'appareil de linison Dornier 328 binarbopropulseur pour une trentaine de passagers et l'avior de transport

Le moitié des exposants sont des entreprises allemandes, ce qui est un signe de la vitalité d'une industrie de près de 100 000 salariés occupés par Airbus-Industrie, l'agence spatiale enropéenne (lusée Ariane, avion ortical Hermés ou station Columbus), groupe Eurocopter (avec notamment les hélicoptères Tigre et NH-90) m par la consortium Euromissile. Après une d'efforts opinistres, l'Allemagne – avec souvent l'aide de

ne sont pas surmontées. Le coût prévisible de la réunification oblige les Allemands à ralentir leurs investissements, comme le prouvent les hésitations de leur gouvernement à financer le projet d'un avion de combat (European fighter aircraft) en coopération avec la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie. pegne et l'Italie.

Au cours de ce salon, ou s'attend à l'annonce de la signature d'un accord de principe – qui serait ensuire parachevé su juillet – entre le groupe des le groupe de la groupe d

Plusieurs grands constructeurs étrangers ne sont pas présents sur l'aéroport de Schönefed, qui a été spécialement aménagé pour la circonstance. Des Américams, comme constance. Des Americams, commes Boeing ou McDonnell Douglas, et quelques Français, non des moindres, à commencer par Dassault-Aviation ou Thomson-CSF, ne participent pas à cette exposition, de même que certains Britanniques. La raison en est souvent que ces salons payants — on estime à 20 millions de francs le coût moyen d'une présence pour une semaine — se multiplient dans le monde et que, dans un climat de récession des marchés, beaucoup d'industriels ont choisi de faire des

Signal of 基 致控制 化压

 $(\stackrel{\text{dec}}{=} \S + 1) \land (\leftarrow)$ 

12 mg (mg

The state of the s

All Control of the Co

2.

William Control

The state of the s

C F States

A second second

See Manager

Mary Charles

THE PARTY OF THE P

Après une visite de M. Joxe à Stockholm-

# La France et la Suède signent plusieurs accords de coopération en matière d'armement

m notre correspondente-

e La France et la Suède ont quilde mettre au service de leur défense des capacités techniques, scientifiques et industrielles élevées », a indiqué le ministre français de la défense, M. Pierro Joxé, après sa ckholm, avec son homologue sué-dois, M. Alem Bjoerck. E « quelque chose manuel devrait, duire per le protocole signé le

pour la défense suédoise est l'armement la nouvel intercepteur de son armée de l'air, le JAS-39 Gripen. Les Français ne mettant d'obstacle à la réexportation du nouveau missile air-air Mica de Matra, son acquisition par la Suède, qui catend bien vendre son appareil à d'autres pays, s'en la d'autant proport l'AMRAAM protesses les la dieux est motamment. notamment. «Le Mica est » concurrent très sérieux», a déclaré le ministre suédois en annoncant par ailleurs qu'un accord avant cu-signé avec Ericsson Radar Electro-nics, qui fabrique important élément dans la transmission

Deuxième volet important de ce protocole de coopération : les chars. Le Leclere est en compéti-tion rem le MIAZ américain, la version améliorée du Léopard 2 allemand et aussi avec le Challenallemand et ausst avec le Challenger britannique. Les chars seront testés au mois d'octobre en Suède et les Soédois se rendront ensuite en France pour la pour des tests du Loclerc, qui de la avoir de boanes chances. L'armée auchdoise a obtenu le feu vert du Parlement pour l'acquisition de quelque deux ceats

de troupes et de matériel BV-206 de Haeggund. Ce contrar de 15 à 20 millions de couronnes (l'équivaen quelque sorte, une petite « ven-geance » de la France envers la Fiulande, qui avait son SISU à proposer mais qui a'a pas acheté le Murage 2000-5 français.

Suede et la France, estime M. Bjoerck, qui insiste sussi sur al'importance pollique de relations plus étrolles avec la France à un moment où là Suède cherche à se signal à l'adresse des Américains, en tout cas, est net : « La différence entre la France et les Etats-Unis est que la France est prête à coopérer », semaine dernière, reçu mu homo-logue américain, M. Dick Chaney. - FRANÇOISE NIÉTO

### Après l'arrêt du programme Hadès M. Fillon (RPR) dénonce le « louvoiement » de M. Mitterrand

Le président du groupe Aérospa-tiale, M. Henri Martre, à confirmé, vendredi 12 juin, qu'il avait reçu l'ordre d'arrêter la production du missile nucléaire Hadès (le Monde du 13 juin) et il a estimé que les conséquences sur l'emploi pourront «graves». «Il va fallotr, a-t-il spouté, faire jouer la règle de la solidarité avec les solidarité avec les da Toulouses, Carlon Toulouse, cès de l'Airbus, devront accepter charges de production du même groupe touchés par la fin du liades.

Précisant que le manque à gagner n'avait pas encore été estimé, M. Martre a ajouté: « Les missiles étaient presque poëts, en phase ultime de production, et li n'est pas question pour nous de les exporter, donc de les vendre, puisque la France n'autorise pas l'exportation de matériels mucléaires ».

portation de matérieis mucieaires ».

De son côté, le délégué général du RPR pour la défense, M. François Fillon, ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, constate que « le président [ M. François Mitterrand] a hésité pendant trois ans » et que « ce louvoiement aux coûté plus de 10 milliants de francs » « Régulièrement au coun par coun, des geance » de la France envers la Finlande, qui avait son SISU à proposer mais qui a'a pas acheté le hurage 2000-5 français.

Le protocole, qui comporte d'autres projets, à commencer par le développement en commun du système d'obus à sous-manitions Borus de Bofors, est une « véritable pèrcée pour la caopération entre la projet Hadès.

BILLET

# **Camemberts** et reblochons sont sauvés!

Voici quelques semaines, la révolte grondait (déjà) à Paris contre les technocrates bruxellois accusés de vouloir priver la France, sous prétexte de marché unique, de ses sublimes fromages, camembert, brie at autre reblochon, fabriqués au lait frais, Rebellion compréhensible, sympathique même... Mais les intérêts qui l'avaient suscitée - et manipulé - ne coincidaient pas producteurs.

Ceux-ci ont tout lieu d'être rassurés. Lundi 15 juin, les ministres de l'agriculture des règlement qui, moyennant le respect de mesures d'hygièns élémentaires (imposées déjà dens la législation nationale à tous ceux qui exportent), confirme le droit de fabriquer des fromages au lait fraisi et autorisa leur libre circulation. Vollà une assurance appréciable si l'on sait que dans plusieurs capitales la tendance était plutôt à rendre la pasteurisation obligatoire et que, par allieurs, des cas les exportations françaises. « Mais était-il pour les gena en légiférant au niveau européen ?», interrogeront, encore métients, ceux qui levèrent la bannière de la qualité et de la tradition. Réponse : il fallait intervenir pour hermoniser, les dispositions nationales en vigueur, et éliminer celles qui auraient été incompatibles avec, au 1= janvier 1993, la libra circulation at la suppression des frontières sanitaires. Sans compter que la nouvelle reglementation communautaire s'inspire très largement de calle

contrôles à l'importation, le risque - lourd de conséquences - à éviter concerne évidenment les intoxications alimentaires. D'où l'énoncé par le règlement, dans l'intérêt même des producteurs, de certaines dispositions de santé publique, par exemple l'obligation de certifier que la cheptel d'où provient le lait est indemne de maledie. Des contraintes à vrai dire bien légères, dont pourront de surcroît être dispensées par dérogation les petites productions consommées

qu'applique la France.

Quand ii n'y aura plus de

Et, toujours à l'initiative de la Commission, les ministres devraient bientôt adopter, dans le même esprit, un règlement protégeant au niveau européen les appellations d'origine et indications de terroir : la garantie qu'on ne fabriquera pas du cantal en Hollande ou du roquefort en Espagne !

PHILIPPE LEMAITRE

Se recentrant sur les activités bancaires

# Paribas envisage de développer son portefeuille de participations aux Etats-Unis

pose d'une équipe de 480 per-sonnes aux Etats-Unis, dont une centaine réparties dans cinq suc-

cursales en dehors de New-York (Houston, Dalias, San-Francisco, Los Angeles et Chicago) a décliné ses différentes activités sur le sol américain (banque de gros, finan-

cement de matières premières, swaps, options, négociation de la dette du tiers-monde, marchés de

capitaux ...) en précisant que le groupe n'était pas intéressé par un rôle de primary dealer (l'équivalent

de spécialiste en valeurs du Trésor en France) mais qu'en revanche, il comptait conforter sa première place dans d'autres domaines tels

tranches internationales liées à des

emprunts lancés par des émetteurs

Intérêt mitigé

des Américains

bilan qui a conduit le groupe à afficher pour l'exercice 1991 la pre-

Etats-Unis, M. André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, a exposé la nouvelle stratégie de son groupe : recentrer les activités sur les métiers bancaires (en développant le placement en Europe d'émissions américaines, notamment) et prendre du champ dans le sec-

NEW-YORK

de notre correspondent

A l'occasion d'un voyage à New-York puis à Boston les 11 et 12 juin M. André Lévy-Lang, pré-sident du directoire de Paribas, aexposé devant une communauté d'investisseurs la nouvelle strategie du groupe qui consiste à mettre l'accent sur l'activité bançaire, laquelle doit générer à terme plus de la moitié des résultats.

En prenant un peu de champ vis-à-vis du secteur industriel, ainsi qu'en témoigne la cession à Italce-menti, fin avril (le Monde du 2 mai), de 55 % du capital des Ciments Français dont Paribas détiendra encore 20 % à l'occasion détiendra encore 20 % à l'occasion d'une prochaine augmentation de capital de la société. « Noza avons du expliquer ce qu'était le métier industriel d'une banque d'affaires », a-t-il souligné, rappelant que cette notion était encore peu claire aux Brats-Unis où le Glass-Steagall Act des années 30 continue à diviser la profession bancaire entre banques commerciales et investment banks, ticipations et à opérer sur les valeurs mobilières pour leur propre

mière perte de son histoire avec un déficit de 200 millions de francs, n'a pas intrigué outre mesure la communauté financière new-yor-kaise habituée, il est vrai, à des « opérations-vérité » d'une toute autre ampieur sur quantité de groupes américains au cours des deux dernières années. Le 11 juin, l'agence de notation

Moody's avait abondé dans le même seus en attribuant à Paribas un double A (AA) qui devrait satisfaire analystes et investisseurs. Paribas répartles dans le public américain (1 % environ sur les 35 % qui constituent le capital flot-

Le financement du logement social

# Le livret A au cœur du congrès des HLM

STRASBOURG de notre anvoyée spéciale

Comme prévu, les problèmes posés par le livret A ont dominé les travaux du cinquante-troisième congrès des HLM (habitations à loyer modéré) qui se déroule à Strasbourg jusqu'au lundi 15 juin. M. Roger Qu'lliot, président de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM, est resté ferme après le refus du ministre de l'économie, M. Michel Sapin, d'instituer une prime de fidélité afin de juguler l'hémorragie dont souffrent les livrets A (le Monde du 12 juin): « Nous continuerons à poser le problème jusqu'à ce que le gouvernement nous réponde», a-t-il notamment déclaré, vendredi 12 juin, lors d'un point de presse.

L'ancien ministre du logement a Comme prévu, les problèmes

L'ancien ministre du logement a « pris acse du fait que, pour la pre-mière fois, alors que nous soulevons la question depuis quatre ans, on nous répond publiquement».

> Marasme du secteur privé

Selon lui, en soulignant que le financement du logement social ne posera pas de problème en 1992 et 1993, le ministre de l'économie reconnaît implicitement qu'il y a un risque pour les années sui-

chaque année une vingtaine de mil-liards de francs sur les fonds des livrets A pour alimenter le budget de l'Etat. « Peut-être serait-il temps qu'il cesse », a-t-il estimé. Depuis 1980, ces sommes totalisent 180 milliards de francs. «Il est évident qu'elles manquent aujourd'hut»,

Il a renouvelé sa demande d'une

étude, par exemple dans le cadre du plan, éventuellement d'un débat parlementaire, sur le financement parlementaire, sur le financement du logement social dont on ne peut, selon lui, « changer les grandes règles du jeu par circulaire». De même, pour le devenir du PAP (prêt aidé à l'accession à la propriété) que le Trésor souhaîte voir disparaître (remplacé par le futur fonds de garantie à l'accession sociale à la propriété) « que l'on ne peut supprimer sans en l'on ne peut supprimer sans en débattre ».

Comme prévu, le président de l'Union des HLM a brossé un tonion des HLM a brosse un tableau assez sombre du logement en France qui traverse une crise du même ordre que celle que l'on a connue il y a vingt ans ». Touchées par ricochet par le marasme du secteur privé, les HLM ont vu leus files d'autente doubler, le taux de rotation des occupants baisser de deux points et les logements vacants se réduire au strict minimum même dans les grands ensem-bles les moins favorisés.

FRANÇOISE VAYSSE

L'agitation paysanne

Faute de retenir l'idée de la prime de fidélité, M. Quilliot a suggéré que l'Etat cesse de prélever

# Les organisations agricoles de Haute-Garonne demandent aux députés de jouer les médiateurs

TOULOUSE

de notre correspondant

La flaute-Garonne n'est pas encore isolée du reste du territoire national mais, depuis quelques jours, les agriculteurs, qui multiplient les barrages sur les routes nationales et départementales, perturbent sérieusement la circulation. Le Gers, le Tarn, le Tarn-et-Garonne et même le Lot font aussi les frais de la colère paysanne conduite par la Coordination nursle à laquelle s'est joint, ici ou la le Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA). La nouvelle politique agricole commune (PAC) atrise l'incendie dans les campagnes de Midi-Pyrénées promises au plus sombre avenir, si l'on en croit les études prospectives faites par les organismes spécialisés.

C'est dans ce contexte qu'une délégation du monde rural a rencontré à

ia préfecture, vendredi 12 juin, des éius de la Haute-Garoane. Ces der-niers — le département compte huit députés, sept socialistes et un CDS, M. Dominique Baudis — étaient tous présents. De leur côté, les organisa-tions agricoles avaient délégué une vingtaine des leurs.

Les uns et les autres n'étaient pas venus pour faire de la figuration. Les entretiens furent techniques et précis. entretiens furent techniques et précis, même si parfois les élus eurent du mal à saisir les subtilités des diffé-pentes situations évocutes de différentes situations évoquées par leurs interlocuteurs. Ceux-ci avaient préinterlocuteurs. Ceux-ei avaient pre-paré un protocole d'accord dont les trois principant points concernent la suppression de la taxe foncière sur les propriété non bâties, l'obtention de la prime blé dur en Haute-Ga-ronne et les indemnités pour le gel d'avril 1991. Des dispositions, comme le reconnaissait un responsa-ble du CDIA, qui ne serviront qu'à

elimiter la casse». Quant à la frac-ture entre le syndicalisme traditionnel prêt à accepter des mesures d'accompagnement de la PAC et les représentants de la Coordination. beaucoup plus radicaux et décidés à entretenir l'agitation, elle est patente.

M. Jacques Roger-Machart, député PS, qui s'est engagé à défendre le dossier devant le ministre de l'agriculture, n'a pas caché les difficultés du dialogue avec certains. M. Dominique Baudis, député et maire de Toulouse, se sentait dans une posi-tion plus confortable, exhortant les socialistes à plus de comprehension envers le monde rural et les agriculteurs à oc pas « prendre en otages » les habitants de Toulouse. Les plus modérés des agricultures out promis. Les élus ont signé...

GÉRARD VALLES

Les propositions de l'émirat d'Abou-Dhabi

# La Haute Cour de Londres approuve le plan d'indemnisation des déposants de la BCCI

LONDRES

correspondance

La Haute Cour de Londres a approuvé, vendredi 12 juin, le plan d'indemnisation des déposants de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI) proposé par l'actionnaire majoritaire, l'émirat d'Abov-Dhabi.

En vertu du plan de compensation des déposants de cette banque lermée le 5 juillet 1991 pour « fraude à grande échelle » (le Monde des 30, 31 juillet, [r et 3 août 1991), Abou-Dhabi, actionnaire à 77,4 %, versera quelque 900 millions de livres (9 milliards de fermes) aux décessers les milliards de francs) sux déposants. La majo-rité des actionnaires de la BCCI avait refusé d'augmenter cette indemnisation, s'estimant cux-mêmes victimes de l'escroquerie ayant entraîné la fermeture, puis la liquidation de la BCCI. En vortu

de l'accord entre Abou-Dhabi et l'administrateur judiciaire, Touche Ross, l'émirat verserait l'indemnité aux déposants (30 % du montant des créances) en échange de l'immunité judiciaire et de l'abandon de certaines obligations linancières

Les déposants out jusqu'à mercredi 17 juin pour faire appel. Mais le juge londonien les a prevenus qu'une telle démarche pourrait prendre... une dizaine d'années, « en raison de la complexité du dossier ». « Ce n'est pas très généreux, mais c'est mieux que rien », a conclu le tribunal de Londres, centre économique des activités de la

La décision britannique devrait peser sur l'arrêt de la justice du Luxembourg, siège judiciaire de la BCCI, prévu pour le 25 juin.

MARC ROCHE

La mise à jour de la convention collective

# La CGT appelle à des arrêts de travail dans les transports urbains le 16 juin

La Fédération nationale des syndicats de transports CGT appelle à une journée d'action dans les transports urbains, mardi 16 juin. Des arrêts de travail de vingt-quatre heures sont annoncés notamment à Angers, Lvon, Marseille, Montpellier, bourg et Toulouse. La CGT entend rappeter ses revendications salariales ainsi que son hostilité au projet de modernisation de la convention collective

tant, le reste étant contrôlé)

témoigne encore d'un relatif man-

que d'intérêt à l'égard du groupe. Il

est vrai qu'en dehors de ses activi-

tés bancaires, celui-ci n'a guère

consacré plus de 1 % de ses inves-

La partie essentielle de ce petit portefeuille américain réside dans

les 10,1 % détenus dans les maga-

sins RALPS installés à Los Angeles

et qui n'ont pas souffert des

récentes émentes de South Central.

Pour le reste, le groupe procédera

« modérément » à quelques acquisi-

tions « sur de petites sociétés qui

détiennent de bonnes parts de mar-

ché», a expliqué pour sa part

M. Philippe Blavier, président de

Paribas North America.

tissements aux Etats-Unis.

La convention collective des La convention collective des transports publics a vieilli. Elaborée en 1948, elle ne répond plus, de l'avis des professionnels, aux modes de gestion des entreprises. Le 12 mai, l'Union des transports publics (UTP) a proposé aux organisations syndicales une convention collective « alternative » qui devrait faire l'orbiet de nésociations. devrait faire l'objet de négociations jusqu'à la fin de l'année. Le texte vise à substituer à une évolution de carrière fondée sur une logique de grades, une promotion en fonction

Dans le cadre actuel, les évolu-tions de carrière résultent principalement de la seule distribution des points d'ancienneté sur une durée de vingt-cinq aus. Moins de 2 % des conducteurs font l'objet d'une promotion professionnelle en fonction de leurs compétences. Le pro-

de carrière. Il s'appuierait sur une description a d'emplois-repères » basée sur « une approche de métier » permettant d'élargir les compétences et de favoriser la mobilité du personnel.

La grille des salaires s'alignerait sur cette modernisation de la clas-sification des emplois. Le système actuel de rémunération (coefficient multiplié par la valeur du point) jugé trop rigide scrait supprimé au profit d'une rémunération par niveaux. L'objectif est de définir cinq niveaux hiérarchiques avec, pour chacun, une rémunération annuelle garantie. Il est prévu de ennueue garantie, il est prévu de revaloriser les plus bas salaires et de les porter à 5,4 % au-dessus de la dernière valeur connue du SMIC.

L'UTP souhaite également modi-fier les conditions d'accès à la pro-fession – les agents de conduite qui représentent 80 % des effectifs des représentent 80 % des effectifs des transports publics n'ont pas actuellement de formation profession-nelle initiale – et d'améliorer la formation continue. L'ensemble de ces dispositions, si elles étaient adoptées, ne devraient pas accroître les charges salariales, selon les responsables de l'Union des transports publics qui parlent des transports publics qui parlent d'encourager les départs à la

MARTINE LARONCHE

D Air France va baisser ses tarifs ser l'Atlantique Nord. – Air France a annoncé vendredi 12 juin à Newjet de convention propose un nou-yeau classement des emplois qui permette un décloisonnement de la profession et ouvre les perspectives Pour embaucher et former des jeunes

## Les professions du BTP signent un accord sur les préretraites à mi-temps

Toutes les organisations patronales du bâtiment et des travaux publics, à l'exception de la CAPER (confédération des artisans) qui doit consulter ses instances, et tontes les organisations syndicales, sauf la CGT, ont signé, vendredi acitaire ins taurant un dispositif de préretraite progressive pour les salariés de plus de cinquante-cinq ans.

Selon ce protocole, qui sera complété par une convention avec l'Etat, les professions s'engagent à accorder, sur la base du volonta-riat, le bénéfice d'une préretraite à mi-temps pour 1 500 à 2 500 personnes, en 1993. Ces travailleurs seront rémunérés à 80 % de leur ancien sulaire, 30 % étant pris en charge par les pouvoirs publics.

Après avoir suivi une formation, de tuteurs auprès de jeunes qui, parallèlement – au nombre de 750 à 1 250 - seront embauchés avec des contrats à durée indéterminée. Comme dans le seul accord du même type, signé récemment chez Renault, la formule permet de transmettre le savoir-faire des travailleurs âgés et de recrutor des sahriés plus jeunes.

à l'offensive lancée récemment par la compagnie américaine Delta. Ces réductions porteront aussi bien sur les vols Concorde, que sur les tarifs première classe, classe affaires et classe économique. -

Sour savoir comment profiter de l'été, Tours vous livre quelques clés.



Fêtes musicales en Touraine du 12 au 28 juin 1992. Renseigne-

ments au (16) 47 21 65 15 ou (16) 47 21 65 08 **ETE MUSICAL** 



A Tours la matière grise prend des couleurs.

# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 8 AU 12 JUIN 1992

**PARIS** 

# Le temps du plomb

INDICE CAC 40 By Jove | A l'heure

où la France n'avait d'yeux que pour le Reine Elizabeth et ses chapeaux, les investisseurs anglo-

taient pour s'éclipser en bon ordre de la Bourse. « la quittent l'arènes, entendait-on alors dans les salles de marché où étaient constatés la faiblesse des transactions et un flux important de ventes. Conséquence. la baisse des cours amorcée depuis quinze jours s'est accélérée (- 2,7 % en quatre séances), et les gestionnaires se mettent à broyer du noir.

Le marché est «plombé», affirment-ils dans leur jargon imagé. Et de citer comme cause les incertirudes politiques liées au référensur les taux d'intérêt et la reprise économique qui se fait toujours attendre. Bref, à l'optimisme des premiers mois où l'on ne retenalt que les bonnes nouvelles, ont suc-cédé la déception et le doute. Retour de balancier oblige, seules sont prises en compte désormals les données sombres.

Après le long week-end de la Après le long week-end de la Pentecôte, ces journées consécutives de baisse (- 0,98 % mardl, - 0,43 % mercredi, - 1,27 % jeudi, - 0,03 % vendredi) ont ramené l'indice CAC 40 à son alvesus. niveau du 1 avril (1 928,29 points). Depuis le début de l'année, la progression moyenne des 40 valeurs principales n'est plus que de 9,21 % contre 15 % en un mois. En effet, la 11 mai, l'indicateur de la placa culminalt à 2 077,49 points et s'approchait de son plus haut historique (2 129,32 points, le 20 avril 1990). Un niveau qu'il n'a

aux espoirs, et qu'il ne pourreit peut être pas retrouver d'ici à sep-tembre. Si beaucoup envisagent durant l'été une consolidation aux nivezux actuels, les pessimistes voient une descente à 1 800 points, ce qui annularai quasiment toute l'avance enregis-trée depuis le début de l'année.

Révélateur de ce climat incertain, le comportement particulièrement nerveux des intervenants. Ainsi le titre Schneider a perdu plus de 12 % sur la semalne à la suita d'une réunion réservée exclusive-ment aux analystes financiers durant laquelle M. Didier Pineau-Valencienne, président du groupe de construction électrique, a dressé un constat peu encourageant. Lesprévisions de bénéfices ne sont guère meilleures, «L'estimation moyenne de 850 millions de francs de bénéfice pour 1992 est désormais considérée comme une hypothèse heute», a-t-ll affirmé. Le groupe table sur un résultat net de l'ordre de 400 milions de francs.

Dès mardi ces propos entraîneient une chute du titre du groupe Schneider, dont Spie-Bati-gnolies, Merlin-Gerin et SPEP. La Commission des opérations de Bourse (COB), réagissait. La gen-darme des marchés décidait d'ou-vrir une double enquête sur les conditions de diffusion des prévisions du groupe et sur les mouve-ments de baisse des cours. Mela-dresse de la part de Schneider peut-être, mais cette erreur de communication n'est pes une pre-mière en Bourse. En octobre 1990, Michelin avait commis le même impair et suscité ce rappel de la Commission: «Il incombe à une société cotée de rendre publique toute information susceptible

donc pas pu franchir, contrairement d'avoir une incidence sur les cours dont elle n'est plus en mesure d'assurer la confidentialité.» Ces paroles ne seraient-elles donc que des voeux pieux?

#### Concentration dans la distribution

La semaine aura aussi été marquée par une dizaine de suspen-sions de cotations, dont six ont concerné des titres des groupes Casino et Rallye. Les deux distri-buteurs ont décidé de se rapprocher, Rullye amenant ses hyper-marchés, supermarchés et calétérias au groupe stéphanois et prenant en contrepertie 30 % du capital. Cette ennonce a entraîne une vive baisse des actions Casino, à la reprise des échenges mercredi (- 1,8 %) puis jeudi (- 4,7 %), Le mouvement s'est poursuivi le lendemain (- 2,3 %). Les boursiers n'aiment décidément pas les acquisitions.

Toujours dans le distribution, le groupe textile Devanlay, associé à la BNP et à la Société générale, a revendu les quelque 20 % qu'il déteneit dans les Nouvelles Galeries aux Galeries Lafayette, action-neire majoritaire détenant déjà plus de 72 % du capital. Les «Galfa» lanceront une offre publique d'achet simplifiée au prix de 650 franca par action, un niveau supé-rieur de 15 % au dernier cours coté (563 F).

Au chapitre des suspensions momentanées, celle du certificat Pechiney mardi avant l'annonce en fin de journée de son désengage-ment du secteur nucléaire. Le titre a peu évolué à la reprise des échanges. De son côté le holding Exor s'est complètement retiré de Suez en cédant le refiquat de sa participation (1,07 %) à Nestlé. La

Mines d'or, diamants

Matériel électrique

SEE 285,10 lénérale des eaux 2 329

Drief. Com

12-6-92 Dett.

185,50 - 6,40 309,50 + 0,50 36 + 0,20 - 5,00 60,80 + 1,30 19,50 - 0,30 25,20 - 0,40 23,15 - 0,95 30,10 - 0,90 150 - 1,20

12-6-92 Diff.

20 6 2 - 83 - 7,50 - 13 + 23 + 23

transaction se serait réalisée au prix de 332 F l'action. · La semaine aura également été

marquée par l'annonce d'augmen-tations de capital et par l'arrivée sur le marché au comptant, mercredi 10 juin, de la Compagnie générale de bâtiment et de construction (CBC). Deux signes souvent interprétés comme un retour à la confiance des entreprises pour la Bourse. Mais la modestie des appels au marché (300 millions pour Degrémont, 1 milliard pour le Club Méditerrannnée) et le peu d'arrivée de nouvelles valeurs - CBC n'est que la deuxième depuis le début de l'année - doivent relativiser cette impression. D'autant plus que CBC a rencontré moins de succès que Lapeyre, anivée voici un mois. La demande a été deux fois supé-rieure à l'offre. Miss en vente à 365 F, le valeur ne valait plus que 359,90 F vendredi.

Enfin pour reverir au domaine franco-britannique, l'action Eurotunnel a une nouvelle fois été très chahutée. Les Angleis, qui n'aiment décidément pas que leur le soit rattachée au continent, ont décidé de supprimer dès le 22 juin cette valeur de la composition de leur indice de référence, le Footsie 100, au motif de taille insuffisante. Une décision qui a entraîné une baisse des cours et une protestation de la firme chargée de réaliser la liaison transmanche. Cette demière reproche aux Britanniques d'avoir divisé de moitié la capitalisation du groupe en raison de son caractère-binational. Et tout cela, pendant que la Reine affichait ses convictions européennes au peuple fran-çais. My God I A qui se fier désor-mais?

Produits chimiques

Roussel-Ucinf ...

Imp. Chemical ..... Norsk Hydro .....

Ciments Fçais... Alcatel Alsthom

Euro Disney \_\_ 3843 500 Schneider \_\_ 568 925 Saint-Gobain \_\_ 689 960 Gén. d. Eaux \_\_ 166 220

Lafarge Cop. 426 922 153 169 (\*) Do joud: 16 seat 1992 au mercredi 3 juin 1992 melus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RIM)

15.1 SPEP ..

DR N-P.-de-C.

ial Lativette

3.1 Schnader ... 3.5 Martin Gerin 3.4 DR Sod-Est ...

1.7 Selero ..... 2.5 Métodoje Inti 2.5 Club Med .....

L3 Casino G. ADP
L0 CSSE
L8 Unibril
L7 Paotes
L4 Objur

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Valens

BASF ....

DOMINIQUE GALLOIS

2 225

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (\*)

12-6-92 Diff.

+ 40 + 15 - 10 - 6

442 163 426 091

# **NEW-YORK**

# Sans direction

Déprimée par les incertitudes sur la NOICE DOW JONES solidité de la reprise économique américaine, Wall Street s'est déprécié en

dépit d'une reprise
ténue à l'approche
du week-end,
encouragée par une baisse des taux
d'intérêt à long terme aux EtatsUnis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 1,3 % sur la semaine et 1,72 % par rapport à son dernier sommet (3 413,21 points) atteint le 1° juin. Après un début de semaine 3.3 plutôt calme dans l'attente de la publication de nouvelles statisti-

publication de nouvelles statisti-ques économiques, notamment sur l'inflation aux États-Unis, Wall Street a subi une correction techni-que à la baisse avant de reprendre quelques points grâce des pro-grammes d'achais informatiques et une détente des taux d'interêt à par l'annonce d'une hausse surprise du taux de chômage en mai sux. Etats-Unis, la semaine précédente, les investisseurs optaient pour la prudence. Car, si l'économie américaine est sortie de la récession, le redressement est lent comme le montrent la hausse plus faible que prévu des ventes de détait et le. léger gonfiement des stocks des entreprises américaines en mai. Les

prix restent toutefois largement

sous contrôle. Après avoir ravivé

jeudi les craintes d'une accélération de l'inflation en publiant une nette hausse des prix de gros, le département du Commerce a fait état vendredi d'une quasi-stagnation des prix de détail en mai (+ 0,1%), ce qui a calmé les investisseurs et pro-fité à Wall Street. La Bourse terminait la journée de vendredi sur un gain modeste de 0,09 %. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente aux revensit à 7,85 % vendredi contre 7,87 % la veille. Indice Dow Jones du 12 juin :

354,39 (c. 3 39	8,69).	
	· Coars	Cours 12 juin
cose TT seling sase Mun. Bank Pont de Nemouss stman Kodak meral Electric meral Motnes bodyear. M T bibli Oil izer shambenger staco vious (ez-Allegis)	79 48 44 718 44 718 44 718 45 718 45 718 45 718 718 718 718 718 718 718 718 718 718	76 1/2 43 3/8 43 7/8 27 5/8 51 3/4 539 7/8 62 1/2 64 1/2 66 1/4 68 1/2 66 1/4 27 3/8 117 1/4 27 3/8
nited Tech catingbonse rox Corp	17 3/8 74	18 1/4 71 1/8

Jan 1990. Garage

### TOKYO

# Poursuite du recul

poursuivi leur glis-sade tout au long de la semaine à Tokyo en l'absence des investisseurs institu-tionnels qui attendaient vendredi 12 juin l'expiration. des contrats à terme du mois. Le Nikkei a clôture à 17 383,68 points

Les valeurs ont

vendredi, Jen., baisse de 496,36 points par rapport à la semaine deraitée au récal de 2,3 %. L'indice avait cédé 557,71 points en fin de semaine Le volume traité est resté faible tout au long de la semaine écoulée, sauf vendredi où, apparemment par erreur, le volume des titres d'une maison de courtage a plus que triplé – à 763,6 millions de

titres - par rapport à la veille. Cette firme, dont l'identité n'a pas été révélée, a semble-t-il passe des ordres d'achat à la place d'ordres de vente sur certains titres lors du réglement mensuel des contrats de

Le marché est resté faible tout au long de la semaine à l'exception de mardi, où le Nikkei a gagné 1,08 % grâce à des achats spécula-

tifs tels que Meiji Milk Products. Co. Ltd. Toutes les autres séances ont été perdantes. L'indice a cédé 0.76 % lundi, 0,6 % mercredi, 0,2 % jeudi et 1,84 % vendredi. Le fort recui de vendredi a été attribué à la publication par la Banque du Japon des résultats d'une enquête économique, plus mauvais

DOSE 2 1 A.

alexand to an

#fata treet.

nima a come

3212777

Decer 2

PERSON ...

22:55

DE DESTRU

ine:

Time:

Ciza

Self Fig.

FEE

ET CAL

DEED SALE

AR E

12

150

himissement des

NEW YORK COMMITTEE

TRT-37 W

Contract of the second

que prévu. La niunar des revestiments s'at-tendadent à un retend du Nikkei au desse de 1000 points après la liquidation des contrats à terme de juin. Selon les expens, le marché ne devrait pas se ressaisir avant les élections de la Chambre Haute en juillet. Indices du 12 juin : Nikkei,

17 383,68 (c. 17 790,04); Topix, 1 328,36 (c. 1 345,968).

N 2. 1. 1.	Cours 5 juin	Cours 12 juin.
Alesi Brideostono	1 290	1 260
Canon Puil Bank	1 410	1 390
Honda Motors	1 450 1 340	£ 450 £ 329
Mitsubishi Henvy Sony Corp	4 320	4 U0
Foyota Motors	1 340	1, 490

### LONDRES

Troisième semaine de baisse : - 2.4 %

Les valeurs ont continué à baisser pour la troisième semaine consécutive au Stock Exchange sous l'influence de la faiblesse de Wall Street et du manque de reprise économique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs est tombé à son plus bas niveau depuis quinze jours. Il a clôturé vendredi à 2 603,7 points, en baisse de 2,4% sur la semaine et de plus de 5,1% par rapport à son record historique du 11 mai der-

l'éditeur EMAP a donné le signal de plusieurs augmentations de capital d'un montant total supérieur à 100 millions de livres (envicon I milliard de francs), le fabricant et distributeur de meubles MFI Furniture Group a annouch son retour sur le marché le mois prochain pour 546 millions de livres et le groupe de presse Tele-graph a confirmé son introduction

en Bourse.
Indices e PT » du 12 juin
100 valeurs, 2 503,7 (c. 2 668,5)
30 valeurs, 2 025,3 (c. 2 077,4)
Fonds d'Elat 88,82 (c. 88,86) Mines d'or, 103,7 (c. 104,9).

	S jain	Coura 12 juin
Hied Lions	8.24	6,56
adbury	4,65	4,70
ilaio	7,41	13.75 7.22
iUS Cl	13.25	14,80 12,90 11,23
TZ.	5.19	6.10
hikver	1,25	9,33

### FRANCFORT Manque d'entrain - 0,38 %

Au cours de cette courte semaine de quatre séances la Bourse de Francfort a particulièrement manqué d'entrain. L'indice Dax a ter-miné la semaine quasiment à son niveau du vendredi précédent (-0,38%) dans un marché où le volume d'activité a été très réduit. Aucus secteur n'a été épargné par l'intéplarité de la tendance.

La plupart des opérateurs déplo-rent la morosité ambiante et leurs analyses divergent sur la façon dont le marché s'en sortira, Certains pensent que la phase de consolidation pourrait bien se poursuivre sans pour autunt que le Dax casse le seuil de résistance de 1 780 points (hypothèse déjà véri-fiée cetie semaine). Cette poursuite d'une relative faiblesse est mise sur le compte des taux d'intérêt allele compte des taux d'intérêt alle-mands dont sucune détente n'est actuellement en vue. Pour d'autres, le marché a maintenant digéré son envolée qui a culminé le 25 mai (1 811,57 pour le DAX) et va repartir à la hausse. Indices du 12 juin : DAX 1-782,27 (c. 1 789,07); Commerz-bank, 2 002,6 points (c. 2017,5).

	Cours 5 juin	Cours 12 juin
G SF er per/house	206 244,50 209 251,50	205 247,36 290,80 257,10
echet	692 260,50 6.33	594.60 264.50 673.50
mens	394,70 682,90	308 677,86

### Pétroles

	12-6-92	"Diff.
BP-France	111	+ 1
ELF-Aquitaine	382.50	- 7.50
Esso (1)	805	- 7
Primagae (2)	797	inch.
Sogerap	416	- 14
Total	256,60	( – 5,20
Exagn (3)	334,20	- 2,10
Petrofica	1 719	- 8
Royal Dutch	475	- 1,90

(1) Coupon à 25 F. (2) Coupon à 13 F. (3) Coupon à 3,30 F.

# Métallurgie, construction mécanique

	12-6-92	Diff.
۸ العام	313	- 9
Dassault Aviation	398	<b>+</b> 3
De Dietrich	1 810	- 10
Five-Lille	402	iach.
Progress	745	- 17
SAGEM	2 120	- 80
Strafor, Facum	840	- 21
Valco	756	- 16
Valloure	231	- 10.10

### **Alimentation**

	12-6-92	Diff
Bongrain	3 225 1 086 2 600 156 655 1 701 3 929 155 1 633 3 550 1 258 1 700 36 340	- 60 - 3 - 39 - 12,10 - 14 - 113 - 12 + 85 + 9 - 23 inch.

(1) Coupon 5 F. (2) Coupon 29 F.

## Valeurs diverses

	12-6-92	Diff.
Accor	747	+ 83
Air liquide	809	- 21
Bis	316.60	- 25.50
CGIP coupon 30 F	1 092	7
Club Méd.	469	- 46
Elf Sanofi	1 057	+ 1
Essilor	454	- 8
Euro Disney	114	+ 4,70
Europe 1	1 028	+ 20
Enrotannel	34,90	- 1,05
Groupe Cité	550	- 14
Hachette	127,50	
Havas	529	- 9
Marine Wendel	313	- 12
Navigation mixte	1 050	- 64
Nord-Est	132,60	
L'Ortal	880	- 19
Saint-Gobain	570	- 17
Sauloes Châtillon	248	+ 3
Skis Rossignol	670	- 8

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67 Indice gén.

### Mines, caoutchouc

. Invest	12-6-92	Dill.
Géophysique   16173 Imétal   16174 Métaleurop   16174 Michelin   17174 RTZ   20174	737 335 93 206,50 59,50 4,25	+ 63 - 17,60 - 4 - 8,90 - 1,70 + 6,05

Filatures, te magasins	xtiles	
	12-6-92	Diff
Agache (Fin.) BHV Damart DMC Gut Lafsyette	848 823 3 201 356,9 2 150	- 8 + 41 + 11 - 17,10 - 50

# 792 - 12

	12-6-92	Diff.
Bouygues Ciments français GTM	616 472 404,10 144 888 349,80 595	- 3 inch. - 9 - 7,10 - 32 - 15,70 - 1

	12-6-92	Diff.
Bouygues	616 472 404,10 144 888 349,80 595 231,20	- 3 inch. - 9 - 7,10 - 32 - 15,70 - J - 6,80

	12-6-92	Diff.	
Bouygues	610 477 404,10 144 888 349,80 595 231,20	- 3 inch. - 9 - 7,10 - 32 - 15,70 - 1 - 6,80	
		N	IA

TIF pourcentage du 12 juin 1992 Nombre de contrats : 125 757 environ

COURS	ÉCHÉANCES			
000.5	JUIN 92	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93
Premier	107,28	107,58	107,78	-
+ baut,	107,46	107,76	107,86	-
+ bas	107,24	107,52	107,74	-
Dersier	107,32	107,62	107,84	-
Compensation	107_32	107.62	107.82	107.88

	5-6-92	8-6-92	9-6-92	10-6-92	11-6-92
RM	2 177 220	0072	2 107 201	2 707 046	2 893 823
Comptant R. et obi. Actions	418 711 148 745		649 827 208 356	12 610 744 435 711	14 807 130 200 649
Total	2 744 676		2 965 384	15 753 501	17 901 602
INDICES	QUOTIDI	ENS (IN	EE base 10	0, 31 décess	bre 1991)
Françaises . Etrangères .	115,1		114,2	113,5 104,8	112,3 103,9
	INDICE	S CAC (d	ı lundi an v	endredi)	
	8-6-92	9-6-92	10-6-92	11-6-92	12-6-92

(hase 100, 31 décembre 1987)

539,6 535,9 532,4 530,5

1 962,23 1 1 953,73 1 1 928,84 1 1 928,29,

# CREDITS, CHANGES, GRANDS MARCHES

### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Aucun emprunt en écus

Pour la première fois de l'année, autorontes est très intéressant. L'af-une semaine entière s'est écoulée faire était placée sous la conduite sans qu'aucun nouvel emprunt en de la Société générale. une semaine entiere s'est ecoulee sans qu'aucum nouvel embrunt en écus n'ait vu le jour. Ce calme inhabituel reflète le désarroi qui s'est emparé du marché depuis le refus du Danemark de ratifier le traité de Maastricht. Maintenant que l'incertitude prévant quant à la réalisation d'une union économique et monétaire dans la communauté des Deurse le commartiment de des Douze, le compartiment de l'écu est vu avec suspicion. Cette situation risque de se prolonger plu-

La fermeture du marché de l'écu a des conséquences importantes pour de nombreux emprunteurs. En pour de nombreix emprunteurs. En raison de son écorme endettement, l'Italie figure parmi ceux qui ont le plus à en souffrir, car si le Trésor public romain n'a plus accès à cette source de financement où il s'est habitué à puiser largement, il lui faudra lever davantage de fonds dans sa propre monnaie, à laquelle sout associés des taux de rendement beauconn plus élevés que cenx de beaucoap plus élevés que cenx de l'écu. Cette perspective n'a pas manqué d'aggraver encore les difficultés déjà grandes du marché des titres en lires.

Bien que la situation ne soit de loin pas comparable, le marché du franc a lui aussi été atteint de façon prononcée. Comme ces derniers mois les coûts des emprants en écus et en franca s'étaient beaucoup rap-prochés, les débiteurs français étaient de plus en plus nombreux à se procurer des ressources à longue échèance dans les deux compartiments, alternativement. Pour l'heure, ils n'ont plus guère le choix, et la crainte d'une brusque surchage du marché du franc, due à l'arrivée soudaine d'opérations qui auraient dil être émises en écus, explique en

C'est une des grandes réussites de ces derniers jours. Le débiteur est prestigieux, et sa proposition a obtenu l'assentiment des investis-seurs en France et à l'étranger. seurs en France et à l'étranger. Ceux qui ont acquis les titres à leur prix d'émission étaient assurés au départ jeudi d'un rendement supérieur de 35 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) à celui des fonds d'État de même durée, et considérée sous cet aspect, l'allaire ne paraît pas très coûteuse. Il reste qu'elle revient à l'emprunteur à 9,23 % l'an alors qu'à la fin du mois de mai il n'aurait même pas eu à débourser 9 %.

Par ailleurs l'euro-émission que le Crédit national a lancée pour un montant total de 3,5 milliards de francs a également retenu l'attention, car Moody's, une des principales sociétés d'évaluation de crédit, venait d'abaisser d'un cran la note donnée à la dette de cette entreprise. Cela n'a pas empêché l'opération de se faire à des conditions relatives, de l'ordre de celles que le même débûteur avait obtenues au début de l'année. Le Crédit commercial de France, à qui l'opération était confiée, l'avait divisée en deux tranches, l'une d'une durée de près de sept ans, l'autre d'environ deux ans seulement. La plus longue est plutôt destinée aux investisseurs professionnels, la plus courte aux particuliers. Par ailleurs l'euro-émission que le

Le Danemark se distingue

Sur le marché de l'euromark, le situation est tout autre. Le regain de fermeté de la devise a facilité une briese des toux d'intérêt ce qui partie pourquoi le niveau de l'intérêt a tant monté ces derniers jours. Parmi les transactions sinsi rapatriées l'esro-emprent de 2 milliards de francs, lancé pour le compto de la Caisse nationale des sur le marché allemand depais

1986. Son émission a montré que le crédit de ce pays ne se ressent nul-lement de sa décision de refuser le traité de Maastricht. Son nouvel euro-emprunt, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 500 milans et d'un montant de 500 mil-lions de marks, lui revient à 8,4 % l'an. Lossque l'opération a été lan-cée, au lendemain de l'interruption de la Pentecôte, ce taux était très proche du rendement que procu-raient les bons du Trèsor émis par le gouvernement de Bonn. Il serait difficile d'obtenir de meilleures conditions. L'affaire était dirigée par la Westdeutsche Landesbank de Dusseldorf.

Plusieurs autres candidats étran-gers de premier plan envisagent de solliciter à leur tour le marché alle-mand. L'Espagne est au nombre des mand. L'aspagne est au nomore des candidats les plus sérieux, et on prévoit que son prochain euro-emprunt se monte à 2 milliards de marks. Ce sera vraisemblablement une opération à taux variable dont l'intérêt devrait être très proche du 1909 le référence interestionale. LIBOR, la référence internationale du marché monétaire.

La faveur dont jouit actuellement le mark est grande, et cela permet de surmonter en partie un obstacle important, celui des incertitudes relatives à la façon dont seront imposés les revenus des placements de capitaix en Allemagne. La posi-tion du gouvernement et celle de l'opposition sont très éloignées l'une ropposition sont très etotgières i une de l'autre à ce sujet. Un compromis finira certainement par s'imposer, mais il n'est pas encore possible de prévoir quelle forme il prendra, et surtont dans quelle mesure le secret bancaire sera mis en cause.

Pour ce qui est des comparti-ments du dollar américain, les spé-cialistes s'attendent à une vive ani-mation tant sur l'euromarché qu'à New-York on les condidate à l'auprunt se bousculent. Les comparti-ments canadien et australien font également preuve d'une très bonne

CHRISTOPHE VETTER

# DEVISES ET OR

# Rechute du dollar

La devise américaine n'en finit pas de ne pas remonter, au grand dépit des prévisionnistes de tout poil, et s'est même payé le luxe de flèchir assez brutalement cette semaine, retombant, un moment, au-dessous de 5,30 francs, au plus bas depuis quatre mois. Ce flèchissement a été accentué par la fermeté d'un mark fortement dopé par les craintes sur l'avenir du traité de Maastricht. Par ailleurs, les mon-naies «faibles» du Système monétaire européen, lire et peseta, atteintes par les ondes de choc du «non» danois au référendum, ont

Une série de « mauvaises nou velles» s'est abattue sur le dollar à la veille du week-end : faiblesse des ventes au détail américaines en mai, augmentation des prix de gros plus forte que prévu (+ 0,6 %) aux Etats-Unis, mal contrebalancée par une hausse des prix de détail inférieure

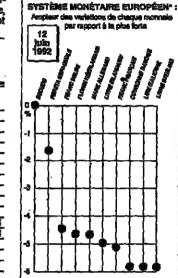
aux previsions (+ 0,1 % en mai et + 3 % en rythme annuel, pendant les cinq derniers mois). En outre, les dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne réalfirmaient, avec un bel ensemble, qu'il a'était pas ques-tion d'abaisser les taux directeurs de la BURS. la BUBA.

Tout cels conduit à rendre pessimistes certains opérateurs qui voient le cours du «billet vert» glis-ser à 1,55 deutschemark, après avoir «cassé» cette semaine le cours de 1,58 deutschemark.

Dans la tourmente provoquée par le coup de Maastricht (la bataille des référendums), le franc français est celui qui s'est comporté le plus honorablement par rapport au mark, dont le cours, à Paris, n's finalement pas varié d'une semaine sur l'autre, à 3,3680 francs (sauf une pointe à 3,3720 francs) après sa hausse brutale de la semaine dernière. La lire, en revanche, et surtout la peseta, ont

été très éprouvées. La Banque d'Espagne a dil intervenir pour défendre sa monnaie vis-à-vis du mark, notamment après l'annonce d'une hausse des prix de détail de 0,3 % en mai dans la péninsule ibérique, et de 6,5 % en un an. Les taux d'intérêt à court terme se sont tendus à Madrid (12,80 % à six mois).

Notons que MM. Helmut Schle-singer et Hans Tietmeyer, président et vice-président de la Bundesbank, n'excluent pas un réalignement des parités dans le Système monétaire européen avant la phase finale de l'Union monétaire, ce qui vise, sans les nommer, la lire et la peseta, mais « pas dans l'immédiat ».



# **MATIÈRES PREMIÈRES**

# Raffermissement des métaux

La semaine a été marquée par le raffermissement quasi général des métaux sur le marché de Londres. de l'étain et du cuivre en particulier. Il serait sans doute premature d'attribuer ce regain à l'amélioration de la conjoncture économique dans plusieurs pays industriels, tant celle-ci, comme aux Etats-Unis, paraît encore fragile et irrégulière. En outre, les métaux reflètent moins qu'autrefois les à-comps de la croistance, une augmentation de l'activité ne provoquant pas sys-tématiquement un surcroit d'utilisation de métaux. Deux explications à cela : les économies sont de moins en moins industrielles, gagnant leur croissance dans les services; les industries, suite aux choes pétroliers, aux fluctuations des cours et aux progrès technolo-giques, utilisent des proportions moins importantes de métaux que par le passé.

Ces réserves faites, les cours de l'étain ont bel et bien grimpé ces jours derniers, touchant leur meileur niveau depuis deux ans, juste au dessus de la barre dite a psychologique» des 6 500 livres la tonne. Un cours à rapprocher des 5 500 livres qu'affichaient les tableaux de cotation du London metal exchange (LME) en début d'année. Autour du «ring», les opérateurs se montraient perplexes, artribuant ce mouvement à la seule spéculation. Aucun élément fondamental c'est-à-dire concernant l'offre et la demande - ne pouvait justifier pareille fermeté. Au contraire, on

PRODUITS	COURS DU 12/6
Cativre b. g. (Lodes)	1 245 (-12,50)
Trois mois	Livres/tonne
Abuninium (Lordes)	1 295 (- 33)
Trois mois	Dollarstonne
Nickel (Loutes)	7 260 (inch.)
Trais mois	Dollars/toune
Sucre (Park)	288 (- 6,7)
Andit	Dollars/tonne
Café (Landes)	766 (- 9)
Juillet	Dollars/tonne
Cacao (New-York)	828 (- 27)
Juillet	Dollars toane
Blé (Chicago)	360 (- 6)
Juillet	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	259 (+ 1)
Juillet .	Centa/boissezu
Soja (Chicago)	183.8 (+ 2,7)
Judica	Dollars/L. courie
	renthèses indique les sur l'ante.

notait un accroissement des stocks de 60 tonnes (à 12 775 tonnes) dans les entrepôts du LME.

La tendance des prix s'est d'ailleurs partiellement inversée en fin de semaine à la suite de ventes chinoises. On apprenait aussi qu'un tribunal bresilien venait de suspendre l'ordonnance qui empêchait jusqu'ici le groupe minier Ebesa de commencer l'exploitation de l'étain dans la région amazonienne de Rondonia. Un porte parole de la société indiquait qu'une petite unité de production serait mise en route sous dix jours. L'offre annuelle ne devrait pas excéder 8 000 à 10 000 tonnes. Enfin, la société d'Etat bolivienne Comibol a conclu un accord de joint-venture avec une filiale du groupe brésilien Paranapanema pour l'exploitation pendant vingt ans d'un gisement fermé en 1985 après la grande crise de l'étain. D'après les experts, il resterait à traiter 60 millions de tonnes de mineral avec une teneur en étain de 0.3 %. La production devrait atteindre ranidement 2 900 tonnes par an, soit 2 % de l'offre mon-

> Le cuivre sur les hauteurs

Autre métal en vue cette semaine, le cuivre s'est traité sur les hauteurs, soumis à diverses pressions, en particulier l'entrée en phase de négociations salariales chez les deux géants canadiens, Asarco et Noranda. Ces périodes sont habituellement sujettes à des mouvements de grève qui provo-quent fisso facto des interruptions de livraison. D'après la firme anglo-saxonne Billiton-Enthoven, la demande mondiale de métal rouge pourrait dépasser de 20 000 tonnes la production. Un élément suppléla encore, les opérateurs s'atten-dent à des ventes chinoises qui pourraient contrarier la remontée des prix.

Si l'aluminium s'est montré irrégulier, les opérateurs ont réagi plutôt négativement à la publication des statistiques de ventes de l'ex-URSS par l'association euro-péenne de l'aluminium. En 1991, Moscou a écoulé à l'Ouest 1 million de tonnes d' «alu», alors que les volumes n'avaient pas dépassé une fourchette comprise entre 250 000 et 300 000 tonnes pendant la décennie passée, Cette situation nouvelle a contraint l'industrie européenne à réduire sa production

117 11

de 3,5 %, à 3,5 millions de tonnes (elle reculera en 1992 à 3,28 millions de tonnes). Un effort d'ajustement qui n'a pas empêché la pro-duction mondiale de progresser globalement de 3,5 % pour atteindre 14,8 millions de tonnes. D'autres industries ont en effet continué d'accroître leur activité, au Canada, en Amérique latine et en Asie. On s'attend en 1992 à voir les capacités de production nouvelles s'accroître de 640 000 tonnes environ. Les producteurs européens restent optimistes quant à la croissance de la consommation mondiale, qui devrait progresser de 3 % l'an dans les prochaines années. Les prix ne permettent pas en revanche à la plupart des industriels de couvrir leurs coûts de production. Les professionnels estiment en outre que la situation d'aujourd'hui diffère de celle - de crise - des années 80. A cette époque, l'industrie européenne n'utilisait que 80 % de ses capacités. Le taux est actuellement de 96 %.

Au moment où s'achève la conférence de Rio sur la terre, nombre de producteurs de métaux, au Nord comme au Sud, s'inquiètent des taxes sur l'énergie qui pourraient les frapper. L'alumiiom est en particulier un métal très «gourmand» en énergie, et la viabilité de ces secteurs pourrait être compromise. Déjà se noue la contradiction entre produire propre et produire à des coûts acceptables tant par l'industrie que par le mar-

ERIC FOTTORINO

M. René Jacqui quitterait Adidas le 30 juin prochain. — Le départ de M. René Jacqui, président du direc-toire d'Adidas, le 30 juin prochain au lieu de la fin de l'année, lui a été demandé par M= Gilberte Beaux, représentante des intérêts de Bernard Tapie dans Adidas, selon le quotidien allemand Die Welt paru vendredi 12 juin. Dans un entretien au journal alternand, M. Jaeggi sou-ligne que ce départ anticipé n'est absolument pas volontaire. « Je prendrai mon chapeau à la sortie de la prochaine assemblée générale des actionnaires du 30 juin prochain», a regretté M. Jacgg. Agé de quarante-quarre ans et de nationalité helvéti-que, M. René Jacgg est un ancien judoka converti au marketing. Il préside le directoire d'Adidas depuis 1987.

### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

A Paris, 100 yens étalent cotés, le vendredi 12 mai, 4,185844 F contre 4,2198582 F le vendredi 5 juin 1992.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 12 JUIN 1992

# Ondes de choc

Les marchés financiers out contichoc que le «coup de Maastricht» de la semaine précédente («non» au référendum danois et annonce d'une consultation populaire en France) avait provoquées la semaine dernière. A Paris, les non-résidents, surtout les Américains de Londres, Salomon, Shearson et antres Morgan Stanley ont lâché des titres longs du Trésor français (au-dessus de cinq ans) pour se reporter sur des titres courts, sans risque de baisse des cours. Ajoutons-y des arbitrages sur les emprunts d'Etat allemands (vente d'OAT et achats de bunds), comme le recommande, par ailleurs, la Dresduer Bank, et on comprend que les cours du MATH ne se soient pas redressés après leur vif recui de la semaine dernière (de 108,80 à 107,30), ne parvenant pas à remon-ter au-dessus de 107,60 sur l'échèance septembre (107,30 sur celle de juin).

Le marché de l'écu, frappé de plein fouet le mercredi 3 et le jeudi 4 juin, avec deux suppressions de séance et une chute spectaculaire, de 108,30 à 105 sur le contrat OAT en 108,30 à 105 sur le contrat OAT en écus, avec un rendement posté, brutalement, de 8,50 % à plus de 9 %, ne s'est pas relevé : à la veille du week-end, le contrat écu sur le MATIF avait encore glissé à 104,75 (9 1/8 %). C'est un terrible retour de bâton après, il est vrai, deux ans de spéculation sur une baisse des rendements des titres en écus, se rapprochant des niveaux les plus bas de la CEE (en Allemagne, notamment, et aussi en France). aussi en France).

Comme nous le relevions la Comme nous le relevions la semaine dernière, les marchés ont horreur de l'incertitude, et il est vraisemblable que, sauf surprise toujours possible, le MATIF restera déprimé, car perturbé jusqu'à l'autonne, c'est-à-dire jusqu'au référendum français. La déception a été si servel de la métiene d'est instalgrande que la méfiance s'est instal-lée, notamment de la part des Anglo-Saxons, vis-è-vis de l'Europe, l'Allemagne mise à part, bien

Sur le marché obligataire, passa-blement secoué par l'électrochec pré-cédemment évoqué et par la baisse des cours du MATIF, l'accueil réservé aux émetteurs a été plutôt mitigé... Ainsi, la SNCF, qui propomitigé... Ainsi, la SNCF, qui propo-sait un emprunt « mammouth» de 5 milliards de francs, a-t-elle dû se rabatire sur un montant de 3 mil-liards de francs, avec une option pour 20 % supplémentaires, en deux tranches égales. La première, réser-vée au marché domestique, et émise sous l'égide de la Caisse nationale de Crédit agricole, a été une belle « colle ». son mux nominal de creat agricoic, a etc une belle «colle», son taux nominal de 8,60 %, 8,96 % réel et 9,10 % pour les investisseurs institutionnels étant considéré comme insuffisant. La seconde, réservée au marché inter-national, s'est mieux placée, ledit

80 % de toute l'émission. La Caisse centrale de coopération La Caisse centrale de coopération économique (CCCE), qui levait l'milliard de francs sur le marché domestique à 8,60 % nominal, 8,99 % réel et 9,12 % pour les souscripteurs, a été moins pénalisée, plaçant assez aisément son papier. Il est vrai que le montant était beaucoup moins élevé et que la CCCE bénéticie aucore de la sarantie de l'Etat. cie encore de la garantie de l'Etat, conjointement avec les SDR (Sociétés de développement régional) et le CEPME (Crédit d'équipement aux PME).

Pour la semaine prochaine, on attend un Finansder (SDR) pour 2 à attend un Finansder (SDR) pour 2 a 2,5 milliards de francs, un Caisse d'épargne (2 milliards de francs pour le réseau), un GOBTP, Groopement pour le financement des ouvrages de bâtiment, travaux publics (i à 1,5 milliard de francs) et, peut-être, un Crédit national (2,5 à 3 milliards de francs). Mais tout dépendra de l'état du marché.

> Nouvelle progression des sicav monétaires

Les sonscriptions nettes de sicav monétaires se sont élevées à 25,1 milliards de francs en mai, après les 8,1 milliards de francs d'avril, selon les statistiques d'Euro performance. Cette augmentation est un peu inférieure aux 27,8 milliards de francs de l'action 1902 (meilleur challet de janvier 1992 (meilleur résultat depuis le début de l'année), mais elle depuis le début de l'année), mais elle eccède très largement celle de mai 1991, + 8,1 milliards de francs. L'encours des sicav monétaires n'a, toutefois, progressé que de 22,4 miliards de francs (y compris les coupons encaissés), en raison de la sortie de périmètre de deux sicav, pour 10,1 milliards de francs. En revanche, le solde des souscriptions nettes de sicav obligataires est dezéro, le montant des aouscriptions ayant compensé celui des rachats par l'émetteur. Quant aux sicav d'actions, l'hémorragie se poursuit les rachats l'ont emponté de 1,7 milliard de francs sur les souscriptions, dont 1,1 milliard de francs pour les scules sicav actions françaises.

scules sicav actions français En ce qui concerne les sicav monétaires, il sera intéressant d'étu-dier l'effet de la réforme de la fisca-lité qui s'applique à celles qui sont commercialisées sous le régime de la capitalisation : diminution de moitié du plafond de transactions sous du plafond de transactions sous lequel l'exonération des plus-values sur cession est acquise. Selon Europerformance, les sicay court terme, dont les sicay monéraires font l'essentiel, ressortent du régime de la capitalisation pour 82 % en nombre (269 sur 328) et 86 % en encours (1 030,85 milliards de francs sur 1 196,15 milliards de francs) à la fin d'avril 1992. Les sicay court terme

les 11 % de l'encours restant contenus dans vingt-trois sicav don la forme varie au gré des décisions de leurs assemblées générales. On voit donc que la « Capi » couvre l'estable de la « Capi » couvre l'essentiel de ces sicav court terme.

Quant aux sicav obligataires, la capitalisation ne s'applique qu'à 30 % de l'encours (290,51 miliards de francs nu total), contre 66 % pour la distribution (de coupons). On sait que les parteurs de sicav monétaires ont jusqu'au 31 décembre 1992 pour réagir, conserver ou vendre. Leur réaction est imprévisible. Il faut seulement remarquer que, même avec un prélèvement fiscal de 18,6 % sur les coupons de sicav court terme, régime de droit commun, ces por-teurs bénéficient encore d'une rémunération comprise entre 7% et 7,75 % sur le capital placé. Elle est encore bien supérieure aux 4,50 % des livrets A des Caisses d'épargne, dont le montant se réduit comme peau de chagrin. La «décollecte» sur ces livrets - c'est l'excédent des retraits sur les dépôts, - qui avait retraits sur les depois, — qui avant atteint 31 milliards de francs en 1991, en est déjà à 32 milliards de francs à fin mai, en route, peut-être vers les 70 milliards de francs, au grand désespoir de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des décète une se rest plus computer sur dépôts, qui ne peut plus compter sur le livret A pour financer le logement social, et doit vendre, à perte, sur le marché, ses créances sur les HLM en y ajoutant des remboursements sur prêts échus.

M. Christian Pierret, président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts, a proposé l'instauration d'une prime de fidélité pour les livrets A, de 0,50 % à 0,75 %, comme cela a été le cas dans les années 70. Mais M. Michel Sapin, ministre des finances, a oppose une fin de non-recevoir, car l'instauration d'une telle prime renchérirait le coût du financement du logement social. Un véritable cerele

Relevons, au passage, que les gui-chetiers des Caisses d'épargne sont les premiers à proposer aux épar-guants un investissement en sicav monétaire, pour ne pas perdre de clients au profit de la concurrence. Sur un plan plus large, le problème du bourn des sicav monétaires se poserait beaucoup moins si les taux d'intérêt à court terme n'étaient pas maintenus à un niveau aussi élevé (9,50 % à 10 %) par la Banque de France, pour respecter l'équilibre avec les taux allemands. A 6 % sur un mois, taux qui serait normal en France à l'heure actuelle, les 4,50 % exonérés d'impôt des livrets A redeviendraient compétitifs.

FRANÇOIS RENARD

Sévère répression des émeutes dans plusieurs grandes villes

# Le pouvoir iranien reconnaît implicitement la gravité de la crise sociale

Téhérain vient de reconnaître implicitement l'existence d'une grave crise sociale en Iran. Après les violentes émeutes qui villes du pays depuis la 16 avril, notamment Chiraz, Arak et Machhad, et qui se sont soldées par des centaines d'amastations treize condamnations à mort dont huit exécutées, plusieurs dizaines de peines de prison et de flagellation, le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a admis publiquement, vendredi 12 juin, que « la population est confrontée à des difficultés et est en conséquence mécontente s.

Alors qu'en début de semaine. le «guide» de la république isla-mique, l'ayatollah Ali Khamenei. le président du Parlement, M. Ali Akbar Nategh Nouri, par-laient seulement d'« incidents », de simples «faits divers sans aucune origine politique», ou « d'événement banal, comme il peut s'en produire dans n'importe quel payso, le président Raf-sandjani a mis en garde les Iraniens contre « toute nouvelle agi-tation », en précisant : « Nous devons nous attendre à ce que ce genre d'actes se répètent, il va falloir que nous gardions toute notre vigilance. »

Ces manifestations sont à chaque fois nées d'incidents mineurs qui ont dégénéré. La première, le 16 avril, à Chiraz, est partie d'un rassemblement des mutiles de la guerre contre l'Irak. Selon une source iranienne, quatre à cinq cents anciens combattants s'étalent réunis devant les bureaux de l'administration de l'économie et des finances afin de protester bons de réduction dont ils béné-paient pour l'achat des produits

Ouinze jours plus tard, à Arak. des fonctionnaires de la municipalité, accompagnés de policiers, venaient rappeler à des habitants qui bâtissaient des maisons en périphérie que les travaux étaient illégaux en l'absence de permis de construire. Le 30 mai à Machhad, d'autres fonctionnaires tentaient de faire applimière depuis la révolution, tant il était admis que les « déshérités» pouvaient construire en toute liberté.

Une charge de police malen-contreuse sur les manifestants handicapés à Chiraz, une dispute et un attroupement autour d'un camion de briques qui entraîns la mort d'un enfant à Arak, une famille qui refusa une expulsion à Machhad et s'est trouvée ensevelle sous les décombres provo-quées par les secousses d'un bul-idozer: à chaque fois la population est sortie dans la rue, protestant par dizaines de miliers contre la vie chère, assaillant les banques, les locaux administratifs et les bureaux de Organisation de la propagande isiamique. Plusieurs autobus et bâtiments publics ont été incendiés. Selon des témoins iraniens, ces manifestations, par leur ampieur, leur caractère spontane et répété, pouvaient évoquer l'ambiance des premiers jours de la révolution islamique. Une impression partagée mais tempéqui rappelle qu'à plusieurs reprises déjà, des mouvements de foules avaient assailli et déva-

#### « Demandes urgentes de la population...»

Toujours est-il que le pouvoir en place semble embarrassé par ce climat de fronde qui s'accentue dans le pays. Le nouveau rigorisme économique, qui se traduit entre autres par une inflation de 40 %, une politique de vérité des prix et la limitation des subsides accordés pour l'achat des produits de première nécessité, touchent de plein fouet les mostazafins, les déshé-rités, cette couche de la population aux la ruelle géteit font feste encore la référence sacrée des radicaux, aujourd'hui écartés du pouvoir après la victoire des partisans du président Rafsandjani aux dernières législatives:

Le pouvoir en place a décidé de réagir avec rapidité et fermeté. Les hésitations des forces de l'ordre pour réprimer les mouvements de foules, qui, selon certaines sources, n'auraient été dispersés à chaque fois quer la même règlementation en que très tard le soir, ont été

guide de la révolution à Chiraz, l'avatollah Haéri Shirazi, n'avait pas caché son mécontentement levant l'attentisme des forces de l'ordre. Dans un communiqué nublié par le journal la Voix du combattant du 16 mai, il déclarait: « C'est veal que l'on a appris aux forces de l'ordre à se comporter correctement avec la population; mais ces gens-là ne sont pas des gens du peuple, ce sont des contre-révolutionnaires »

Deux commissaires de police ont été révoqués et emprisonnés pour leur mollesse. Des brigades spéciales anti-émeutes ont été créées au sein du corps des gardiens de la révolution, les pasda-rans, et des tribunaux spéciaux

ont été constitués pour juger les taines. Après avoir laissé entendre que ces monvements de révolte pouvaient avoir été fomentés par des groupes d'oposants, notamment les Moudjahidines du peuple, les autorités iraniennes tentent d'expliquer aujourd'hui qu'il s'agit d'une délinquance urbaine classique. « Ceux qui se sont livrés à des pillages sont des malfaiteurs avec de lourds casiers judiciaires » a Mais il a ajouté qu'il fallait « donner suite aux demandes urgentes de la population afin d'ôter tout prétexte à ces malfai-

La grève suspendue par plusieurs syndicats

# Négociations par société dans l'audiovisuel public

Pour son deuxième jour, la grève de l'audiovisuel public a été globa-lement moins suivie vendredi 12 juin que la veille. Elle a néan-moins empêché la confection de nombreux journaux régionaux à FR 3, alors que la plupart des sta-tions de Radio-France diffussiont un rramme musical et que la mobiprogramme musica, et que la lisation était forte à RFO et RFI. Les porturbations n'ont pas affecté les émetteurs, les syndicats ayant appelé à la reprise du travail dès vendredi matin dans tous les centres d'émission de TDF (tout en déposant un nouveau préavis pour le 17 juin), ce qui a incité la direction à arrêter des poursuites engagées contre certains grévistes (le Monde

dans la journée, des stratégies diver-gentes se sont manifestées dans les ntes sociétés, et selon les syndicats. Plusieurs assemblées générales, comme à Radio-France, ont voté le principe de la continuation de la grève, devant le refus des employeurs de proposer plus de 2 % de hausse du point d'indice. La CGT a done maintenu son mot d'ordre de grève pour samedi. Le SNJ (Syndicat national des journalistes) en a fait de même partout, sauf à Antenne 2. Dans la chaîne

CFDT ont préféré adopter une autre stratégie : suspendre la grève, et déposer un nouveau préavis pour le 18 juin, pour éviter que les actions s'essouffient. C'est globalement la stratégie adoptés par la CFDT, qui a appelé à la reprise du travail à Radio-France, après l'avoir fait à TDF. Des négociations se sont ouvertes des vendredi après-midi à TDF, et devaient se poursuivre

On semblait s'orienter ainsi vers des négociations par société, sous le contrôle du collège des employeurs. A la question salariale posée s'ajoute donc en filigrane celle de la convention collective, et de sa révision, différentes des diverses societes ne l'audiovisuel public. L'autre question posée, par la limitation à 4 % de la salariale, est celle du partage entre augmentations collectives et individuelles, ou nouvelles bes. Le communiqué CFDT-SNI-CGT d' Antenne 2 dit par exemple: «Les personnels refusent financer plus longtemps les breux privilégiés de la société, »

### D'après une enquête de l'INSEE Les investissements industriels devraient diminuer de 8 % en 1992

D'après une enquête réalisée par l'INSEE en avril auprès de 2 500 industriels, ces dérulers devraient réduire de 8 % le volume de leurs investissements en 1992 (et de 5 %) en valeur). La même enquête mon-tre qu'en 1991 ces investissements ont diminué de 7 % en volume et de 4 % en valeur. En deux ans, les investissements de l'industrie auront ainsi diminué de 15 %.

Ces chiffres viennent tempérer Ces chiffres viennent tempérer l'optimisme qu'avait suscité la parution des comptes de la nation fin mai, faisant apparaître une croissance de 1,1 % du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre de 1992. Ni l'emploi ni l'investissement de rédémarrent, et les conjoncturistes entrevoient un ralentissement de l'activité sur una malentissement de l'activité sur una malentissement. de l'activité, avec une croissance tri-mestrielle qui ne dépasserait pas 0,5 %. L'industrie ne tourne actuelle-ment qu'à 82,3 % de ses capacités, contre 88 % en 1990.

Les députés ont adopté en seconde lecture, vendredi 12 juin, le projet de loi adaptant au marché unique européen la législation applicable en matière d'assurances et de crédits, présente par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances.

Les travaux du Parlement

Les titulaires de comptes joints pourront désigner

Ce projet de loi permet notam-ment à l'Etat de réduire de 75 % à 50,1 % sa participation dans le capital des trois grands groupes publics d'assarance (AGF, GAN, UAP) et modifie le statut de la Caiste nationale de prévoyance. Au cours de l'examen des articles, les députés ont réintroduit dans le texte du gouvernement plusieurs dispositions supprimées par le

Ils ont ainsi rétabli la mention de l'appartenance su secteur public des trois caisses centrales d'assurance et dans un tout autre registre, reconduit l'extension de certaines garanties liées à la procé-dure d'indemnisation des victimes de estastrophes naturelles. Comme en première lecture et contre l'avis du gouvernement, ils ont ainsi fixé des délais précis pour l'intervention des experts, afin d'engager correctement les processus d'in-demnisation des sinistres.

Les députés ont également adopté deux amendements nouveaux présentés par le gouvernement. Le premier, qui s'inscrit dans la philosophie générale du projet, aménage le statut juridique de la Caisse centrale de réassarance afin de permettre à cet établissement public, transformé en société anonyme, d'ouvrir son

l'un d'eux responsable des incidents de paiement capital pour contribuer au finance

ment de son développement, la

majorité de ce capital restant endant dans le secteur public. Le gouvernement a fait adopter un autre amendement qui comble une lacune de la loi sur la sécurité du chèque promulguée le 30 décembre 1991 et entrée en eur au 1º juin de cette année. Il stipule que, pour les comptes joints, l'un des titulaires peut être désigné comme responsable des incidents de paiement qui pourraient survenir, « tant en ce qui concerne (le compte incriminé) qu'en ce qui concerne les autres comptes dont il pourrait être individuellement titulaire », alors que, pour les autres titulaires, les sanc-

bles que pour le compte incriminé. Dans le cas contraire, les pénalités sanctionnant, per exemple, les défauts de provision sont applicables de plein droit à tous les titulaires de comptes « tant en ce qui concerne ce compte qu'en ce qui concerne les autres comptes dont ils pourraient être individuellement

tions éventuelles ne sont applica-

Le gouvernement s'est, en revanche, opposé à un amende-ment déposé par M. Jean-Paul Planchou (PS, Scine-et-Marne), et adopté par l'Assemblée, qui tend à faciliter et à accélérer les processus d'indemnisation, en prévoyant que les experts doivent intervenir dans un délai maximum d'un mois pour constater les dommages liés à des catastrophes naturelles.

en a approuvé 190. Huit comptes

ont été rejetés et la commission a

saisi le juge de l'élection au sujet de vingt candidats : quatorze inéli-gibilités et deux démissions d'office

M. Savy a également déclaré que sur les 867 comptes d'élections régionales et 7 322 comptes d'élec-

tion a été saisi de 1 300 cas . Seion

M. Savy, ces chiffres montrent que

i les candidats ont intégré dans leur

comportement les nouvelles obligations auxquelles l'immense majorité

d'entre eux a pleinement sotisfait » et que « les mécanismes de contrôle

ont été prononcées.

>#4

- 67

# La loi sur le financement des partis et des campagnes électorales sera appliquée dans les TOM et à Mayotte

ment et à l'unanimité, vendredi en a approuvé 190, Huit comptes 12 juin, le texte étendant l'application de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, ainsi que plusieurs mesures récentes relatives au déroulement des élections aux territoires d'outre-mer et à Mayotte. Ces dispositions n'entreront en application qu'au lendemain des élections législatives de mars 1993.

M. Louis Le Pensee, ministre des DOM-TOM, a rappelé que la joi du 15 janvier 1990 a un triple objectif : « moraliser les campagnes électorales, moderniser le droit élec-toral et améliorer la transparence et la sécurité juridiques. » Les TOM (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et Polynésie française) el Mayotte seront done soumis aux mêmes règies que la métropole et les départements d'outre-mer en matière de financement des cam-

pagnes et des partis. Plusieurs autres textes sont égaement étendus aux TOM et à Mayotte, notamment des dispositions concernant la diffusion de propagande ou de résultats partiels, les procurations, ou encore la déli-mitation des circonscriptions.

A l'occasion de la discussion de A roccasion de la discussion de ce projet, le rapporteur de la commission des lois, M. Robert Savy (PS, Hante-Vienne) a présenté le bilan des deux premières années d'application de la loi du 15 janvier 1990. Il a indiqué que les nouvelles règles avaient été appliquées à trente élections partielles – cinq législatives. onatre contonnles égislatives, quatre cantonales, vingt et une municipales. La com-mission nationale des comptes de campagne et des financements poli-tiques a reçu 199 comptes de camont fonctionné, la commission n'ayant pas hésité à utiliser les pouvoirs à sa disposition ». Le Sénat a adopté le projet de loi

Le Sénat a adopté, à la quest una-nimité, vendredi 12 juin, le projet de loi relatif à l'organisation et à la pro-motion des activités physiques et sportives présenté par M= Frédéri-que Bredin, ministre de la jeunesse et des sports. Seul le groupe commu-niste s'est absteau.

sur le sport

Au cours de la discussion des articles, les sénateurs ont apporté plu-sieurs modifications au texte issu des travaux de l'Assemblée nationale. A propos de la participation financière des collectivités locales aux activités sportives, ils ont adopté un ameridament proposé par M. François Lesein (Rassemblement démocratique, commission des affaires culturelles, qui interdit l'octroi de toutes ganu-ties d'emprunt et de cautionnement des collectivités locales, au profit des clubs sportifs. Les sénateurs ont estimé que ces aides étaient souvest atilisées, en fait, comme des cultures Aisne), rapporteur au nom de la utilisées, en fait, comme des subven-tions de fonctionmement et qu'il était impossible, en dépit de la charge qu'elles peuvent représenter pour les mairies ou les conseils généraux, d'en contrôler l'emploi.

Les sénateurs ont enfin modifié sensiblement le dispositif nouveau d'homologation des enceintes sportives propose par amendement à l'Assemblée nationale par le gouvernement après la catastrophe de Furiani. Ils out jugé que ce dispositif réposait sur une présomption « inad-missible » de carence ou d'incompé-tence des maires et ont donc réduit à leur profit la part prépondérante attribuée aux préfets dans le texte du

# SOMMAIRE

### DATES

Il y a trente-cinq ans, Nikita Khrouchtchev face au e groupe

### ÉTRANGER

Les Serbes de Bosnie-Herzégovine annoncent un cessez-le-feu unileté-

Un entretien avec le ministre des affaires étrangères de Moldevie.. 4 Loin des capitales : « Liège, chantier médiatique ».... La campagne présidentielle aux

### POLITIQUE

Le débat sur la construction de l'Union européenne : M. Chirac demande au RPR d'adopter une sattitude de réserve » sur Masstricht; A Caen, M- Veil et M. Fabius ont plaide pour une Europe plus proche des citoyens 6 Livres politiques : « Bilan de santé», per André Leurens...... 6

### ENQUÊTE

La France «écolo» (V) : Una «maison européanne » peu commune. 7 SOCIÉTÉ

Le Sommet de la Terre à Rio ..... 8 Le palmarès du concours général 8 Les donneurs français vont lancer une pétition contra la commercialisation du sang ..... Le Championnat d'Europe des nations de football ..... La France et la Suède signent plusieurs accords de coopération en

L'Allemagne organise son premier Salon aéronautique à Berlin ...... 16

matière d'armement.....

### HEURES LOCALES

 L'imperturbable sourire de Mickey a Amiens réconcille ses polices a Le troisième Salon de l'implantation d'entreprises : Vichy soigne son visage; Un entretien avec Eric Woerth; Débat : « Aider le pays de Tulle», par Laurent Olieon et Pascal Tallon e Menton : le réveil de la « belle endormie » · L'avenir de la région lie-de-France : des projets immobiliers hors les murs ; Tous verts.. 9 à 12

### CULTURE

Cinéma : la mort de Serge Musiques : symphonies mari-Danse : les six jours de la jeune chorégraphie...

### ÉCONOMIE

Paribas se recentre sur les activi-Les suites du scandale de la BCCI .. Les manifestations des paysans en Revue des valeurs, crédits, changes, grands marchés... 18-19

### Services

Abonnements. Carnet... Météorologie. Mots croisé La télémetique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce puméro comporte un cahier « Radio-télévision » Le numéro du « Monde » daté 13 juin 1992

a été tiré à 493 610 exemplaires.

### Le licenciement des salariés âgés

# La France ne peut pas se payer la retraite à cinquante-cinq ans affirme M<sup>--</sup> Anbry

« Je ne crois pas que la France puisse aujourd'hui payer à la fois son système de protection sociale el se payer une vraie retraite à cinquante-cinq ans», a déclaré le vendredi 12 juin, à Toulouse, M= Martine Aubry, ministre du travail, pour justifier sa décision de renchérir le coût des préretraites prises en charge par l'UNEDIC.

«Gardons ces mesures pour des entreprises ou des basains d'emploi qui en ont vraiment besoln. ou encore pour des salaries qui sont usés prématurément», a-t-clic ajouté, en se félicitant que l'amendement déposé par le gou-vernement ait été voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. « Faire partir un vieux salarie pour le remplacer par un jeune coûte en moyenne 300 000 francs à la collectivité, solt le prix de la création de trois emplois»; a encore fait observer M= Aubry. □ Travail de nuit : M= Aubry

lavite les fédérations patronnles. -Le ministre du travail, M= Martine Aubry, invite les fédérations patronales intéressées par le travail de nuit des femmes à la rencontrer nisations syndicales seront éga ment recues. Depuis la préparation d'un avant-projet de loi sur le sujet, M= Aubry appelle les parte-naires sociaux des branches professionnelles concernées à négocier des contreparties à l'instauration du travail de nuit pour les femmes. Ce n'est qu'au terme d'un bilan des accords éventuels que le projet de loi sera présenté au Parle

# L'« affaire Boucheron »

# M. Michel Gabaude interpellé à Mérignac

M. Michel Gabaude, l'un des personnages clés de l'affaire Boucheron, a été interpellé, vendredi 12 juin à Mérignac (Gironde). Placé en garde à vue, il devrait être présente au juge l'une des dossiers concernant l'ancien maire d'Angoulème.

Construction (SEPC) dont le siège était à Mérignac.

Ces deux bureaux d'études qui travaillaient aussi en lisison avec Euro-Estern simé à Gran-Calman étaient au cœur d'une entreprise de fausse facturation destinée à drainge des fords pour le commente à drainge des

M. Gabaude, qui a déjà été inculpé de complicité d'ingérence par le juge Johy pour le partie des dossiers Boucharon instruite à Paris, a dingé la Société de coordination, de commerce et d'assistance (SOCA) et la Société d'études, de pilotage et de commerce et d'assistance (SOCA) et la Société d'études, de pilotage et de commerce de commerce et d'assistance (SOCA) et la Société d'études, de pilotage et de commerce de la Société d'études, de pilotage et de commerce du PS et de commerce de suit sur un reposait sur un rep